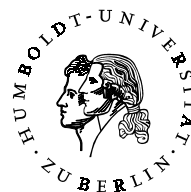


HUMBOLDT-UNIVERSITÄT ZU BERLIN

Landwirtschaftlich-Gärtnerische Fakultät

Schriftenreihe des Seminars für Ländliche Entwicklung



# **VIH/SIDA: Un nouveau défi pour la gestion des Aires Protégées à Madagascar**

L'intégration des mesures contre le VIH/SIDA dans le travail du Parc National Ankarafantsika

Equipe SLE

Dr. Pascal Lopez (chef d'équipe)

Ulrike Bergmann

Philippe Dresrüsse

Alexander Fröde

Michael Hoppe

Sandra Rotzinger

SLE

Hessische Str. 1-2

10099 Berlin

Tel. +49-30-2093 6900

Fax: +49-30-2093 6904

E-mail: [sle@agrar.hu-berlin.de](mailto:sle@agrar.hu-berlin.de)

<http://www.berlinerseminar.de>

Berlin, décembre 2004

**SLE** CENTRE DE FORMATION SUPERIEURE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL

Schriftenreihe des SLE (Seminar für Ländliche Entwicklung)  
Série de publications du Centre de Formation Supérieure pour le  
Développement Rural

Herausgeber/ Editeur	SLE - Seminar für Ländliche Entwicklung (Centre de Formation Supérieure pour le Développement Rural) Humboldt Universität zu Berlin Hessische Str. 1-2, D-10099 Berlin, Germany E-mail: <a href="mailto:sle@agrار.hu-berlin.de">sle@agrار.hu-berlin.de</a> Internet: <a href="http://www.berlinerseminar.de">www.berlinerseminar.de</a>
Redaktion/ Bureau de rédaction	Dr. Karin Fiege Seminar für Ländliche Entwicklung
Druck/ Impression	Offset-Druckerei Gerhard Weinert GmbH Saalburgstraße 3, D-12099 Berlin
Vertrieb/ Distribution	Seminar für Ländliche Entwicklung Hessische Str. 1-2, 10099 Berlin <a href="mailto:sle@agrار.hu-berlin.de">sle@agrار.hu-berlin.de</a>
1. Auflage 2004/ 1ère édition 2004	300
Copyright 2004	SLE – Seminar für Ländliche Entwicklung (Centre de Formation Supérieure pour le Développement Rural)
ISSN	1433-4585
ISBN	3-936602-17-4
Titelbild/ Photo de couverture	Acteurs VIH/SIDA identifiés lors des analyses dans la zone du PNA Source : SIG :PNA mars 2001, adapté

## **Avant-propos**

Ce rapport constitue le résultat d'un projet de cinq mois d'étude, dont trois mois passés au sein du Parc National Ankarafantsika à Madagascar. Il a été réalisé par une équipe de consultants du Centre de Formation Supérieure pour le Développement Rural (Seminar für ländliche Entwicklung / SLE) de l'Université Humboldt à Berlin en Allemagne. L'étude a été commanditée par l'ASSOCIATION NATIONALE POUR LA GESTION DES AIRES PROTEGEES (ANGAP) et la KREDITANSTALT FÜR WIEDERAUFBAU (KfW). L'équipe de recherche a été composée d'une anthropologue, un juriste, un écologue, un géographe et une psychologue, tous participants du 42<sup>ième</sup> cours de formation et un forestier comme chef d'équipe.

Les projets de consultations pluridisciplinaires constituent un élément principal de la formation offerte par le SLE, dont le but est de préparer de jeunes professionnels à travailler dans le cadre des organisations bilatérales et multilatérales de coopération internationale. Cette formation permet aux participants d'acquérir les connaissances nécessaires pour réaliser des études ciblées sur les actions et les processus de décisions. Par ailleurs, les projets de consultations apportent leur contribution à l'identification et à la résolution de problèmes du développement rural.

En 2004, les quatre groupes du 42<sup>ième</sup> cours de formation du SLE ont effectué simultanément des projets en Inde, à Madagascar, au Mali et au Mozambique.

Prof. Dr. Uwe Jens Nagel  
Doyen  
Faculté d'Agronomic et d'Horticulture  
Université Humboldt de Berlin

Carola Jacobi-Sambou  
Directrice  
SLE – Centre de Formation  
Supérieure pour le Développement  
Rural



## Remerciements

La réalisation de cette étude a été rendue possible par l'interaction d'une multitude d'acteurs et de personnes à Madagascar et en Allemagne. Nous, l'équipe SLE voulons exprimer nos sincères remerciements à tous ceux qui ont contribué à cette réalisation.

Nous remercions tout d'abord l'ANGAP au niveau national et régional et ses représentants qui nous ont appuyé lors de l'étude, notamment le Directeur Général M. Guy Suzon RAMANGASON, le Directeur Général Adjoint M. Charles RAKONTONDRAINIBE et le Directeur des Opérations M. Herijoana RANDRIAMANANATENASOA. Notre reconnaissance va également à Mme Nivo RAZANAMIADANA, Chargé de l'Education Environnementale et du VIH/SIDA pour son engagement – surtout dans la préparation de l'atelier national final à Antananarivo.

L'équipe du Parc National Ankarafantsika mérite nos remerciements particuliers pour nous avoir accueilli avec une grande hospitalité et pour la mise à disposition de leurs temps, infrastructures et expériences. Vu le nombre des membres de l'équipe du Parc – à Ampijoroa et dans les bases - il n'est pas possible de mentionner chacun par leur nom. Néanmoins, représentant pour l'équipe du Parc, nous remercions particulièrement M. René RAZAFINDRAJERY, Directeur du Parc, M. Jean BOURGEAIS en tant que Conseiller Technique Principal (CTP), Jean-Claude RAKOTONIANA, Responsable Education Environnementale. Explicitement nous remercions M. Heritiana ANDRIANANTENAINA, Point Focal VIH/SIDA du PNA et notre homologue pour sa collaboration amicale et disponibilité pendant nos séjours au Parc.

Nous remercions M. Ralph KADEL, responsable de la KfW pour le secteur environnemental à Madagascar pour nous avoir accordé sa confiance et la liberté de remplir les tâches données selon nos idées et expériences. Nous remercions ainsi la KfW pour son intérêt dans cette étude et pour son appui financier.

Nous voulons aussi remercier tous les représentants des organisations et institutions ainsi que les individus qui nous ont accordé leur soutien pour la mise en œuvre de cette étude : ceux du bureau régional du WWF-Madagascar, du projet Santé DPSPF/GTZ à Mahajanga, l'Alliance Internationale contre le VIH/SIDA et le Bureau de Coordination Provinciale du CPLS.

Nommément, nous exprimons nos remerciements pour leur appui exceptionnel à M. Fenosoa RATSIMANETRIMANANA en tant que Secrétaire Exécutif du Comité Nationale de la Lutte contre le VIH/SIDA (CNLS), M. Dr Dieter KÖCHER, CTP du projet Santé DPSF/GTZ, M. Dr Alain Willy RANDIMBIVAHINY, Conseiller Technique du CLLS Marovoay et M. Danny DENOLF, CTP du projet CNLS-GTZ.

Nous avons reçu également des appuis et des informations essentielles et de grande valeur qui nous ont permis de réaliser nos analyses et d'élaborer le Plan d'Action pour le Parc National Ankarafantsika. Pour ces informations, nous remercions vivement tous les partenaires des interviews : le personnel du Parc même, les représentants de la population riveraine du Parc et les représentants des organisations et institutions rencontrées lors des enquêtes.

Tous nos remerciements aux participants des ateliers à Antananarivo et Ampijoroa pour leur participation active qui a été d'une valeur inestimable pour la réalisation de l'étude.

Un séjour professionnel à Madagascar sans accrocs a été rendu possible par l'appui logistique de l'Ambassade de l'Allemagne, le bureau de la GTZ à Antananarivo et les projets GTZ/MEM/ECO GREEN-MAD et GTZ/MINEEF POLFOR. Sur le plan social, il faut souligner l'engagement d'Elfi LITTMANN-KABA qui a contribué à l'essentiel pour un séjour confortable avec « vue sur le Betsiboka » à Mahajanga.

La publication de l'étude en français a été réalisée avec l'aide linguistique et l'engagement « 7 jours sur 7 » de Nathalie TERTRE et Mme Estelle RAKOTOVOLA. Merci pour cet engagement professionnel et cordial.

A Berlin, aussi bien avant qu'après le séjour à Madagascar, nous étions appuyé par une multitude des personnes. Mme Dr Karin FIEGE et Mme Carola JACOBI-SAMBOU du SLE ont assuré l'encadrement pour la formulation de la méthodologie et la rédaction finale du rapport. Mme Gesa GRUNDMANN, Mme Anne SCHIEBORN et Mme Sabine DÖRR du SLE ont constamment travaillé pour la réalisation administrative et professionnelle de cette étude. Mme Iris ONIPEDE et Mme Dr Rita SCHÄFER ont toujours été prêtes à partager leurs expériences professionnelles avec nous. Le personnel du programme VIH/SIDA de la GTZ à Eschborn a également contribué à l'enrichissement qualitatif de l'étude.

Merci à tous !

## Résumé

L'importance du thème VIH/SIDA pour la protection et la gestion durable des ressources naturelles a été de plus en plus reconnue au niveau international au cours de ces dernières années. Dans les régions à taux d'infection et de maladie élevé, l'impact de l'épidémie sur les ressources naturelles est évident. Ainsi, une propagation de la maladie conduit souvent à un appauvrissement des familles concernées, au retour des malades de la ville vers le milieu rural et à la perte du savoir autochtone sur l'exploitation durable des ressources naturelles. A la recherche de nouvelles sources de revenu, des systèmes d'aménagement du terroir non durables s'établissent, causant une pression accrue sur les ressources naturelles. Des institutions de gestion des ressources, comme l'administration des Aires Protégées, subissent la perte temporaire ou complète de la main d'œuvre et se voient confrontées à des frais financiers importants.

D'autre part, les institutions de gestion des ressources naturelles disposent d'une série de possibilités pour s'investir dans la lutte contre le VIH/SIDA avec leurs avantages comparatifs. Par exemple, à travers leur structure décentralisée, elles peuvent atteindre la population dans les zones rurales peu accessibles. En même temps, elles entretiennent souvent des relations établies depuis longtemps avec les organisations locales. Les premières *bonnes pratiques* sur une participation des institutions de gestion des ressources naturelles dans la lutte contre le VIH/SIDA, provenant de quelques pays à haute prévalence du VIH, sont disponibles.

Le gouvernement malgache poursuit depuis l'année 2002 une **stratégie multisectorielle** dans la lutte contre le VIH/SIDA. Des organisations et institutions issues de différents secteurs d'activités de la société doivent participer à la lutte contre le VIH/SIDA, dans le cadre des stratégies sectorielles. Dans d'autres pays en voie de développement, l'approche multisectorielle s'est déjà révélée réussie en tant que partie d'un Mainstreaming de VIH/SIDA. Comparé à d'autres pays, surtout ceux d'Afrique australe, Madagascar est considéré comme un pays à faible prévalence (actuellement à 1,7%). L'objectif particulier de la politique malgache contre le VIH/SIDA est la stabilisation du taux de prévalence à un niveau qui reste encore faible. On doit tenir compte des défis

spécifiques de la propagation relativement faible du VIH/SIDA dans le développement d'une stratégie.

L'ANGAP (**Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées**), l'organisation administrative des 46 Aires Protégées de Madagascar, vise une participation active dans la lutte nationale contre le VIH/SIDA à Madagascar. Dans le cadre des activités du secteur du *Développement Rural*, les premières étapes ont déjà été entreprises à cet effet. Toutefois, il s'agit de clarifier le rôle que doit et peut jouer le siège de l'ANGAP et les différentes Aires Protégées au sein du Réseau dans la lutte contre le VIH/SIDA.

Dans ce contexte, le présent rapport sur l'étude ***VIH/SIDA - Un nouveau défi pour la gestion des Aires Protégées à Madagascar*** voudrait apporter une contribution à l'intégration continue du thème VIH/SIDA dans la gestion des Aires Protégées malgache. L'étude a été réalisée par une équipe multidisciplinaire composée de cinq participants du *Centre de Formation Supérieure pour le Développement Rural* (SLE) de l'Université Humboldt à Berlin avec un chef d'équipe externe. Elle a été effectuée sur ordre de l'ANGAP à travers la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) (Coopération Financière allemande), un de ses principaux bailleurs de fonds.

Un **Plan d'Action** concernant le Mainstreaming-VIH/SIDA à appliquer à partir de 2005 dans le Parc National Ankarafantsika (PNA), dans le nord-ouest de Madagascar, devrait être d'abord élaboré. Les activités de ce Parc National sont principalement financées par la KfW. Une raison importante du choix du PNA comme parc pilote malgache a été l'engagement déjà existant de l'Aire Protégée en matière de VIH/SIDA. Le travail du Parc lié au VIH/SIDA doit être développé, approfondi et ancré dans une stratégie cohérente avec les mesures concrètes proposées dans le Plan d'Action.

En outre, sur la base des expériences acquises, des recommandations pour l'institution nationale de la gestion Aires Protégées ANGAP visant l'intégration continue du thème VIH/SIDA doivent être élaborées.

L'étude a été réalisée entre juin et novembre 2004 et a comporté différentes phases :

Les approches actuelles en matière de prévention du VIH/SIDA, surtout dans les régions à faible prévalence, et des **bonnes pratiques** des institutions de gestion des ressources naturelles ont d'abord été analysées dans le cadre du



développement du concept en Allemagne. Le concept d'étude a été examiné et adapté lors des séances de présentation à Berlin, Antananarivo et dans le Parc National Ankarafantsika ainsi que lors d'entretiens avec les experts malgaches et internationaux en VIH/SIDA et en gestion des ressources au début du séjour de trois mois à Madagascar.

Le travail dans la région du Parc National Ankarafantsika a été basée sur une **analyse de la situation existante** par le biais de trois analyses partielles. Une analyse de l'organisation a fait ressortir les possibilités et limites de l'intégration du thème VIH/SIDA dans l'organisation du PNA. Une analyse de vulnérabilité a été nécessaire dans la détermination des facteurs ayant une influence sur le risque d'infection par le VIH de la population dans la région du projet. Les acteurs avec lesquels le Parc National peut collaborer dans son engagement contre le VIH/SIDA ont enfin été déterminés dans une analyse des acteurs. Un guide d'interviews semi-structurées et des recherches bibliographiques ont constitué la base méthodologique des analyses.

Dans les interviews de **l'analyse de l'organisation**, la majorité des collaborateurs du PNA ont souligné la chance que représentait l'engagement de leur institution dans la lutte contre le VIH/SIDA et identifié les différents avantages comparatifs du Parc. Toutefois, des avis critiques et réserves de quelques collaborateurs apparaissent également. De nombreuses propositions d'amélioration concernant les mesures déjà mises en œuvre par le PNA en matière de VIH/SIDA ont été exprimées. Elles se réfèrent à un large éventail de mesures liées au VIH/SIDA relevant des domaines de compétence de différents départements.

**L'analyse de vulnérabilité** a permis d'identifier plusieurs facteurs qui constituent un risque pour la population dans la région du PNA vis-à-vis du VIH/SIDA. Les différents facteurs sont souvent en relation étroite et la plupart d'entre eux résulte de la pauvreté largement répandue dans la région d'étude. Une éducation insuffisante et un accès limité aux informations compliquent le travail de sensibilisation. À cela s'ajoute un manque de moyens pour réaliser les tests de dépistage et pour assurer une hygiène parfaite des soins médicaux. Les Infections Sexuellement Transmissibles curables, comme la syphilis, qui souvent ne sont pas traitées et dont la prévalence est par conséquent élevée, favorisent le risque physique de contamination par le VIH. À côté de cela, on doit surtout mentionner une part élevée des relations sexuelles non protégées avec différents partenaires. D'autres facteurs de vulnérabilité sont par exemple le

tabou sur une communication ouverte relatives aux questions sexuelles entre hommes et femmes, ainsi qu'entre parents et enfants, le danger de la stigmatisation des personnes séropositives, la prostitution répandue ainsi que la migration et la mobilité élevée. Généralement, pour la région du PNA, on peut constater que la majorité de la population n'est pas encore consciente de l'ampleur des conséquences du VIH/SIDA, certains doutent même de l'existence de l'infection et/ou de la maladie SIDA.

L'**analyse des acteurs** a abouti à l'identification de quatre groupes d'acteurs ayant des qualités spécifiques, à partir desquels on a pu définir des axes de possibilités de coopération concrète avec le PNA : (1) des organisations de base reconnues par les autorités locales et les associations communales, (2) les organisations non-gouvernementales (ONG) locales, (3) les partenaires de la coopération technique et les ONG internationales ainsi que (4) le secteur de santé publique et les structures de coordination officielles dans la lutte contre le VIH/SIDA. Il a été constaté qu'un nombre croissant d'organisations à structures et objectifs différents s'engagent dans la lutte contre le VIH/SIDA dans la zone d'intervention du PNA, toutefois, elles travaillent peu en réseau. La concentration de leurs activités dans les grands villages et le long des grands axes routiers entraîne surtout des déficits dans la prévention contre le VIH/SIDA dans les zones reculées.

Les résultats des diverses analyses, les propositions des collaborateurs et les suggestions de l'équipe SLE concernant le travail du PNA en matière de VIH/SIDA ont été discutés lors d'un **atelier** et les éléments essentiels du Plan d'Action ont été ainsi élaborés. Ceux-ci ont été concrétisés dans un processus continu en accord avec la Direction et les collaborateurs du Parc ainsi qu'avec d'autres acteurs pertinents. En outre, les structures locales du programme national de lutte contre le VIH/SIDA (p. ex. les Comités Locaux de Lutte contre le VIH/SIDA) ont été intégrées dans l'élaboration du Plan d'Action, pour assurer une coordination des stratégies nationales et régionales. Le Plan d'Action a été remis en octobre 2004 pour pouvoir appliquer les propositions dans la planification annuelle 2005.

Le Plan d'Action débute par une description détaillée des tâches futures du collaborateur du PNA, responsable du volet VIH/SIDA, dénommé **Point Focal**, et propose son ancrage institutionnel. Il réalisera la plupart des mesures proposées et coordonnera la mise en œuvre de tout le Plan d'Action. Un Point Focal VIH/SIDA a déjà été nommé pour le PNA en 2003.

Les mesures liées au VIH/SIDA du Parc National Ankarafantsika sont présentées à l'intérieur du Plan d'Action sous forme d'un manuel facile d'usage. Elles comportent **cinq Domaines d'Action** :

- Une **politique officielle sur le lieu de travail** doit être introduite au PNA pour définir la position et les principes du Parc en matière de prévention contre le VIH/SIDA et de traitement des collaborateurs séropositifs.
- Des propositions concernant l'introduction d'un **programme interne de la lutte contre le VIH/SIDA** sont faites. Ce programme doit promouvoir la sensibilisation du personnel par des mesures d'information, d'éducation et de communication et régler le soutien et la prise en charge médicale et psycho-sociale du personnel atteint du VIH/SIDA.
- Des propositions concernant les contenus d'un **programme externe de la lutte contre le VIH/SIDA** sont également émises. Celles-ci visent la sensibilisation et la mobilisation de la population dans la zone d'intervention du PNA, en particulier les structures locales avec lesquelles le Parc entretient une collaboration étroite.
- Le Plan d'Action contient, en outre, des propositions sur le **Suivi et Evaluation** qui permettent un contrôle de sa mise en œuvre et l'adaptation des activités dans les années à venir.
- Enfin, le Plan d'Action contient un paragraphe sur la **prise en considération du thème VIH/SIDA dans toutes les activités du PNA**. Les conséquences négatives du VIH/SIDA sur les activités du PNA doivent être identifiées dans le cadre d'une planification et d'une évaluation et des contre-mesures doivent être développées.

Le Plan d'Action comporte 28 mesures proposées dans les cinq Domaines d'action. Parmi celles-ci, on peut citer par exemple la mise en place d'un point d'information sur le VIH/SIDA, la réalisation de séances d'information et de formation continue pour les collaborateurs du Parc et la sensibilisation des particuliers issus de la population à risques par les collaborateurs formés du Parc.

Pour chaque mesure proposée, les objectifs, la relation avec les stratégies nationales et locales existantes en matière de VIH/SIDA, les bénéficiaires et les responsables sont décrits ; la fréquence, la durée et les frais occasionnés sont mentionnés, ainsi que les recommandations à prendre en compte lors de la mise

en œuvre. Les mesures sont certes proposées de manière détaillée, mais des adaptations, des idées innovatrices et des suppléments de la part du PNA sont possibles et souhaitées. Une planification budgétaire pour les mesures prévues en 2005 et une liste des partenaires de coopération potentiels du PNA, entre autres, se trouvent dans l'annexe du Plan d'Action.

L'analyse des *bonnes pratiques*, les expériences acquises lors de l'élaboration du Plan d'Action ainsi que les discussions entre les experts ont constitué une base pour l'élaboration des **recommandations** proposées pour l'institution nationale de la gestion des Aires Protégées ANGAP. Dans le cadre d'un atelier final à Antananarivo, les recommandations ont été discutées et concrétisées en commun avec ANGAP et d'autres acteurs pertinents.

Concernant l'intégration des mesures liées au VIH/SIDA dans le Réseau des Aires Protégées de Madagascar, il a été proposé au **siège central d'ANGAP** :

- de jouer un rôle de coordination, de catalyseur et d'assistance,
- de mettre en réseau les activités des différentes Aires Protégées sur le thème VIH/SIDA,
- d'assister les responsables en matière de VIH/SIDA des Aires Protégées et de trouver des sources de financement,
- d'accélérer l'introduction d'un système de Suivi et Evaluation adapté aux exigences concernant ces mesures,
- d'élaborer eux-mêmes une politique officielle sur le lieu de travail valable pour tout le Réseau d'ANGAP,
- et de continuer à participer activement à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie pour le secteur du *Développement Rural* dans le cadre de la stratégie multisectorielle nationale.

Par ailleurs, il est recommandé d'élaborer des Plans d'Action similaires dans d'**autres Aires Protégées** en se basant sur les expériences acquises au Parc National Ankarafantsika. A cet effet, tant l'élaboration d'un Plan d'Action que son contenu devraient être adaptés aux conditions spécifiques de chacune des différentes Aires Protégées.

À la fin de l'étude SLE à Madagascar, les **premiers résultats** sont déjà disponibles. Le financement d'un poste à plein temps pour le Point Focal

VIH/SIDA a été accordé grâce au Plan d'Action et l'intégration du Plan d'Action dans la planification annuelle pour 2005 a eu lieu.

Le caractère pilote du Parc National pour l'intégration du thème VIH/SIDA au sein du Réseau d'ANGAP est mis en exergue à travers la mise en œuvre du Plan d'Action. Sur la base des expériences acquises et des recommandations formulées dans le rapport, l'ANGAP peut étendre et approfondir son engagement déjà commencé en matière de VIH/SIDA. Ainsi, l'ANGAP peut soutenir la stratégie multisectorielle nationale de Madagascar relative à la lutte contre le VIH/SIDA et s'établir comme référence au niveau international avec celle-ci comme *bonne pratique*. En outre, il est souhaitable que l'étude puisse apporter une contribution constructive pour la poursuite des discussions sur le rapport entre le VIH/SIDA et la gestion des ressources naturelles au niveau international.



## Summary

Over recent years, the **importance of HIV/AIDS in the field of natural resource management (NRM)** has begun to be internationally recognised. In high prevalence regions the **impact of the epidemic on natural resources** is obvious. HIV/AIDS increases poverty in affected families, as those who have fallen ill migrate from towns back to their villages; meanwhile, traditional knowledge regarding the sustainable use of natural resources is lost. As people look for new sources of revenue, unsustainable practices take hold, increasing the pressure on natural resources. Further, institutions responsible for the protection of resources, such as protected area authorities, suffer temporary or permanent loss of manpower and, as a result, are confronted with increased financial costs.

However, institutions responsible for natural resource management also have a number of **comparative advantages** in the response to HIV/AIDS. They have established stable contacts with local communities and organisations in fairly inaccessible rural areas. The first examples of good practice of natural resource management authorities working on HIV/AIDS are now beginning to emerge from some high HIV prevalence countries.

Since 2002, the Malagasy government has taken a **multisectoral approach** to HIV/AIDS. Organisations and institutions working in all sectors are encouraged to participate in the response to HIV/AIDS through sectoral strategies. In other developing countries, the multisectoral approach has already proved successful in mainstreaming HIV/AIDS. The Malagasy HIV/AIDS policy aims to stabilise the rate of infection at its current low levels (currently 1.7%). Compared with other countries in southern Africa, Madagascar is considered a low prevalence country. It was important to keep the specific challenges of a relatively low prevalence setting in mind during concept development for this study.

ANGAP (**Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées /National Association for the Management of Protected Areas**), the authority responsible for the administration and management of Madagascar's 46 protected areas, aims to actively participate in the national response to HIV/AIDS in Madagascar. As part of the activities of the 'rural development' sector, the first steps have already been taken towards this goal. However, the role that ANGAP headquarters, as well as individual protected areas can and should play, needs

to be clarified.

Given this context, this report on the study '**HIV/AIDS - a new challenge for Protected Area management in Madagascar**' aims to contribute to the integration of HIV/AIDS into the management of Malagasy protected areas. The study was carried out by a multi-disciplinary team of five participants of the Centre for Advanced Training in Rural Development (SLE) at Humboldt University in Berlin, and by an external team leader. The study was undertaken at the request of ANGAP and financed through the Kreditanstalt für Wiederaufbau, KfW, the German financial cooperation institution who is also one of ANGAP's major donors.

An **Action Plan** was developed for mainstreaming HIV/AIDS in Ankarafantsika National Park (ANP), with implementation planned for 2005. This Park is primarily financed by KfW. An important factor in the choice of the ANP as the Malagasy pilot park for fighting HIV/AIDS was the fact that it had already begun to work on the HIV/AIDS epidemic. That work needed to be developed, deepened and anchored in a coherent strategy, along with concrete measures that are proposed in the Action Plan.

Further **recommendations for the national authority**, ANGAP, were to be developed for the integration of HIV/AIDS into its activities.

The study was undertaken between June and November 2004 and consisted of the following phases:

An analysis was made of current approaches in HIV/AIDS prevention (especially in low-prevalence areas) and of examples of **good practice** in other NRM institutions during the concept development phase in Germany. The design of the study was analysed and adapted during presentations in Berlin, Antananarivo and Ankarafantsika National Park, as well as during interviews with national and international experts in HIV/AIDS and natural resource management, which were carried out at the beginning of the team's stay in Madagascar.

Work in Ankarafantsika National Park was based on a **situation analysis** using three partial analyses. An organisational analysis brought out both opportunities and limits in integrating HIV/AIDS into the ANP. An analysis of factors contributing to local people's vulnerability to HIV was also necessary. Finally, a stakeholder analysis was carried out to determine potential partners for the park in its work on HIV/AIDS. The methodologies used for the analyses mainly



consisted of semi-structured interviews and literature reviews.

During interviews for the **organisational analysis** of the Park, most of the ANP's employees emphasised the usefulness of the park getting involved in the response to HIV/AIDS and the comparative advantages the Park has. However, some reservations and critical views from staff members were also noted. Many suggestions were made for the establishment of new measures and the improvement of measures already put in place by the park. These referred to a wide range of measures related to HIV/AIDS carried out by various departments in the ANP.

The **vulnerability analysis** identified a number of factors that influence the vulnerability of the local population to HIV/AIDS. These factors are often closely related and are mainly a result of poverty, which is widespread in the study region. Lack of education and limited access to information are challenges in the work on HIV/AIDS with local communities. The situation is further complicated by a lack of resources for HIV testing and for ensuring hygiene in medical establishments. Curable sexually transmitted infections, such as syphilis, which are often left untreated and are high in prevalence, increase the physiological risk of contracting HIV. In addition, high rates of unprotected sex and multiple sexual partners were found to be common. Other factors that increase vulnerability include a taboo around the open discussion of sexual issues between men and women, as well as between parents and children, stigma against HIV positive people, widespread prostitution and high rates of mobility and migration. In general, in the region around the National park, it can be said that the majority of the population is not yet aware of the magnitude of the consequences of HIV/AIDS, indeed some people express doubts over its existence.

The **stakeholder analysis** identified four specific groups who have a potential role in collaborating with the ANP: (1) community based organisations that are recognised by local authorities and associations, (2) local non-governmental organisations (NGOs), (3) international donors and international NGOs and (4) the public health sector and groups such as local committees that form part of the official response to HIV/AIDS. It was noted that a growing number of organisations with very different structures and objectives are working on HIV/AIDS in the park's area of influence, but that they do not work effectively together. Their work is focussed in large villages and along roads, which means that prevention work is lacking in the more remote areas.

Results of these analyses, stakeholders' propositions and the SLE team's suggestions were discussed at a **workshop** in the ANP, where the key elements of an Action Plan were developed. These were then formalised in agreement with park management and partners and with other key stakeholders, as part of an ongoing process. Local structures in the national HIV/AIDS programme (the Comité Local de Lutte contre le VIH/SIDA or Local Committee to Fight HIV/AIDS), were also integrated into the plan, in order to ensure national and regional strategic coordination. The Action Plan was presented in October 2004 to allow suggestions to be included in annual planning for 2005.

The Action Plan begins with a detailed description of future tasks of the HIV/AIDS **Focal Point** of the ANP, a staff member who has responsibility for HIV/AIDS and is firmly anchored in the institutional make up of the organisation.

This person will carry out most of the proposed activities and coordinate the implementation of the Action Plan as a whole. An HIV/AIDS focal point was already officially nominated for the ANP in 2003.

HIV/AIDS initiatives in the Ankarafantsika National Park are presented in the Action Plan in the form of an easy to use manual. They consist of **five action areas**:

- A **Workplace Policy on HIV/AIDS** should be introduced to the ANP in order to define the position and principles of the park regarding prevention of HIV/AIDS and treatment for HIV positive employees.
- Suggestions for the introduction of an **internal programme on the response to HIV/AIDS** were made. This programme should promote understanding among employees through information provision, education and communication and should formalise care and support, both medical and psycho-social, for staff affected by HIV/AIDS.
- Suggestions for the contents of an **external programme on the response to HIV/AIDS** were also made. These refer to informing and mobilising communities in the ANP's area of work, working in particular with those local structures with which the park already collaborates successfully.
- The Action Plan also contains suggestions for **monitoring and evaluation**, which should ensure control of its implementation and adaptation of activities in future years.

- Finally, the Action Plan contains a paragraph on ***considering HIV/AIDS in all of the park's activities***. Potential negative consequences of HIV/AIDS for the park should be identified as part of the planning and evaluation processes and ways to combat those consequences should be developed.

The Action Plan includes 28 specific measures as part of the five action areas. Among these, for example, are the creation of an information point on HIV/AIDS, training sessions for staff members of the ANP, and information on preventing HIV/AIDS for the population in the park's area of influence.

For each proposed measure the Action Plan details the objective, its relation to existing national and local HIV/AIDS strategies, expected beneficiaries and the persons to be responsible for the implementation. The duration and cost of each is also outlined, along with issues to consider in implementation. A great deal of detail is provided in these recommendations, but adaptations, innovative ideas and additions by the ANP are both possible and hoped for. Budgetary planning for activities planned for 2005, along with a list of potential partners for the ANP, among other things, can be found in the annex to the Action Plan.

Analysis of good practice and experience gained during the development of the Action Plan, as well as discussion with experts provided a basis for the development of the **recommendations** for the national protected area authority, ANGAP. During a final workshop in Antananarivo, these recommendations were developed and discussed in collaboration with ANGAP and other stakeholders.

The following are among the recommendations made to ANGAP headquarters regarding the integration of a response to HIV/AIDS into the Malagasy network of protected areas:

- to play the role of coordinator, catalyser and to provide assistance
- to share experience from various protected areas on HIV/AIDS
- to help those responsible for HIV/AIDS in protected areas and to find sources to finance their activities
- to accelerate the introduction of a monitoring and evaluation system, adapted to the requirements of activities
- to develop a Workplace Policy on HIV/AIDS applicable to the entire ANGAP network

- and to continue to actively participate in the development and implementation of a strategy for the 'rural development' sector as part of the national multisectoral HIV/AIDS policy.

In addition, a recommendation was made to develop similar Action Plans **in other protected areas** based on experience from Ankarafantsika National Park. Both the process of developing an Action Plan and its contents should be adapted to the specific conditions of each protected area.

At the end of the study period, **preliminary results** are already available. Financing for a full time Focal Point for HIV/AIDS in the ANP has been awarded, thanks to the Action Plan and the integration of HIV/AIDS-related measures into the 2005 annual plan has already taken place.

The Ankarafantsika National Park strengthens its role as a pilot park for integrating a response to HIV/AIDS into the ANGAP network by progressively implementing the Action Plan. Using experience from the park and recommendations from the report, ANGAP can spread and deepen its existing engagement with HIV/AIDS. Thus, ANGAP could also support Madagascar's national multisectoral HIV/AIDS policy and become an international example of best practice. Finally, it is hoped that the study will provide a constructive contribution to international discussions on the relationship between HIV/AIDS and natural resource management and protection.

## Famintinana

Ekena eo amin'ny sehatra iraisam-pirenena ankehitriny fa miantraika any amin'ny **fiarovana sy ny fahatezan'ny loharanon-karena voajanahary ny fisian'ny valan'aretina SIDA**, indrindra any amin'ireo tany manana tahan'aretina avo. Mihamahantra ny fianakaviana voakasiky ny fihanakin'ny aretina. Mazàna dia miverina any ambanivohitra ireo olona marary nipetraka an-tanàn-dehibe ary tsy mahay intsony ny fikajiana ny harena voajanahary misy any. Mba ahitana loharanom-bola hafa dia voatrandraka tsy ampiheverana ny tany sy ny manodidina azy, ka lasa vesatra eo amin'ny tontolo manodidina. Miantraika any amin'ireo rafitra misahana ny fiarovana ny loharanon-karena ihany koa ny fisian'ny aretina satria mety tsy afaka hiasa madritra ny fotoana maharitra ireo mpiasa marary, no mbola tsy maintsy handaniana vola ny fitsaboana azy ireo.

Manana **tombony** anefa ireo rafitra mitantana ny harena voajanahary ireo satria eo am-pelatànan'ny fahafahana hirotsaka amin'ny ady amin'ny VIH/SIDA : mifandray mivantana amin'ny mponina sy ny ambaratongam-pitondrana any an-toerana izy, tongany avokoa ireo faritra ambanivohitra saro-dàlana, ary mazàna dia efa fotoana maharitra no nifaneraserany tamin'ny olona manodidina. Efa azo ampiharina ny traikefan'ireo tany manana tahan'aretina avo izay nampandray andraikitra ny rafitra misahana ny fiarovana ny harena voajanahary any aminy eo amin'ny ady amin'ny VIH/SIDA. Io ilay antsoina hoe « Good Practices » na « fomba fiasa mahomby ».

Nanomboka tamin'ny taona 2002 dia ampiharin'ny fanjakana Malagasy ny **paikady mahasahana sehatr'asa maro**, entina heady amin'ny VIH/SIDA. Ny tetika amin'io fomba fiasa io dia ny hampiditra ny loha-hevitra « ady amin'ny VIH/SIDA » eny anivon'ny rafitra sy sehatr'asa rehetra misy. Izay no dikan'ilay hoe « Mainstreaming » VIH/SIDA, efa natao ary hita fa nahomby tany amin'ny tany an-dàlam-pandrosoana hafa. Ny tanjona amin'izany dia ny hitazona ny tahan'ny fihanaky ny aretina, izay mbola azo lazaina ho ambany eto Madagasikara (1,7% ankehitriny), tsy hihoam-pefy, ohatra ny mitranga any amin'ny tany hafa, toy ny any ireo firenena any atsimon'i Afrika. Tokony ho fantarina ihany koa ireo fanamby mipetraka, na fantatra aza fa mbola ambany ny tahan'aretina.

Eto Madagasikara dia ny ANGAP (**Fikambanam-pirenena miandraikitra ny fitantanana ny faritra arovana**) no rafitra mitantana ny fiarovana ny valan-

javaboahary miisa 46. Miditra lalina amin'ny ady amin'ny VIH/SIDA ny ANGAP, indrindra eo amin'ny sehatr'asa « fampandrosoana ny eny ambanivohitra » izay efa nahitana ny dingana vita. Tokony hapetraka mazava anefa ny fitsijaran'ny andraikitra eo anivon'ny foiben'i ANGAP sy ireo faritra arovana tsirairay ary tafiditra ao anatin'ny tamba-jotra miady amin'ny VIH/SIDA.

Ity tatitra mitondra ny lahateny hoe « **VIH/SIDA – Fanamby vaovao ho an'ny fitantanana ny faritra arovana eto Madagasikara** » ity dia mihevitra ny hitondra anjara biriky eo amin'ny fampidirana sy fanohizana ny loha-hevitra VIH/SIDA amin'ny fitantanana ny valan-javaboahary voaaro eto Madagasikara. Andiamanampahaizana amin'ny taranja maro, miisa 5, avy amin'ny Foibe fampianarana ambony momba ny fampandrosoana ny eny ambanivohitra (SLE - Oniversiten'i Humboldt any Berlin), miampy olona iray ivelan'ny foibe, no nanatontosa ny asam-pandalinana. Ny ANGAP no tompon-kevitra nampanao ny fandalinana ary ny andrim-pitantanam-bola alemana ho an'ny fiaraha-miasa (KfW) kosa no namatsy vola.

Novolavolaina tamin'izany ny **drafitr'asa** ahafahana mampiditra sy manamafy ny loha-hevitra VIH/SIDA ao amin'ny valan-javaboaharim-pirenena ao Ankarafantsika (PNA), any avaratra andrefan'i Madagasikara, manomboka ny taona 2005. Marihina fa ny fisian'ny dingana efa vita mikasika ny ady amin'ny VIH/SIDA ao amin'io valan-javaboahary Ankarafantsika io no antony nisafidianana azy ho « vala filamatra ». Fampandrosoana, fandalinana sy fiorenampakan'ny foto-kevitra tohanan'ny drafitr'asa amin'ny alalan'ny fanolorana fepetra mivaingana tokony ampiharina.

Ankoatr'izay, ary satria efa nisy traikefa azo tovozina, dia natao ny famolavolana toro-làlana ho an'ny mpitantana ny ANGAP mba ahafahan'izy ireo manohy hatrany ny fampidirana ny loha-hevitra VIH/SIDA ao anatin'ny asa andavanandron'ireo vala arovana. Ny volana jiona ka hatramin'ny volana novambra 2004 no naharetan'ny asa ka dingana maromaro no nentina nanatanteraka izany :

Fandinihina ny tetika efa fampiasa ankehitriny any amin'ny tany manana tahan'aretina ambany sy ny **fomba fiasa mahomby sy voasedra** nampiharina tany. Tany Alemana no niandohan'io volavolan-kevitra io. Rehefa izany dia naroso sy nodinihina miaraka tamin'ny tompon'andraikitra tao Antananarivo sy Ankarafantsika ary tamin'ireo manam-pahaizana manokana momba ny VIH/SIDA sy ny fiarovana ny harena voajanahary, malagasy sy vahiny.

**Fijerena ifotony ny zava-misy** ao amin'ny PNA, amin'ny alalan'ny famakafakana telo sosona : famakafakana ny rafi-pandaminana izay nampivohitra ny fahafaha-manao sy ny fetran'ny fampidirana ny loha-hevitra VIH/SIDA ao anatin'ny rafi-pandaminan'ny PNA ; famakafakana ny harefon'ny mponina, na ny famaritana ireo toe-javatra na toe-piainana misy ao an-toerana ka mety hanampy trotraka ny fihanakky ny tsimok'aretina VIH ; ary farany dia ny famakafakana momba izay olona na sokajin'olona afaka ho mpiray antoka amin'ny PNA hanatanteraka ny ady amin'ny SIDA. Ny fanatanterahana ireo famakafakana ireo dia niainga tamin'ny fampiasana taridàlana fanaovana fanadihadiana ary koa tamin'ny fitrandrahana boky sy tahirin-kevitra.

Nandritra ny **fanadihadiana momba ny rafi-pandaminana** dia navohitry ny ankamaroan'ny mpiasan'ny PNA ny maha-zava-dehibe ny firosoana amin'ny ady amin'ny VIH/SIDA efa ampiharina ao amin'ny toeram-piasany. Nisy ihany koa ny fitsikerana sy fisalasalana avy amin'ny mpiasa sasantsasany. Sosokevitra isan-karazany eo amin'ny fanatsarana ny fomba fiasa efa misy no natolotr'ireo mpiasa ireo, isaky ny sehatra tsirairay misy azy avy.

Ny **famakafakana ny harefon'ny mponina** manoloana ny VIH/SIDA dia nahafahana namantatra ny toe-javatra sy toe-piainana mety hitera-doza ao amin'ny faritra iasan'ny PNA. Mifandray tendro avokoa ireo toe-javatra ireo ary ny ankamaroany dia miankina amin'ny fahantran'ny mponina amin'ny ankapobeny. Mihasarotra ny fanentanana raha miantefa any amin'ny olona tsy ampy fanabeazana sy fahalalana. Eo ihany koa ny tsy fisian'ny enti-manana hanaovana fitiliana ny tsimok'aretina sy ny fahadiovana tsy lavorary eo amin'ny lafin'ny fitsaboana. Ny aretina azo avy amin'ny firaisain'ny lahy sy ny vavy, toy ny Syphilis, na dia azo tsaboina aza, dia tsy voatsabo ary avo dia avo ny tahan'ireo aretina ireo noho izany. Ny fisian'ireo anefa dia manamora ny fihanakin'ny tsimok'aretina VIH. Etsy andaniny dia maro ihany koa ny olona manao firaisana tsy voaaro sy mampirafy. Fa mbola zava-misy mety hanome vahana ny SIDA ihany koa ny maha-fady ny firesahana mivantana momba ny fananahana eo amin'ny lehilahy sy ny vehivavy, ny ray aman-dreny sy zanaka, ny mety ho fanilikilihana ireo mitondra ny tsimok'aretina, ny fivarota-tena efa mihanaka ary ny hamaroan'ny mpifindra monina sy ny fivezivezena. Amin'ny ankapobeny, dia tsapa fa ny ankamaroan'ny mponina manodidina ny PNA dia mbola tsy mahatsapa ny loza mety ateraky ny VIH/SIDA, ny sasany aza dia tsy mino loatra ny fisian'io aretina io.

Ny **famakafakana momba ireo ho mpiray antoka** amin'ny ady amin'ny SIDA

kosa dia nanasongadina vondron'olona efatra hita fa afaka hiara-hiasa amin'ny PNA : (1) ny vondrona fototra any amin'ny firaisana na fokontany atolotry ny manam-pahefana any an-toerana, (2) ny fikambanana tsy miankina amin'ny fanjakana any an-toerana (ONG), (3) ny mpiray antoka amin'ny fiaraha-miasa ara-teknika iraisam-pirenena, na miankina na tsia amin'ny fanjakana, ary koa (4) ny mpiasa ao amin'ny sehatry ny fahasalamam-bahoaka sy ireo rafitra arapanjakana rehetra mirotsaka amin'ny ady amin'ny VIH/SIDA. Marihina fa mihamaro hatrany ireo rafitra misahana ny ady amin'ny VIH/SIDA efa miasa ao amin'ny faritra misy ny PNA. Samy manana ny rafitra sy tanjona kendreny anefa izy ireo fa tsy mirindra loatra ny fomba fiasany. Any amin'ny tanàn-dehibe sy manamorona ny làlam-pirenena no toerana itangoronany, hany ka tsy tonga any amin'ireo tanàna lavi-toerana ny fanentanana amin'ny fisorohana ny VIH/SIDA.

Ny vokatry ny famakafakana samihafa natao, miampy ny tolo-kevitra avy amin'ny mpiasan'ny PNA sy ireo manampahaizan'ny SLE dia navondrona ary naroso ho dinihina nandritra ny **atrik'asa** nandrafetana ny drafitr'asa ampiharina ao amin'ny PNA. Nadika ho lasa fandaharan'asa mivaingana sy maharitra ireo hevitra rehetra ary nifanarahan'ny mpitantana sy ny mpiasa ao amin'ny PNA ary ireo sokajin'olona hirotsaka amin'ny ady amin'ny SIDA. Nampidirina koa ho mpiombona antoka sy mpamolavola ny drafitr'asa ihany koa ireo rafitra any an-toerana misahana ny ady amin'ny VIH/SIDA (Komity eny an-toerana miady amin'ny VIH/SIDA) mba hampirindra ny paikady eo anivon'ny firenena sy ny faritra. Tamin'ny volana oktobra 2004 no natolotra ny drafitr'asa mba ahafahana sahady mampihatra azy amin'ny taona 2005.

Toy izao manaraka izao ny votoatin'ilay drafitr'asa : miantomboka amin'ny famaritana amin'ny antsipiriany ny anjara asan'ny PNA amin'ny ho avy ary manome soso-kevitra ny hanendrena ho mpiasa ilay tompon'andraikitra misahana ny VIH/SIDA ao amin'ny PNA, antsoina hoe **Point Focal**. Izy no hiantoka ny fanatanterahana sy ny fandrindrana ny lamin'asa voalaza ao amin'ny drafitr'asa. Marihina fa efa hatramin'ny taona 2003 no nisian'io « Point Focal VIH/SIDA » io.

Miendrika boky torolalana, mora ampiasaina ilay drafitr'asa manana. ireo **sehatr'asa dimy** no hita ao :

- Politika arahina eny amin'ny toeram'piasana momba ny VIH/SIDA (na « **Workplace Policy VIH/SIDA** »): io no mamaritra ny foto-kevitra ijoroan'ny PNA amin'ny fisorohana ny VIH/SIDA sy ny fitsaboana atokana



ho an'ireo mpiara-miasa mitondra ny tsimok'aretina.

- **Fandaharan'asa anatin'ny entina hiady amin'ny VIH/SIDA.** Io dia entina hampiroboroboana ny fanentanana ny mpiasan'ny PNA amin'ny alàlan'ny fampahalalam-baovao, ny fanabeazana, ny fifandraisana, ny fiantsorohana ny fitsaboana sy ny fanohanana ny mpiasa marary.
- **Fandaharan'asa ivelany entina hiady amin'ny VIH/SIDA.** Io indray dia mikendry ny hanentana sy hanetsiketsika ny mponina ao amin'ny faritra iasan'ny PNA, indrindra ireo rafitra eny an-toerana miara-miasa aminy akaiky.
- Tolo-kevitra momba ny **fomba hanaovana ny tomban'ezaka** : fanaraha-maso ny fizotry ny asa sy mety ho fanitsiana ny fomba fiasa amin'ny taona manaraka.
- Ary farany, misy andininy mikasika ny **fandinihina manokana ny loha-hevitra VIH/SIDA amin'izay lahasa rehetra ataon'ny PNA** ao anatin'ny drafidahasana. Ny voka-dratsin'ny VIH/SIDA miantraika any amin'ny lahasan'ny PNA dia tokony ho fantraina ao anatin'ny fandaharan'asa sy ny fanombanana ary ny famolavolana ireo fepetra hisorohana izany.

Fepetra miisa 28 no hita ao anatin'ireo sehatr'asa 5 ireo. Azo tanisaina ohatra ny fametrahana toerana fampitam-baovao momba ny VIH/SIDA, ny fanatontosana na fampafantarana na fanofanana mandava-taona ho an'ny mpiara-miasa, ny fanentanana ireo mponina manodidina sasany hita fa marefo.

Ho an'ireo fepetra natolotra tsirairay avy dia nosoritana ny zava-kinendry, ny fifandraisan'ireo paikadim-pirenena amin'ny paikady misy eny an-toerana mifandraika amin'ny VIH/SIDA, ireo mahazo tombon-tsoa amin'izany sy ny tompon'andraikitra ; ny hatetika, ny faharetany sy ny sarany dia voalaza, ary koa ny toro-làlana tokony arahina eo am-panatanterahana izany. Novoaboasana amin'ny antsipiriany ireo fepetra natolotra, kanefa izany tsy manakana ny fampifanitsiana, ny fanolorana hevi-baovao sy hevitra famenony avy amin'ny PNA izay iriana tokoa. Hita ao amin'ny takelaka tovana ny lamina ara-tetibola ho an'ny taona 2005 sy ny lisitry ny mpiara-miombon'antoka amin'ny PNA.

Nomena toromarika ihany koa ny foibe fitantanana ANGAP, miainga avy amin'ireo « fomba fiasa voasedra », ireo traikefa notovozina nandritra ny atrik'asa namolavolana ny drafitr'asa, sy ireo fifanakalozan-kevitra niarahana tamina manam-pahaizana. Nodinihina sy noraiketina ny atrik'asa famaranana tao

Antananarivo ireo **toromarika** ireo, ary niarahana tamin'ny ANGAP sy ny mpiaramiombon'antoka.

Toy izao tolo-kevitra ny nomena **foibem-pitantanan'i ANGAP** moba ny andraikiny eo amin'ny fampidirana ny loha-hevitra VIH/SIDA ao anatin'ny tambajotra ifandraisan'ny valan-javaboahary voaaro rehetra eran'i Madagasikara :

- mandrindra, manelanelana sy manampy,
- mamao izay hahatontosa ny tambajotra ifandraisana,
- manampy ireo tompon'andraikity ny VIH/SIDA sy mitady ny famatsiambola ho an'ireo valan-javaboahary voaaro,
- manafaingana ny fametrahana ny rafitra tomban'ezaka mifanojo amin'izay takian'ny fepetra,
- mamolavola ny politika arahina any amin'ny toeram-piasana moba ny VIH/SIDA ho an'ireo tambajotra ANGAP rehetra,
- ary manohy ny ezaka mavitrika eo amin'ny famolavolana sy fampiharana ny paikady eo amin'ny sehatra « fampandrosoana ny eny ambanivohitra » araka ny takian'ny paikadim-pirenena mahasahana sehatra maro.

Toromarika nomena ihany koa ny hamolavolana drafitr'asa mitovy amin'ny natao tao Ankarafantsika, ho an'ireo **valan-javaboahary voaaro hafa**. Atao mifandraika amin'ny toetra manokana ananan'ny faritra tsirairay izany drafitr'asa izany, na eo amin'ny famolavolana azy, na eo amin'ny votoatiny.

Efa azo ampiasaina ankehitriny ny **vokatry** ny fandalinana nataon'ny SLE. Nekenana ny fandraisana ho mpiasa raikitra ny « Point Focal VIH/SIDA » sy ny fandaniana ara-bola aterak'izany. Tafiditra ao anaty lamin'asa 2005 ihany koa ireo fepetra natolotra tao anatin'ny drafitr'asa.

Nivohitra tao anatin'ny fampiharana ny drafitr'asa ny maha « filamatra » ny PNA eo amin'ny lafiny fivohizana ny loha-hevitra VIH/SIDA. Afaka miroso lalindalina kokoa amin'ny ady amin'ny VIH/SIDA ny ANGAP ankehitriny, noho ireo traikefa azony sy ireo tolo-kevitra nomena azy, ary indrindra afaka hanohana ny « paikady iraisan'ny sehatr'asa maro » eto Madagasikara. Azo lazaina fa faka tahaka eo amin'ny sehatra iraisam-pirenena izy eo amin'ny fampiharana ny « fomba fiasa voasedra » amin'ny ady amin'ny VIH/SIDA. Ny faniriana dia ny hoe

nitondra anjara biriky tokoa ity fandalinana ity, ary hanampy ireo mbola hikaondoha eran'izao tontolo izao momba ny finakinan'ny VIH/SIDA sy ny fiarovana ny harena voajanahary.



# Table des matières

<b>AVANT-PROPOS.....</b>	<b>I</b>
<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>III</b>
<b>RESUME .....</b>	<b>V</b>
<b>SUMMARY .....</b>	<b>XIII</b>
<b>FAMINTINANA.....</b>	<b>XIX</b>
<b>LISTE DES ABREVIATIONS .....</b>	<b>XXXI</b>
<b>1 INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>2 LE CADRE DE L'ETUDE.....</b>	<b>9</b>
<b>2.1 L'épidémie de VIH/SIDA en général et à Madagascar.....</b>	<b>11</b>
2.1.1 VIH/SIDA : un désastre pour l'humanité .....	11
2.1.2 VIH/SIDA à Madagascar et dans la région du Parc National Ankarafantsika ..	14
2.1.3 La réponse nationale au VIH/SIDA à Madagascar.....	17
2.1.4 La réponse internationale au VIH/SIDA à Madagascar .....	20
<b>2.2 Le Réseau des Aires Protégées de Madagascar et ses activités .....</b>	<b>21</b>
2.2.1 Les Aires Protégées à Madagascar .....	21
2.2.2 La conservation dans le cadre du développement régional .....	24
2.2.3 Activités d'ANGAP relatives au secteur Santé et VIH/SIDA.....	26
<b>2.3 Le Parc National Ankarafantsika .....</b>	<b>27</b>
2.3.1 Données sur le Parc National Ankarafantsika .....	27
2.3.2 Fonctionnement et structure organisationnelle du PNA.....	30
2.3.3 Activités contre le VIH/SIDA.....	32
<b>2.4 Bases thématiques de l'étude .....</b>	<b>33</b>
2.4.1 Mainstreaming-VIH/SIDA .....	34
2.4.2 VIH/SIDA dans des pays à faible prévalence.....	37
2.4.3 VIH/SIDA et la gestion des ressources naturelles.....	39

<b>3</b>	<b>OBJECTIF ET DEROULEMENT DE L'ETUDE.....</b>	<b>45</b>
3.1	Cadre institutionnel.....	47
3.2	Les objectifs de l'étude.....	48
3.3	Déroulement méthodologique .....	51
3.3.1	Analyse des bonnes pratiques .....	52
3.3.2	Analyse de l'organisation du PNA.....	53
3.3.3	Analyse de vulnérabilité.....	55
3.3.4	Analyse des acteurs .....	57
3.3.5	Atelier intermédiaire au PNA.....	58
3.3.6	Mise au point du Plan d'Action .....	60
3.3.7	Elaboration des recommandations pour l'ANGAP et d'autres gestionnaires ..... des Aires Protégées .....	61
<b>4</b>	<b>RESULTATS DE L'ANALYSE DE LA SITUATION .....</b>	<b>63</b>
4.1	Analyse de l'organisation du PNA.....	65
4.2	Analyse de vulnérabilité.....	70
4.3	Analyse des acteurs .....	78
<b>5</b>	<b>LE PLAN D'ACTION VIH/SIDA DU PNA .....</b>	<b>85</b>
<b>6</b>	<b>RECOMMANDATIONS POUR L'ANGAP ET AUTRES GESTIONNAIRES... DES AIRES PROTEGEES.....</b>	<b>89</b>
6.1	Objectif et structure des recommandations.....	91
6.2	Le rôle du siège central de l'ANGAP .....	93
6.3	Elaboration des Plans d'Action dans d'autres Aires Protégées.....	96
<b>7</b>	<b>REMARQUES FINALES.....</b>	<b>101</b>
<b>8</b>	<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>105</b>

---

<b>9</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>113</b>
	<b>Annexe I : Participants des ateliers exécutés en cours de la réalisation de l'étude .</b>	<b>113</b>
	<b>Annexe II : Liste des acteurs et personnes rencontrés .....</b>	<b>119</b>
	<b>Annexe III : Questionnaires utilisés lors des enquêtes .....</b>	<b>121</b>
	<b>Annexe IV : Extrait du rapport de la mission préparatoire du projet.....</b>	<b>125</b>
	<b>Annexe V : Plan de recherche.....</b>	<b>127</b>
	<b>Annexe VI : Brève biographie des auteurs.....</b>	<b>129</b>

## Liste des figures

FIGURE 1 : DYNAMIQUE DE LA PREVALENCE A MADAGASCAR DE 1989 A 2003	15
FIGURE 2 : STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DU PNA	31
FIGURE 3 : CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE	47
FIGURE 4 : DEROULEMENT METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE	51
FIGURE 5 : FACTEURS DE VULNERABILITE	71

## Liste des cartes

CARTE 1 : NOMBRE DES ADULTES ET DES ENFANTS VIVANT AVEC LE VIH DANS LE MONDE, FIN 2003	12
CARTE 2 : PREVALENCE DU VIH CHEZ LES FEMMES ENCEINTES PAR PROVINCE, ANNEE 2003	16
CARTE 3 : LE RESEAU ANGAP	23
CARTE 4 : LA REGION DU PNA	28
CARTE 5 : ACTEURS VIH/SIDA IDENTIFIES LORS DES ANALYSES DANS LA ZONE DU PNA	83



## Liste des abréviations

ABCG	African Biodiversity Collaborative Group
AGF	Agence de Gestion Financière
AGP	Agent du Parc
ANGAP	Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées
BCP	Bureau de Coordination Provinciale de la Lutte contre le VIH/SIDA
BMZ	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement)
CDAV	Centre de Dépistage Anonyme et Volontaire
CHD	Centre Hospitalier du District
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CI	Conservation International
CLLS	Comité Local de Lutte contre le VIH/SIDA
CNLS	Comité National de Lutte contre le VIH/SIDA
COAP	Code des Aires Protégées
CPLS	Comité Provincial de Lutte contre le VIH/SIDA
CRS	Catholic Relief Service
CSB	Centre de Santé de Base
CTP	Conseiller Technique Principale
CTV	Conseil et Dépistage Volontaire
DAI	Development Alternatives Inc.
DDSS	Direction de la Démographie et des Statistiques Sociales
DIR	Direction Inter-Régionale (ANGAP)
DIR-M	Direction Inter-Régionale Mahajanga
DPSPF	Direction Provinciale de la Santé et de la Planning Familiale
DWCT	Durrell Wildlife Conservation Trust
EDSM-III	Enquête Démographique et de Santé 2003-2004
FMG	Franc Malgache
GELOSE	Gestion Locale Sécurisée
GREEN-MAD	Gestion Rationnelle de l'Energie et de l'Environnement à Madagascar (GTZ)
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH (Coopération Technique Allemande)
IEC	Information Education Communication

INSPC	Institut National de la Santé Publique et Communautaire
INSTAT	Institut National de la Statistique
IST	Infection Sexuellement Transmissible
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau (Institution Financière Allemande pour la Coopération)
KIT	Koninklijk Instituut voor de Tropen (Institut Royal des Tropiques), Pays-Bas
MEM	Ministère de l'Energie et des Mines
MINEEF	Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts
OCB	Organisation Communautaire de Base
ODIO	Organisation pour le Développement intégré de l'ouest de Mahajanga
OG	Organisation Gouvernementale
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUSIDA	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
Oxfam	Oxford (Committee for) Famine Relief
PAT	Programme Annuel de Travail
PLAE	Projet de Lutte Anti-Erosive
PlanGRAP	Plan de Gestion du Réseau des Aires Protégées
PMPS	Projet Multisectoriel de Prévention du SIDA
PNA	Parc National d'Ankarafantsika
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
POLFOR	Projet « Mise en Œuvre de la Nouvelle Politique Forestière » (GTZ)
PSI	Population Services International
PSN	Plan Stratégique National de Lutte contre le VIH/SIDA
RN	Route Nationale
RNI	Réserve Naturelle Intégrale
RNM	Radio Nationale Malgache
SAF/FJKM	Sampan'Asa momba ny Fampandrosoana/Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara (Département pour le Développement de l'Eglise Protestante Réformée de Madagascar)
SAfAIDS	Southern Africa AIDS Information Dissemination Service
SE/CNLS	Secrétariat Exécutif du CNLS

---

SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SIG	Système d'Information Géographique
SLE	Seminar für Ländliche Entwicklung (Centre de Formation Supérieure pour le Développement Rural)
TVM	Télévision Malgache
UCL	Unité de Coordination Locale
UICN	Union Mondiale pour la Nature
UE	Union Européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNFPA	United Nations Population Fund
USAID	United States Agency for International Development
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
WESM	Wildlife and Environmental Society Malawi
WWF	World Wide Fund for Nature



# 1 Introduction





Avec 38 millions de personnes infectées actuellement, **l'épidémie du VIH** est devenue une des plus largement répandues dans le monde. Jusqu'à maintenant, aucun vaccin efficace contre l'infection par le VIH, ni un médicament pour guérir le SIDA n'a pu être développé. Le nombre des malades infectés par le VIH ainsi que des morts du SIDA augmentent encore tous les jours. Le VIH/SIDA a des conséquences dramatiques sur toute la société, particulièrement dans les pays en voie de développement, surtout d'Afrique australe, qui ont le taux le plus élevé de propagation de l'infection au niveau mondial.

**L'état insulaire** de Madagascar, au sud-ouest de l'Océan Indien, est resté jusqu'ici épargné d'une propagation extrême de l'épidémie du VIH/SIDA, contrairement aux pays du continent africain voisin. En 2004, la prévalence du VIH, ou taux de propagation de l'infection, parmi les personnes âgées entre 15 et 49 ans, est encore relativement faible avec environ 1,7% (ONUSIDA, 2004). Toutefois, les taux de croissance à Madagascar, qui dénotent une propagation grandissante de l'infection au cours de ces dernières années, sont alarmants. Une série de facteurs sociaux, culturels et économiques peut contribuer à une nouvelle propagation massive, comme l'accès très limité aux informations et aux soins médicaux d'une grande partie de la population, à cause de la pauvreté<sup>1</sup> ainsi qu'un taux élevé de relations sexuelles non protégées avec des partenariats multiples. « Madagascar n'est pas à l'abri d'une catastrophe », selon André Ndikuyenze de l'Organisation Mondiale de la Santé (JEUNE AFRIQUE, 2004). À Madagascar et parmi les experts internationaux, tous s'accordent pour reconnaître l'urgence des actions visant à empêcher la propagation rapide de l'infection et de la maladie.

La **Coopération Allemande au Développement** est également consciente de l'importance d'une prévention intensive du VIH/SIDA à Madagascar, classé pays partenaire de la Coopération Allemande. Le VIH/SIDA comme thème transversal prend de plus en plus d'importance, parallèlement à la priorité de « politique environnementale, protection et utilisation durable des ressources naturelles ».<sup>2</sup>

Dans le cadre de la Coopération Financière allemande, la Kreditanstalt für

---

<sup>1</sup> Dans l'Indice de Développement Humain, Madagascar se trouve en 2004 au 150<sup>ème</sup> rang sur 177 (PNUD, 2004).

<sup>2</sup> Avec la priorité citée, il s'agit de freiner la destruction dramatique des écosystèmes naturels à Madagascar.

Wiederaufbau (KfW) soutient entre autres le **Parc National Ankarafantsika** (PNA), situé dans le nord-ouest de l'île dans une zone de végétation de forêt sèche.

Concernant le thème VIH/SIDA, le Parc National Ankarafantsika joue déjà un rôle pilote dans le Réseau des Aires Protégées de Madagascar. Entre autres et dès 2003, un collaborateur du PNA a été formé sur la prévention contre le VIH/SIDA et cumule sa fonction de garde-forestier avec celle requise par sa nouvelle compétence.

L'organisation de tutelle du Réseau des Aires Protégées malgaches, l'**Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées** (ANGAP), qui gère, outre le Parc National Ankarafantsika, 45 autres Aires Protégées, s'est engagée officiellement en 2004 par une lettre d'engagement, à intégrer le thème VIH/SIDA dans son travail.

Cette intégration des mesures relatives au VIH/SIDA, dans les institutions en dehors du secteur de la santé, comme c'est le cas de l'ANGAP et du PNA, correspond à une **réponse multisectorielle** à la propagation de l'épidémie. L'approche multisectorielle part de l'idée de base que le VIH/SIDA implique toute la société et que le problème de l'épidémie ne peut être résolu que si, de concert avec le domaine de la santé, tous les autres secteurs d'activités étatiques, comme la formation, le transport etc., sont familiarisés avec le thème dans la mesure de leurs possibilités. Cette approche stratégique qui fait partie du Mainstreaming- VIH/SIDA, est recommandée dans le monde entier par des experts comme une approche très prometteuse et figure aussi dans la politique nationale de lutte contre le VIH/SIDA de l'État Malgache.

Pour soutenir les processus de Mainstreaming-VIH/SIDA déjà partiellement commencés auprès de l'ANGAP et surtout dans le Parc National Ankarafantsika, ANGAP a mandaté, à travers la KfW, le **Centre de Formation Supérieure pour le Développement Rural** (SLE) pour la réalisation de la présente étude. L'étude a été réalisée dans le cadre de la formation post-diplôme du SLE, d'une équipe interdisciplinaire composée de cinq membres et un chef d'équipe. Le travail a été réalisé en cinq mois, dont un séjour de trois mois à Madagascar.

A la demande de l'ANGAP et de la KfW, deux objectifs ont été définis pour l'étude.

Le **premier objectif** consistait en l'élaboration d'un **Plan d'Action VIH/SIDA** à



mettre en œuvre à partir de 2005 visant l'intégration du thème VIH/SIDA dans le travail du Parc National Ankarafantsika. Le travail sur le VIH/SIDA déjà en cours doit être ancré et approfondi dans une stratégie cohérente par le biais du Plan d'Action qui propose des mesures concrètes.

Dans la pratique, l'élaboration du Plan d'Action repose sur trois activités :

- une analyse des *bonnes pratiques* internationales pertinentes,
- une analyse de la situation – composée d'une analyse de l'organisation du PNA, une analyse des facteurs de vulnérabilité dans la région du Parc et une analyse des acteurs de la région dans la lutte contre le VIH/SIDA - sur la base des interviews semi-structurées et l'exploitation de documents,
- des entretiens réguliers avec les collaborateurs de l'Aire Protégée PNA à différents niveaux et les experts nationaux et locaux en matière de VIH /SIDA et de gestion des ressources naturelles – lors de conversations informelles et de trois ateliers.

Le Plan d'Action a été adapté à la politique nationale et régionale en matière de VIH/SIDA qui est élaborée et coordonnée à Madagascar par les Comités de Lutte contre le VIH /SIDA aux différents niveaux.

Le **deuxième objectif** de l'étude est l'élaboration des **recommandations** pour le renforcement de Mainstreaming-VIH/SIDA auprès de l'autorité nationale des Aires Protégées, ANGAP. Ainsi, le Réseau des Aires Protégées de Madagascar doit être soutenu pour apporter une contribution significative à l'approche multisectorielle dans la lutte contre le VIH/SIDA à Madagascar.

Les lignes directrices des recommandations ont été élaborées par l'équipe SLE, parallèlement à l'élaboration du Plan d'Action sur la base des entretiens avec des acteurs issus des secteurs de gestion des ressources naturelles (y compris des aires protégées) et VIH/SIDA, ainsi que de l'analyse des ouvrages de référence, des résultats de la présentation du concept de l'étude chez ANGAP à Antananarivo et de propres réflexions conceptuelles. Elles ont été concrétisées au cours d'un atelier final chez ANGAP siège à la fin du séjour de l'équipe à Madagascar.

Dans le système d'objectifs représenté, l'étude a été surtout conçue pour prendre trois thèmes en considération :

1. la mise en œuvre de l'approche **Mainstreaming-VIH/SIDA**, au niveau national et spécialement dans le Parc National Ankarafantsika,
2. le développement et l'adaptation des stratégies prenant en considération les défis spécifiques aux zones à **prévalence relativement faible** du VIH - jusqu'ici, la Coopération au Développement s'est surtout concentrée dans les zones à très haute prévalence du VIH où les défis sont différents,
3. la clarification des liens entre le **VIH/SIDA et la gestion des ressources naturelles** ainsi que les avantages comparatifs et les raisons justifiant l'engagement d'une Aire Protégée dans la lutte contre le VIH/SIDA.

La totalité de l'étude est documentée dans le présent rapport qui est divisé en **sept chapitres**.

Le cadre thématique de l'étude est présenté dans le **deuxième chapitre** qui suit l'**introduction**. L'épidémie du VIH/SIDA à Madagascar et concrètement dans la région du Parc National Ankarafantsika y est abordée au début du chapitre (chapitre 2.1), ainsi que la réponse nationale et internationale à la propagation de l'épidémie décrite. Le chapitre 2.2 traite de l'organisation et des objectifs du Réseau des Aires Protégées de Madagascar et de l'autorité responsable, l'ANGAP, ainsi que les activités menées jusqu'ici dans le domaine du VIH/SIDA. Le PNA est ensuite présenté plus en détails dans le chapitre 2.3. Les activités menées jusqu'ici dans le domaine du VIH/SIDA y sont également considérées. Le chapitre 2 se termine par une représentation des bases théoriques de l'étude (chapitre 2.4) : le Mainstreaming-VIH/SIDA, le travail sur le VIH/SIDA dans les zones à faible prévalence et la relation entre le VIH/SIDA et la gestion des ressources naturelles.

Dans le **troisième chapitre**, les cadres institutionnels de l'étude (chapitre 3.1) et les objectifs (chapitre 3.2) sont abordés. Ensuite, le déroulement méthodologique de l'étude est expliqué (chapitre 3.3). Ce déroulement comporte les analyses mentionnées plus haut, les ateliers et l'élaboration concrète du Plan d'Action ainsi que les recommandations pour l'ANGAP.

Les résultats des trois analyses effectuées sont présentés dans le **quatrième chapitre** : d'abord l'analyse de l'organisation au sein du PNA (chapitre 4.1), ensuite l'analyse de vulnérabilité (chapitre 4.2) et enfin l'analyse des acteurs (chapitre 4.3).

Le Plan d'Action élaboré dans le cadre de l'étude pour le Parc National

Ankarafantsika constitue le **cinquième chapitre**. En tant que document développé à part entière, il est joint au présent rapport sur support CD-Rom. Présenté sous forme de manuel, il réunit les propositions de mesures faites au PNA et couvre cinq Domaines d'actions :

- politique officielle de lutte contre le VIH/SIDA du PNA,
- programme interne de lutte contre le VIH/SIDA,
- programme externe de lutte contre le VIH/SIDA,
- suivi et évaluation,
- considération générale du VIH/SIDA dans toutes les activités du PNA.

Le Plan d'Action comprend encore entre autres une description des tâches du responsable du Parc en matière de VIH/SIDA ainsi qu'un aperçu du budget nécessaire à l'application des mesures proposées.

Le **sixième chapitre** résume les recommandations pour le renforcement du Mainstreaming-VIH/SIDA au sein du réseau de l'ANGAP. Après une clarification préliminaire de l'objectif et du caractère des recommandations (chapitre 6.1), le rôle de la Direction Générale de l'ANGAP (chapitre 6.2) et les perspectives d'élaboration des Plans d'Action VIH/SIDA pour les autres Aires Protégées malgaches (chapitre 6.3) sont abordés en profondeur.

Un bref bilan des résultats et impacts de l'étude ainsi que les perspectives de poursuite des travaux sur le thème VIH/SIDA dans le domaine de la gestion des ressources naturelles sont présentés dans le **septième et dernier chapitre**.



## 2 Le cadre de l'étude





Le chapitre suivant a pour vocation d'exposer les aspects importants du cadre thématique et régional de l'étude présente. Tout au début, il décrit la situation à l'échelle mondiale et à Madagascar concernant le VIH/SIDA et donne un aperçu des activités menées dans la lutte contre le VIH/SIDA à Madagascar (chapitre 2.1). Ensuite, il présente le Réseau des Aires Protégées de Madagascar (chapitre 2.2) et le Parc National Ankarafantsika (chapitre 2.3) d'une manière générale et concernant les activités relevant du cadre de cette étude. Finalement, il aborde les trois bases thématiques sur lesquelles l'étude est fondée : Mainstreaming-VIH/SIDA, le VIH/SIDA dans les pays à faible prévalence et la liaison entre le VIH/SIDA et la gestion des ressources naturelles (chapitre 2.4).

## **2.1 L'épidémie de VIH/SIDA en général et à Madagascar**

### **2.1.1 VIH/SIDA : un désastre pour l'humanité**

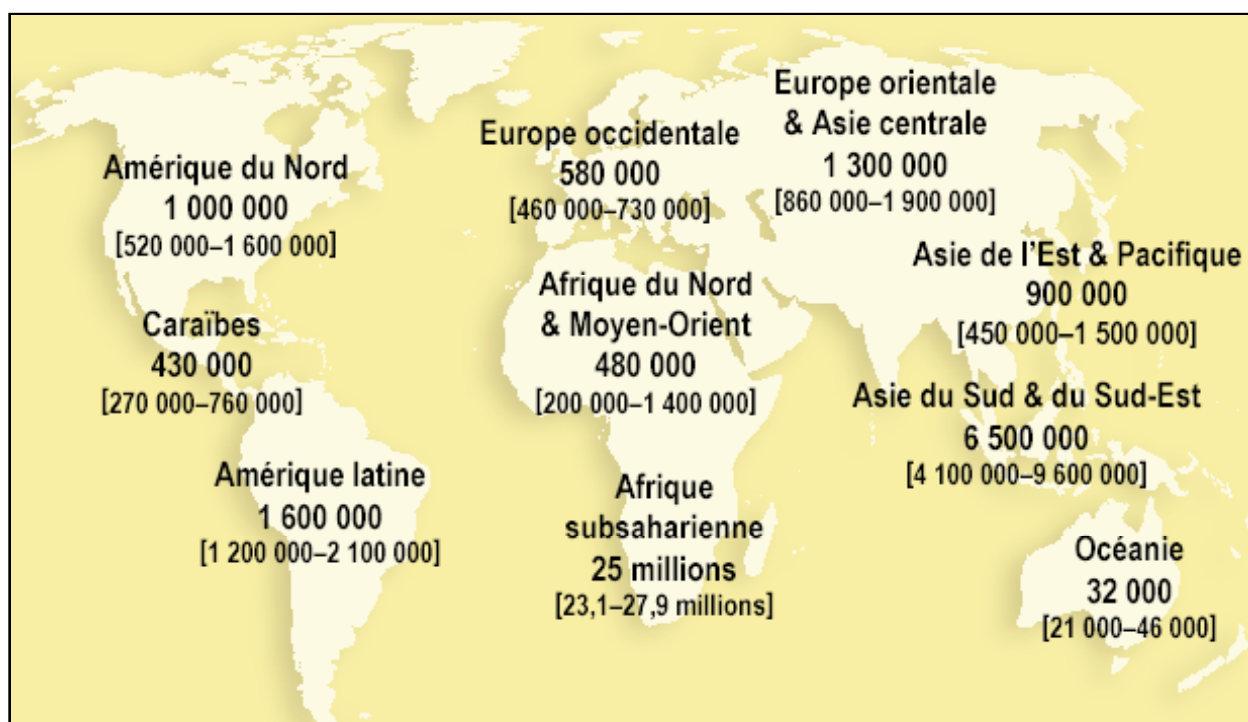
#### **L'évolution mondiale de l'épidémie**

Selon les estimations de l'ONUSIDA et l'OMS, en 2003 **l'épidémie mondiale de VIH/SIDA** a tué plus de trois millions de personnes. Près de cinq millions de personnes ont été nouvellement infectées par le VIH pendant 2003. A l'échelle mondiale, la prévalence du VIH<sup>3</sup> continue à augmenter et atteint actuellement près de 38 millions de personnes (ONUSIDA, 2004a, cf. carte 1).

Dans son dernier rapport, l'ONUSIDA a reconnu que « l'épidémie de Sida continue à avancer plus vite que la riposte mondiale » (ONUSIDA, 2004b, p.3). Le monde doit réagir immédiatement et plus efficacement qu'auparavant vu le fait que « l'épidémie reste très dynamique, continuant à croître et à se modifier au fur et à mesure que le virus exploite de nouvelles possibilités de transmission » (ONUSIDA, 2004a, p.16). Malgré les efforts mondiaux pour

---

<sup>3</sup> La prévalence du VIH est le nombre de personnes actuellement atteintes du VIH à un point donné dans le temps. Etant donné qu'il n'y a aucun remède pour le VIH/SIDA, la prévalence reflète les nombres cumulés d'infections dans le passé et le taux de mortalité de ceux infectés (BANQUE MONDIAL, 1997, p.55).



**Carte 1 : Nombre des adultes et des enfants vivant avec le VIH dans le monde, fin 2003**

(Source : ONUSIDA, 2004a, p.12)

trouver un vaccin (de nos jours, peu de gens parlent de trouver un remède), les axes essentiels d'intervention doivent être toujours la prévention, l'amélioration du traitement ainsi que l'accès à celui-ci et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le VIH (ONUSIDA, 2003 ; 2004a ; 2004b).

L'épidémie de VIH/SIDA pourrait être considérée comme démocratique, parce que « aucune région du monde n'a été épargnée » (ONUSIDA, 2004b, p.3) par les infections – mais en même temps aussi, comme antidémocratique à l'extrême, car dans un contexte global, l'épidémie menace le plus souvent les personnes qui vivent dans la pauvreté, surtout dans les pays d'Afrique subsaharienne (GRONEMEYER, 2002).

### **Les pays d'Afrique subsaharienne et de l'Océan Indien**

Pour l'année 2003, on estime qu'il y a entre 25 et 28,2 millions de personnes vivant avec le VIH dans les **pays d'Afrique subsaharienne**. Le nombre de nouvelles infections en 2003 a été estimé entre 3 et 3,4 millions et 2,2 à 2,4 millions de décès ont été attribués à des maladies résultant du VIH. Dans



beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne, les taux de prévalence se maintiennent à un niveau élevé ou continuent à augmenter. Cependant « il n'existe pas d'épidémie ,africaine' ; la diversité des niveaux et tendances de l'infection à VIH est considérable sur ce continent » (ONUSIDA, 2004b, p.3). Dans sept pays de l'Afrique australe p. ex., les estimations des taux de prévalence varient entre 17 et 35%. D'autres pays africains – comme Madagascar – révèlent des taux de prévalence estimés inférieurs à 2% (ONUSIDA, 2004a).

Les **états insulaires** à l'est de l'Afrique, dans l'Océan Indien – les Seychelles, les Comores et l'île Maurice – partagent d'une part un certain héritage culturel avec Madagascar et d'autre part, une situation particulière d'insularité dont les limites géographiques se superposent aux frontières nationales. Jusqu'à présent, il n'y a pas encore de données relatives au VIH/SIDA statistiquement fiables et complètes pour ces trois pays. Pourtant, les études ponctuelles menées auprès de certains groupes de population, laissent supposer des prévalences plutôt relativement faibles (ONUSIDA, 2004a ; ONUSIDA/OMS, 2004a ; 2004b ; 2004c ; 2004d).

### **Les données relatives au VIH/SIDA**

Les données relatives au VIH/SIDA, comme les taux de prévalence pour différents pays, régions ou groupes de population, servent dans l'ensemble d'**indicateurs** importants pour orienter la formulation de la réponse nationale de la lutte contre le VIH/SIDA, ainsi que pour la planification et l'évaluation des mesures préventives et médicales. Néanmoins, les données ne représentent que des approximations. Elles ne sont précises que dans la mesure où le système national de rapport, qui souvent est peu élaboré dans les pays en voie de développement, le permet.

Particulièrement dans ces pays – ayant la plupart du temps un système de santé publique peu développé – les tests de dépistage du VIH anonymes des **femmes enceintes en consultation prénatale** sont une des approches les plus habituelles concernant l'estimation de la prévalence chez les adultes, car un tel groupe peut être plus facilement suivi médicalement. Pourtant la représentativité des ces données pour l'ensemble d'une population est limitée. Des **sources d'erreur** potentielles sont entre autres l'échantillonnage de convenance,

l'utilisation et la couverture des services de consultations prénatales, un taux de fertilité plus faible chez les femmes infectées du VIH et d'autres facteurs socio-démographiques (ONUSIDA, 2004a ; JOHNSON, 2004 ; REHLE et al., 2004).

### **VIH/SIDA est plus qu'un problème médical**

En outre, les données relatives au VIH/SIDA concernant les taux d'infections, la morbidité et la mortalité d'une population ne reflètent pas la réalité entière. Les chiffres ne décrivent qu'une situation médicale, alors que l'impact de l'épidémie va plus loin. Derrière ces chiffres se cachent des personnes réelles qui vivent dans des systèmes sociaux, économiques et écologiques. Le VIH, en tant qu'infection incurable, a des **effets dévastateurs** sur la vie de chaque individu concerné ainsi que sur les sociétés entières. En conséquence, le VIH/SIDA freine le développement, avant tout dans les pays à forte prévalence du VIH et où l'accès aux traitements antirétroviraux n'est pas garanti. L'épidémie du VIH/SIDA a des impacts négatifs sur la démographie d'une population, sur la pauvreté et la situation alimentaire, sur l'agriculture et le développement rural, sur l'éducation et le secteur santé, sur le lieu de travail de même que sur les autres domaines de la vie. Du point de vue impact, les femmes et les jeunes représentent des groupes extrêmement vulnérables dans une population (ONUSIDA, 2004a ; GRONEMEYER, 2002 ; TERHORST, 2001).

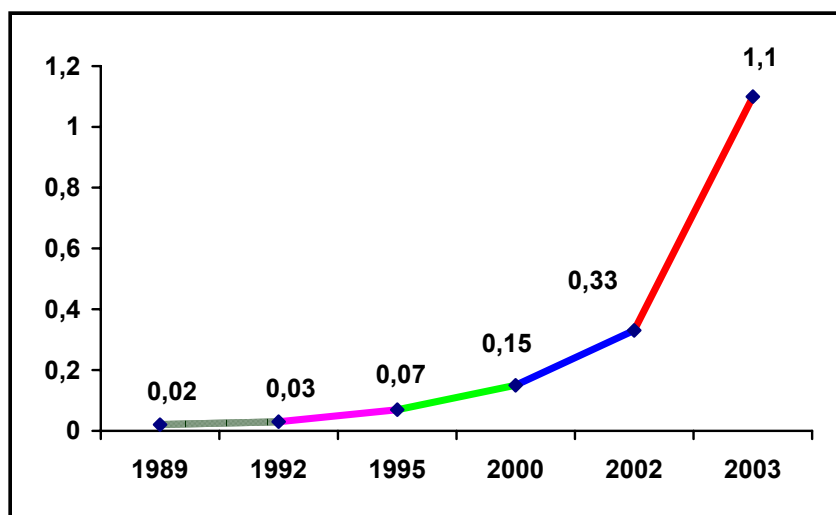
#### **2.1.2 VIH/SIDA à Madagascar et dans la région du Parc National Ankarafantsika**

« Bien que dans la plupart des pays, la prévalence reste stable, elle continue à croître dans plusieurs pays comme Madagascar » (ONUSIDA, 2004a, p.33).

En 1987, les deux premiers cas d'infection VIH ont été découverts à Madagascar et 17 ans plus tard, en 2004, Madagascar fait encore partie des pays à **prévalence relativement faible** (cf. chapitre 2.4.2). Les raisons de la faible propagation du VIH comparée aux nombreux pays du continent africain ne sont pas mentionnées dans les ouvrages de référence. Il existe néanmoins deux facteurs centraux qui sont souvent avancés comme justification des hautes prévalences du VIH dans les pays d'Afrique australe et qui ne sont pas

rencontrés à Madagascar. D'une part, le travail itinérant ainsi que les flux élevés de migration entre les pays d'Afrique australe sont mentionnés comme raison de la propagation rapide de l'épidémie du VIH/SIDA dans ces pays. A Madagascar, des mouvements migratoires transnationaux sont moins prononcés, surtout en raison de son insularité. D'autre part, des conflits armés internes ou externes de longue durée et la destruction de la cohésion sociale qui en résulte sont cités comme raison de la vulnérabilité d'un pays vis-à-vis du VIH/SIDA. Ce facteur n'entre pas également en jeu dans le cas de Madagascar dans un passé récent (GRONMEYER, 2002 ; SE/CNLS, 2004).

Néanmoins, l'épidémie du VIH ne semble pas être inactive à Madagascar. Bien que la différence entre les méthodes épidémiologiques appliquées à Madagascar depuis 1990 ne permette pas de déduire une évolution du taux de prévalence statistiquement fiable, les diverses données enregistrées à la suite des différentes enquêtes dénotent une **montée alarmante** de la prévalence. Selon *l'Enquête Nationale de Séroprévalence*<sup>4</sup> chez les femmes enceintes menée en 2003 à Madagascar, la prévalence a presque quadruplé depuis 2001, atteignant 1,1% (ONUSIDA, 2004a ; SE/CNLS, 2004, cf. figure 1 ; USAID, 2003).



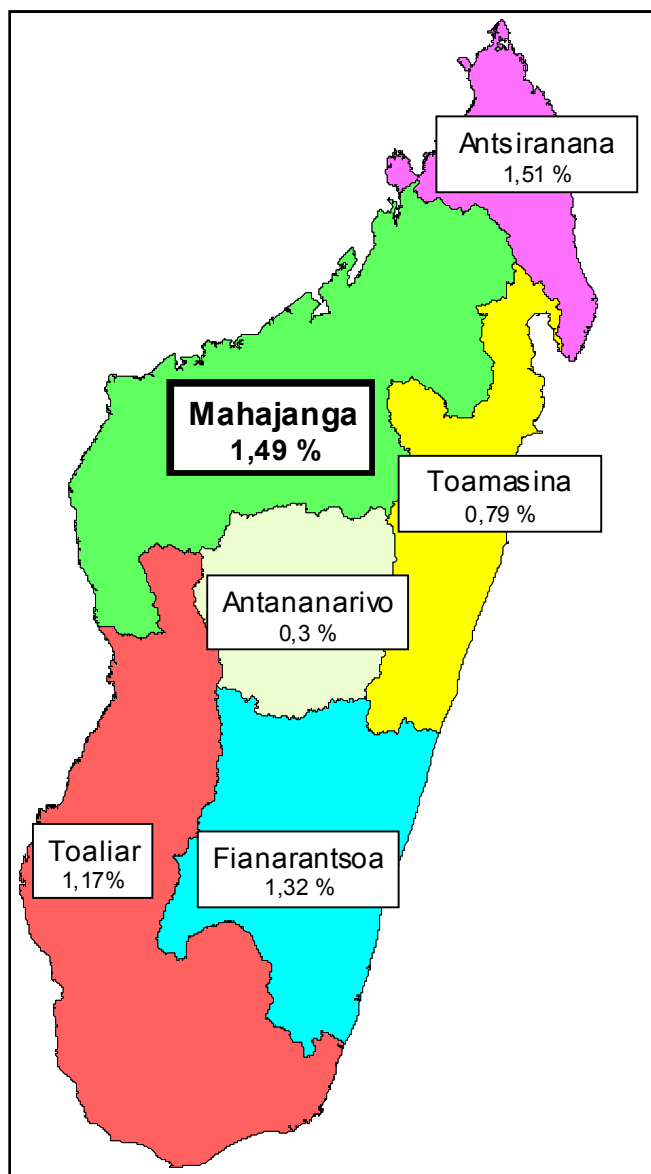
**Figure 1 : Dynamique de la prévalence à Madagascar de 1989 à 2003**

(Source : SE/CNLS, 2004, adapté)

Au-delà, un calcul effectué en 2003 par une approche méthodologique récente de l'ONUSIDA a même révélé une **prévalence dans la population** des adultes

<sup>4</sup> La séroprévalence décrit la fréquence d'une caractéristique trouvée dans le sérum, p. ex. des anticorps (DRESSLER, WIENOLD, 2003).

de 1,7% et un nombre total de personnes vivant avec le VIH (adultes et enfants) de 140.000 (dont 76.000 femmes) pour Madagascar<sup>5</sup>. Le nombre de décès dus au SIDA a été estimé à 7.500 et le nombre d'enfants devenus orphelins à cause de l'épidémie à 30.000 (ONUSIDA, 2004a ; ONUSIDA/OMS, 2004b).



Les résultats de l'*Enquête Nationale de Séroprévalence* 2003 indiquent des différences considérables entre les **Provinces de Madagascar** concernant les taux de prévalence et les paramètres comportementaux relatifs au VIH/SIDA (p. ex. taux d'utilisation de préservatifs). Dans la Province de Mahajanga, dans laquelle se trouve la région du Parc National Ankarafantsika (PNA), un taux de prévalence supérieur à la moyenne national a été détecté. 1,49% des femmes enceintes étaient infectées par le VIH (MINISTERE DE LA SANTE, 2003, cf. carte 2).

**Carte 2 : Prévalence du VIH chez les femmes enceintes par Province, année 2003**

(Source : SE/CNLS, 2004)

Les données sur les **voies de transmission** du VIH à Madagascar montrent que la transmission sexuelle (96,8%) domine devant la transmission mère-enfant (2,4%) et celle par transfusion sanguine (0,8%) (GTZ, 2003b).

Etant donné que les **Infections Sexuellement Transmissibles (IST) curables**<sup>6</sup> augmentent le risque d'infection avec le VIH, la situation apparaît encore plus

<sup>5</sup> La méthodologie est nommée *systèmes de surveillance du VIH de deuxième génération* (REHLE et al., 2004). Adultes sont définis comme femmes et hommes entre 15 à 49 ans (ONUSIDA/OMS, 2004b).

<sup>6</sup> Comme p. ex. la syphilis et la gonorrhée (ONUSIDA/OMS, 2004b).

préoccupante à Madagascar. Les taux de prévalence des IST curables à Madagascar figurent parmi les plus hauts du monde. Selon l'*Enquête Démographique et de Santé (EDSM-III)* réalisée de 2003 à 2004, le taux de prévalence des IST chez les adultes est de 6,3% à Madagascar. La province de Mahajanga présente avec 10,6% un taux relativement élevé (INSTAT, DDSS, 2004). Une image plus dramatique apparaît auprès de quelques groupes de la population. En 2001, une enquête de l'USAID révélait dans un échantillon de travailleuses du sexe que 82% avaient au moins une IST (USAID, 2002). De plus, l'*Enquête Nationale de Séroprévalence* (MINISTERE DE LA SANTE, 2003) a révélé que la syphilis présente chez les femmes enceintes une corrélation statistiquement significative avec l'infection au VIH à Madagascar, et même, augmente au moins 2 fois plus le risque d'être infecté par le VIH.

A côté de la grande propagation des IST, il existe d'autres **facteurs** à Madagascar **favorisant la propagation** rapide du VIH (cf. analyse de vulnérabilité, chapitre 4.2). Ces facteurs sont surtout l'accès restreint de certains groupes de la population au système éducatif et sanitaire, la misère et la recrudescence de la prostitution liée à cela, un taux d'analphabétisme élevé, un multipartenariat prononcé, le faible taux d'utilisation des préservatifs ainsi qu'une forte migration intérieure et une mobilité élevée (GTZ, 2004 ; MINISTERE DE LA SANTE, 2003 ; USAID, 2002 ; 2003).

### **2.1.3 La réponse nationale au VIH/SIDA à Madagascar**

Le changement de régime à Madagascar en 2002 a contribué à une **adaptation de stratégie** dans la lutte contre le VIH/SIDA. Elle est principalement caractérisée par une intensification de la lutte à travers une approche multisectorielle. La mobilisation sociale et le partenariat se concrétisent à travers l'élargissement du thème, l'engagement de la Présidence de la République et l'adoption d'un plaidoyer national sur la multisectorialité du problème du VIH/SIDA (SE/CNLS, 2001 ; 2004 ; USAID, 2003).

Les mesures de lutte contre le VIH/SIDA prises par les autorités malgaches sont, d'après le PNUD, conformes aux **engagements internationaux**. Elles sont dans le sillage des *Objectifs du Millénaire par le Développement* et sous « l'égide de l'ONU mobilisant le monde entier dans une véritable guerre contre le VIH/SIDA » (SE/CNLS, 2001, p.6). Le processus poursuivi est concrétisé par l'élaboration du

*Plan Stratégique National de Lutte contre le VIH/SIDA*. L'originalité du processus réside dans le fait que la lutte contre le VIH/SIDA s'intègre dans *la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté* de Madagascar (REPUBLIQUE DE MADAGASCAR, 2003).

## **Le Plan Stratégique National de Lutte contre le VIH/SIDA**

Mesurant les risques et les conséquences de la propagation du VIH/SIDA, Madagascar a élaboré un ***Plan Stratégique National de Lutte contre le VIH/SIDA (PSN)*** pour la période 2002 à 2006. Ce Plan sert de cadre de référence et de guide à tous les acteurs de la lutte contre le VIH/SIDA à Madagascar. Les deux objectifs globaux du PSN sont :

1. Maintenir la prévalence du VIH en dessous de 1%<sup>7</sup> dans la population générale par la mise en œuvre et l'intensification des mesures préventives et
2. assurer le bien-être des personnes vivant avec le VIH grâce à leur prise en charge psychosociale et médicale à travers la mise en œuvre des mesures sociales, légales/juridiques et économiques spécifiques (SE/CNLS, 2001 ; 2004).

Les **cinq axes stratégiques** du PSN comprennent la création d'un environnement propice à une lutte multisectorielle efficace, l'amélioration de l'accès aux informations et aux moyens de prévention primaire, la réduction de l'impact de l'épidémie, le renforcement du suivi et évaluation et le développement de la collaboration internationale en matière du VIH/SIDA. Comme étapes suivantes, le Secrétariat Exécutif du CNLS a défini la finalisation d'un *Plan Opérationnel Intégré 2004 à 2006* et l'élaboration des stratégies sectorielles pour chaque secteur. Tandis que les stratégies pour les secteurs travail, sécurité et santé sont déjà disponibles, la formulation des stratégies pour d'autres secteurs, comme le secteur du développement rural (intégrant la Gestion des Aires Protégées), sont en cours d'élaboration. En plus, un premier Forum National en matière de VIH/SIDA est planifié par le Secrétariat Exécutif (SE/CNLS, 2004).

---

<sup>7</sup> Comme mentionné plus haut, la prévalence du VIH au niveau national se chiffre à 1,7% d'après les estimations actuelles (ONUSIDA/OMS, 2004b). Cependant, la formulation de l'objectif du PSN n'a pas été jusqu'ici actualisée en fonction des nouvelles situations.

Par ailleurs, le gouvernement de Madagascar a choisi 20 Sous-préfectures – ou des taux de prévalence du VIH relativement élevés ont été détectés – comme **zones d'action prioritaires**. A ces *zones rouges* appartiennent les Sous-préfectures de Marovoay et d'Ambato-Boeni dans lesquelles se trouve le PNA (SE/CNLS, 2004 ; USAID, 2002).

## **Réponse nationale, provinciale et locale de lutte contre le VIH/SIDA**

La **structure des organismes** dans la lutte nationale multisectorielle contre le VIH/SIDA à Madagascar se déploie aux niveaux nationaux, provinciaux, locaux et communaux. A chaque niveau, il y a des comités de lutte contre le VIH/SIDA composé entre autres de représentants des secteurs publics et privés, d'ONG, de confessions religieuses, de la société civile, de syndicats et de représentants des travailleurs du sexe (SE/CNLS, 2004).

Les **comités** actifs dans la lutte contre le VIH/SIDA et **relevant de la région du PNA** sont :

- au niveau national, le Comité National de Lutte contre le VIH/SIDA (CNLS) avec le Secrétariat Exécutif (SE) pour donner l'orientation politique et stratégique,
- au niveau de la Province de Mahajanga, le Comité Provincial de Lutte contre le VIH/SIDA (CPLS) avec le Bureau de Coordination Provincial (BCP),
- au niveau de la Sous-préfecture de Marovoay, le Comité Local de Lutte contre le VIH/SIDA (CLLS) avec l'Unité de Coordination Locale (UCL) et
- finalement au niveau des communes, quelques CLLS communaux ont été mis en place pour renforcer la démarche de la réponse locale.

Le SE, le BCP et l'UCL fonctionnent comme bras opérationnels des comités. Ils sont chargés de la coordination, du suivi et de l'évaluation des actions exécutées par tous les acteurs dans la lutte contre le VIH/SIDA (SE/CNLS, 2004).

## 2.1.4 La réponse internationale au VIH/SIDA à Madagascar

Le **soutien international** pour la lutte contre l'infection au VIH et le SIDA à Madagascar se fait à travers le système des Nations Unies, la Coopération Bilatérale et multilatérale ainsi que les ONG d'envergure internationale. Pour atteindre une concertation et harmonisation des mesures contre le VIH/SIDA à Madagascar, le Secrétariat Exécutif a organisé un forum pour la coordination des partenaires en mars 2003 (SE/CNLS, 2001 ; 2003 ; USAID, 2003).

Concernant le **financement**, les ressources accordées par les partenaires pour la lutte contre le VIH/SIDA à Madagascar jusqu'à fin 2003 s'élèvent environ à US\$ 34.000.000 (d'une durée entre 1 et 4 ans). La Banque Mondiale qui appuie le gouvernement malgache à travers son *Projet Multisectoriel de Prévention du SIDA* (PMPS) avec US\$ 21.000.000 (sur 5 ans) est le plus grand bailleur de fonds : L'objectif est d'apporter une réponse multisectorielle nationale au VIH/SIDA et d'endiguer la propagation du VIH/SIDA à Madagascar. Le programme est mis en œuvre par le CNLS et finance surtout le soutien des acteurs de la société civile dans leur action contre le VIH/SIDA (avec US\$ 15.000.000) ainsi que l'élaboration des stratégies sectorielles et des plans d'opération pour les 8 secteurs-clés (éducation, santé, information, culture et communication, travail, population, développement rural et sécurité) (BANQUE MONDIALE, 2001 ; 2004 ; SE/CNLS, 2003).

Le *Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme* finance actuellement deux organisations non-gouvernementales internationales dans l'action contre le VIH/SIDA à Madagascar avec un budget d'environ US\$ 3.770.000 (sur 2 ans). D'une part, le *Population Services International (PSI)* reçoit un financement d'environ US\$ 3.000.000 pour un programme de prévention se basant sur le *Social Marketing* (commercialisation à prix social) des préservatifs. D'autre part, un programme de prévention du VIH/SIDA du *Catholic Relief Services (CRS)* avec environ US\$ 700.000 est soutenu par le *Fonds Mondial*. En outre, en 2004 un accord de financement d'environ US\$ 13.000.000 du *Fonds Mondial* pour le gouvernement de Madagascar a été accordé (sur 2 ans). Avec ce fond une approche combinant une réponse locale renforcée et le rôle charnier du dépistage volontaire du VIH pour intensifier la lutte contre le VIH/SIDA à Madagascar est financée (SE/CNLS, 2003 ; FOND MONDIALE, 2004).

Différentes organisations des Nations Unies (surtout ONUSIDA, UNFPA,



UNICEF, OMS, PNUD et OIT) mettent en œuvre des programmes sur le VIH/SIDA à Madagascar avec un accent spécifique sur leur domaine d'activités respectif à Madagascar. A cet effet, ONUSIDA joue un rôle de coordination et d'harmonisation. Les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, comme l'UE, USAID, la Coopération Française et la GTZ, financent des mesures d'assistance entre autres dans le domaine de la sensibilisation, les centres de formation et de test de dépistage du VIH/SIDA ainsi que l'amélioration des conditions d'hygiène dans le secteur santé. En outre, plusieurs organismes non gouvernementaux internationaux, comme l'Alliance Internationale contre le VIH/SIDA, PSI Madagascar, CRS, Corps de la Paix et Médecins du Monde, sont actifs dans le domaine du VIH/SIDA (GTZ, 2004 ; SE/CNLS, 2002).

## **2.2 Le Réseau des Aires Protégées de Madagascar et ses activités**

### **2.2.1 Les Aires Protégées à Madagascar**

#### **Le Réseau des Aires Protégées**

En raison de son niveau de biodiversité extraordinairement élevé et l'ampleur alarmante de la dégradation de son environnement, Madagascar est classé comme **priorité mondiale** en matière de conservation de la nature (MYERS et al., 2000). Dans l'objectif global de sauvegarder la richesse naturelle, le gouvernement malgache, soutenu par la communauté internationale, a investi pendant les dix dernières années, US\$ 75 millions dans la création d'un Réseau des Aires Protégées (CARRET, LOYER, 2003).

Le Réseau des Aires Protégées de Madagascar est géré par l'**Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées** (ANGAP). L'ANGAP a été créée en 1990 et exécute ses activités sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts (MINEEF) de Madagascar. La mission de l'ANGAP consiste essentiellement à « établir, conserver et gérer de manière durable un réseau national de Parcs et Réserves, représentatif de la diversité biologique ou du patrimoine naturel propres à Madagascar » (ANGAP, 2001, p.2).

A la mi-2004, le Réseau des Aires Protégées de Madagascar est composé de **46**

**Aires Protégées** dans différentes écorégions couvrant une superficie totale de 17,1 millions ha, équivalent à 3% de la superficie du pays (ANGAP, 2001, cf. carte 3, prochaine page). De cette manière, le Réseau ANGAP est représenté dans la plupart des 22 régions de Madagascar. Selon leur statut juridique et leurs objectifs, on distingue 18 Parcs Nationaux, 5 Réserves Naturelles Intégrées et 23 Réserves Spéciales. De plus, trois Réserves de Biosphère<sup>8</sup> ont été fondées et 29 sites potentiels pour l'établissement de nouvelles Aires Protégées ont été nommés (ANGAP, 2001).

Ces Aires Protégées montrent une **hétérogénéité considérable**, liée à des caractéristiques naturelles, à leur étendue, à l'ampleur des activités de gestion, aux ressources naturelles disponibles et à l'état des infrastructures physiques.

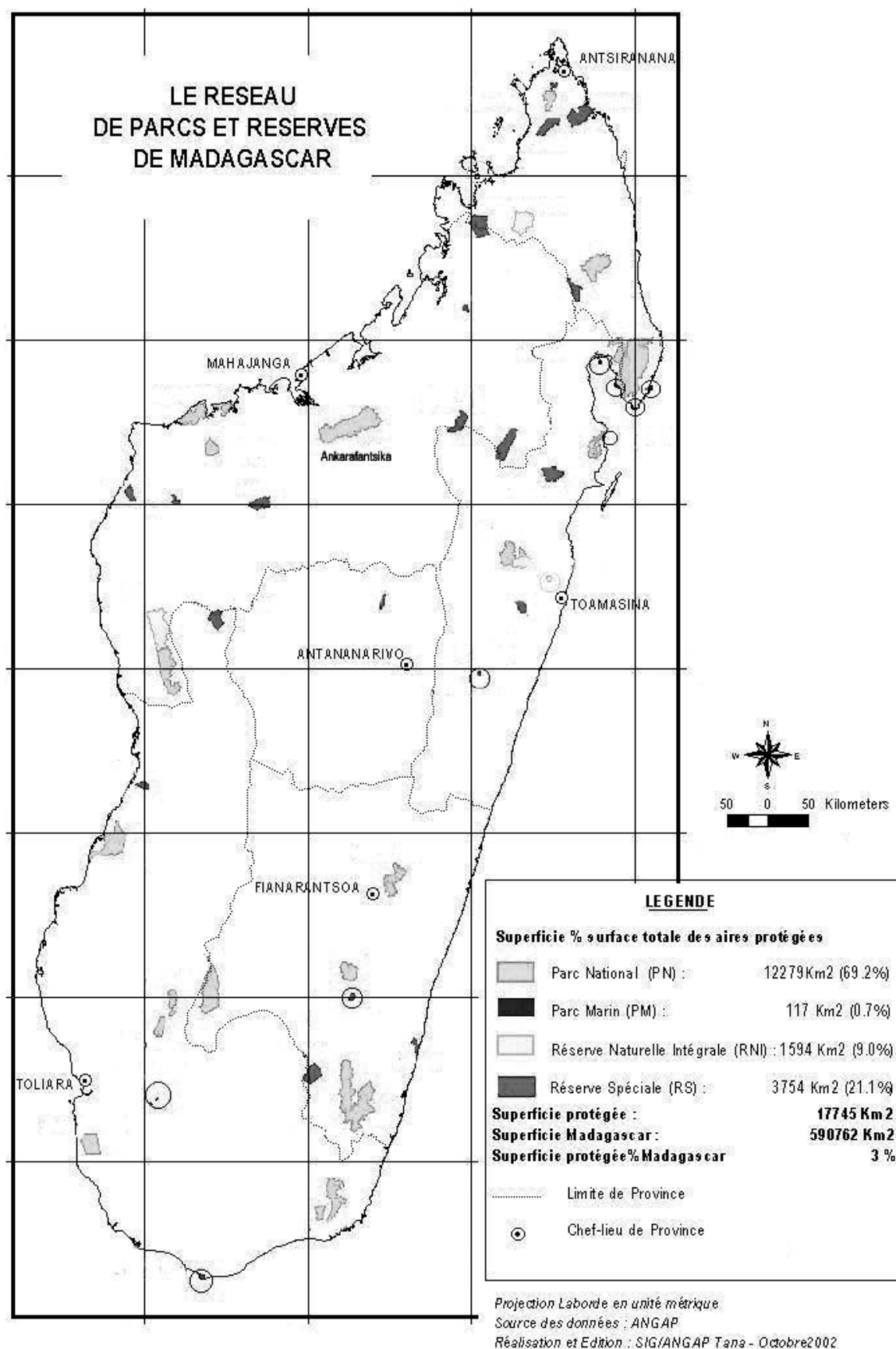
### **Cadre et objectif de la politique actuelle des Aires Protégées**

Les activités de l'ANGAP se déroulent dans le cadre du ***Plan d'Action Environnementale de Madagascar*** mis en œuvre depuis 1992 avec l'aide d'un groupe de bailleurs de fonds et révisé en 2000 (KfW, 2001). Financé à environ 80% par l'Aide Publique au Développement, il vise à favoriser des actions cohérentes du secteur environnemental. Le Plan s'étend pour l'instant sur 15 années réparties en trois phases (ANGAP, 2000). Depuis 2001, la gestion directe du Réseau des Aires Protégées a été confiée à l'ANGAP, bien que dans quelques Réserves et Parcs, d'autres acteurs continuent à participer à la gestion, en premier lieu le World Wide Fund for Nature (WWF).

Actuellement, la politique des Aires Protégées concrétisée dans le Plan de Gestion du Réseau National des Aires Protégées (PlanGRAP), vise à étendre considérablement la superficie du Réseau, à établir des nouvelles Zones Ecorégionales (cf. chapitre 2.2.2) et à renforcer la qualité de la gestion du Réseau, par une coordination plus intensive des activités avec le secteur forestier par exemple (KfW, 2001). Il vise à renforcer des activités d'éducation environnementale et à étendre l'usage du potentiel économique du Réseau des Aires Protégées par une valorisation précautionneuse des ressources et services naturelles, à travers le renforcement de l'écotourisme par exemple (ANGAP,

---

<sup>8</sup> Selon les critères de l'UNESCO, Réserves de biosphère sont des Aires portant sur des écosystèmes terrestres et côtiers/marins qui visent à promouvoir des solutions pour concilier la conservation de la biodiversité avec son utilisation durable (UNESCO, 2004).



**Carte 3 : Le Réseau ANGAP** (Source : ANGAP) 2001 ; CARRET, LOYER, 2003 ; REPUBLIQUE DE MADAGASCAR, sans indication d'année).

## **Structure organisationnelle et financement d'ANGAP**

La **structure centrale** de l'ANGAP à Antananarivo comprend une Assemblée Générale, un Conseil d'Administration et une Direction Générale. Comme les activités relatives aux Aires Protégées se déroulent essentiellement dans un cadre régional et local, l'ANGAP a créé cinq **Directions Inter-régionales** (DIR) opérationnelles pour assurer la coordination à l'endroit convenu, par exemple dans la capitale provinciale de Mahajanga près du Parc National Ankarafantsika (DIR-M) (ANGAP, 2001).

Pour son **financement**, l'ANGAP continue à dépendre presque exclusivement de l'Aide Publique au Développement, bien qu'il soit prévu que les recettes des Aires Protégées, comme celles générées par le tourisme, couvrent à moyen terme 40% des dépenses courantes pour assouplir la dépendance des bailleurs internationaux au plan des ressources matérielles (KFW, 2001). Il est également envisagé de créer un *Trustfond* avec le soutien de l'Aide Publique au Développement, qui vise la mise à disposition de ressources financières destinées à des fins déterminées et gérées par un comité de surveillance (KFW, 2001).

### **2.2.2 La conservation dans le cadre du développement régional**

Le **Code des Aires Protégées** (COAP), adopté en 1990 et modifié en 1997, et son Décret d'Application fixent le cadre normatif et légal propre aux Aires Protégées et le travail de l'ANGAP. Il définit les objectifs des Aires Protégées de la manière suivante «(1) la conservation, la recherche et la valorisation du patrimoine naturel et culturel, [...], (2) l'éducation, [...], et (3) la contribution au développement économique et social durable, en particulier à travers la promotion de l'écotourisme sans déculturation.» (ANGAP, 2001, p. 56).

### **Développement dans les Zones Périphériques des Aires Protégées**

En conséquence de ces objectifs, les Aires Protégées et leurs alentours sont constitués de différentes zones. Dans la **Partie Centrale** des Aires Protégées (administrativement le Noyau Dur et la Zone Tampon), l'action humaine est

réservée aux résidents autochtones. L'interaction des Aires Protégées avec la population se concentre sur les **Zones Périphériques** à leurs alentours. Là, il s'agit généralement des zones adjacentes à la Partie Centrale susmentionnée et dont le milieu et les occupants sont en interdépendance avec l'Aire Protégée. L'un des objectifs dans ces Zones Périphériques est de permettre la promotion des mesures visant à réduire les pressions directes sur les Aires Protégées grâce aux programmes de **développement durable**, qui sont financés partiellement par le Réseau ANGAP. Dans ce cadre, un ensemble de réalisations d'ordre social, économique et culturel est poursuivi, complété par des mesures d'information, d'éducation et de communication, comme l'établissement des programmes d'éducation environnementale (ANGAP, 2001).

La mise en place de **micro-projets** fait partie intégrante des interventions. Un montant équivalent à 50% des droits d'entrée dans les Aires Protégées est alloué au profit de la population des Zones Périphériques sous forme de financement de micro-projets. Des Comités de Gestion des Droits d'Entrée auxquels participent les bénéficiaires sont graduellement mis en place. Par ailleurs, la mise en œuvre des **Programmes Ecorégionaux** de conservation et de développement durable, déjà exécutés dans certaines Aires Protégées, visent à intégrer plusieurs niveaux administratifs, secteurs et formes d'institutions de manière participative (ANGAP ; 2001). De plus, dans un nombre croissant de Parcs et Réserves, la population des zones riveraines participe à la gestion des Aires Protégées par des programmes villageois de **gestion participative des ressources naturelles**. L'approche GELOSE (Gestion Locale Sécurisée), mise en place depuis 1999, envisage la délégation des tâches et responsabilités de gestion des ressources naturelles aux collectivités territoriales et aux populations directement concernées (LOPEZ, 2004).

### **Le tourisme dans les Aires Protégées**

Le Gouvernement de Madagascar considère le renforcement de l'importance touristique du pays comme un facteur crucial pour le développement économique du pays. Comme les Aires Protégées attirent un nombre croissant de visiteurs, l'**écotourisme** dans les Aires Protégées joue un rôle important dans ce cadre. L'écotourisme est également considéré prometteur pour assurer le financement du Réseau ANGAP. Sous la tutelle d'une **Politique sous-sectorielle d'écotourisme dans les Aires Protégées**, des actions diverses

sont menées pour améliorer les infrastructures et pour consolider la renommée du pays auprès des touristes (CROMPTON, 2003). Comme le potentiel écotouristique des Aires Protégées dépend individuellement de leurs ressources naturelles, de leur accessibilité et de leurs infrastructures, l'ANGAP distingue des Aires Protégées de différents potentiels écotouristiques (ANGAP, 2001).

### **2.2.3 Activités d'ANGAP relatives au secteur Santé et VIH/SIDA**

Dans le cadre des activités de développement régional susmentionnées, certaines Aires Protégées effectuent des **micro-projets** en rapport avec la santé de la population dans leurs Zones Périphériques, comme le financement de la construction des Centres de Vaccination. En plus, les Aires Protégées coopèrent avec des acteurs du secteur de Santé à travers les **Programmes Ecorégionaux** ou participent à l'exécution des **réunions multi-thématiques** au niveau villageois. Les activités des Aires Protégées concernant la santé de leur population riveraine restent d'ailleurs limitées.

Soutenu par l'existence d'un Point Focal VIH/SIDA, le **Parc National Ankarafantsika** est jusqu'à maintenant la seule Aire Protégée du Réseau ANGAP exécutant elle-même des activités notables de lutte contre le VIH/SIDA dans ses Zones Périphériques (cf. chapitre 2.3.3).

Depuis septembre 2004, l'ANGAP a commencé à inclure le thème VIH/SIDA dans son travail. En rapport avec l'initiative du CNLS à établir une stratégie sectorielle de la lutte contre le VIH/SIDA par le secteur **Développement Rural** dans le cadre de la stratégie multisectorielle de Madagascar (cf. chapitre 2.1.3), des entretiens préparatoires ont été menés entre ANGAP et le CNLS, une **lettre d'engagement** a été signée par l'ANGAP et un **représentant** de l'ANGAP a été nommé pour participer à l'élaboration de la stratégie. Deux consultants nationaux sont chargés de l'exécution du processus dans lequel un rôle central est prévu pour l'ANGAP.

A part l'ANGAP, d'autres acteurs combinent des activités dans le domaine de l'environnement et de la santé. **Voahary Salama**, un consortium de différentes associations et organisations relatives aux domaines de la santé, de la population et de l'environnement, coordonne un certain nombre des projets

intervenant dans les Zones Périphériques des Aires Protégées. Un de ces projets est lié au thème VIH/SIDA.

Un projet commun du WWF, Action Santé Organisation Secours et Voahary Salama – ***Successful Communities from Ridge to Reef*** – vise à établir des services de santé reproductive dans des régions écologiquement sensibles. Conservation International (CI) en collaboration avec des ONGs locales et financé par USAID, exécute également des projets de santé reproductive dans des zones prioritaires de biodiversité et au Parc National Zahamena à l'est de Madagascar.

## **2.3 Le Parc National Ankarafantsika**

### **2.3.1 Données sur le Parc National Ankarafantsika**

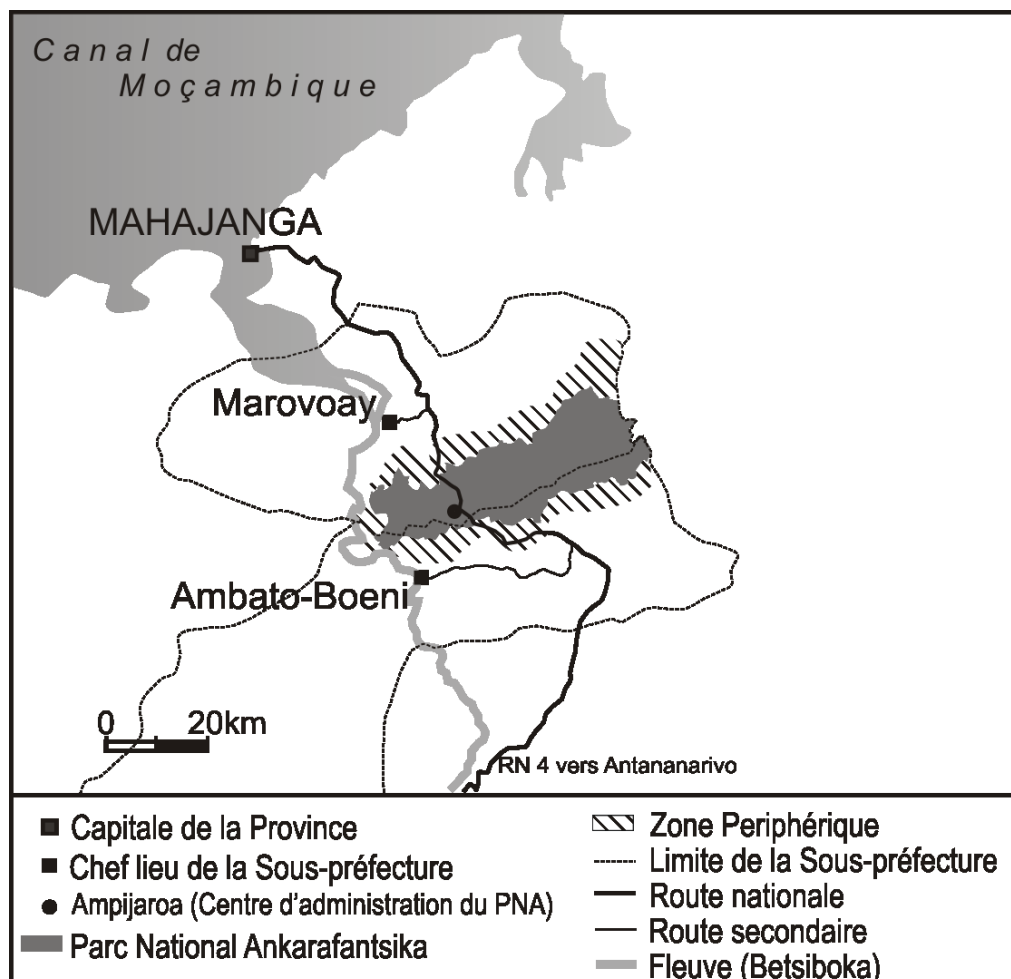
#### **La localisation du PNA**

Le PNA, *royaume des oiseaux, terres des lacs sacrés et source de vie*, comme le définit le slogan du Parc, est situé dans la **province de Mahajanga** au Nord-Ouest de Madagascar, à 450 km de la capitale Antananarivo et à 115 km de Mahajanga par la Route Nationale n°4 (RN4) qui traverse le Parc. Le Parc National, à cheval sur les Sous-préfectures de Marovoay et d'Ambato-Boeni, est limité à l'est par le fleuve de Mahajamba, à l'Ouest par le fleuve de Betsiboka, au nord par la plaine de Marovoay, et au sud par les falaises abruptes de l'Ankarafantsika (cf. carte 4, prochaine page) (PNA, 2001).

#### **La situation administrative et juridique du PNA**

Le PNA fait partie du Réseau des Parcs et Réserves de Madagascar géré par l'**ANGAP** (cf. chapitre 2.2.1). A l'origine, le PNA consistait en deux Aires Protégées adjacentes séparées par la RN4 : la Réserve Naturelle Intégrale (RNI) Ankarafantsika créée en 1927 et la **Réserve Forestière d'Ankarafantsika** créée en 1929. Dans la Réserve Forestière se trouvait la Station Forestière d'Ampijoroa. Le Décret 2002-798 du 7 août 2002 a institué l'ensemble des deux Aires Protégées en Parc National n° 15, d'une superficie de 130.026 hectares.

Ce changement de statut a permis une valorisation écotouristique et une gestion plus appropriée (PNA, 2001).



Carte 4 : La région du PNA (Source : croquis des auteurs)

### Les spécificité du PNA

Le PNA est classé par l'ANGAP *Niveau de priorité 1 pour la conservation*. Cela veut dire que le Parc National Ankarafantsika possède **une biodiversité exceptionnelle** mais se trouvant **à un niveau de menace supérieur**. Le Parc comprend plusieurs habitats naturels et écosystèmes rares et très fragiles. La végétation présente est principalement du type forêt dense sèche caducifoliée, forêt de marécage, forêt ripicole, fourré xérophytique, savanes herbeuses, arbustives et arborées (PNA, 2001). De plus, il existe une richesse génétique et un taux d'endémisme très élevé pour la faune et la flore avec 823 espèces de plantes, 128 espèces d'oiseaux, 65 espèces de reptiles et 8 espèces de



lémuriens. Grâce à cette biodiversité, mais aussi grâce à l'accès facile par la RN4, le PNA possède un potentiel écotouristique et éducatif non négligeable.

En outre, il est très important de souligner que le PNA joue un rôle prépondérant dans **l'économie du pays et de la région**. Il assure d'une part, le rôle de réservoir et de régulateur d'eau, alimentant la plaine de Marovoay, second grenier à riz de Madagascar, et constitue d'autre part un facteur de maintien de la fertilité des sols et de lutte contre l'érosion.

Cependant, le Parc et sa Zone Périphérique sont menacés par de **fortes pressions anthropiques** directes et indirectes, causées par la présence de nombreux migrants espérant profiter des riches rizières de la région ou s'enrichir des ressources naturelles du Parc. Estimée actuellement à environ 40.000 habitants, la Zone Périphérique du Parc renferme 160 villages, hameaux et campements, regroupés dans 11 communes rurales. La population riveraine est composée de différents groupes ethniques, chacun avec ses pratiques culturelles et ses organisations sociales propres. Les menaces pesant sur le PNA, sont en particulier les feux de pâturage, de nettoyage et de défrichage et la demande croissante en produits forestiers et en bois d'énergie.

A cela s'ajoute le **climat peu propice** de la région du Parc. Il s'exprime par une longue sécheresse de 7 à 8 mois (du mois d'avril au mois de novembre) et une période pluvieuse intense. De surcroît, la couverture végétale résiste tant bien que mal, et ne cesse de se dégrader, sous l'influence des feux de brousse et de la non utilisation durable des ressources naturelles (PNA, 2003a).

## **Les objectifs de gestion du PNA**

Classé *priorité niveau 1* pour la **conservation**, le PNA est géré principalement dans le but de « protéger et de conserver sa flore et sa faune originelles et de présenter un cadre récréatif et éducatif, tout en respectant les us et coutumes des communautés locales et leur développement socio-économique en général ». Les thèmes **recherche**, **éducation environnementale**, et le **développement rural** ont été classés *objectifs de gestion principaux*. De plus, le PNA a été qualifié par l'ANGAP de potentiel exceptionnel pour l'écotourisme (PNA, 2003b).

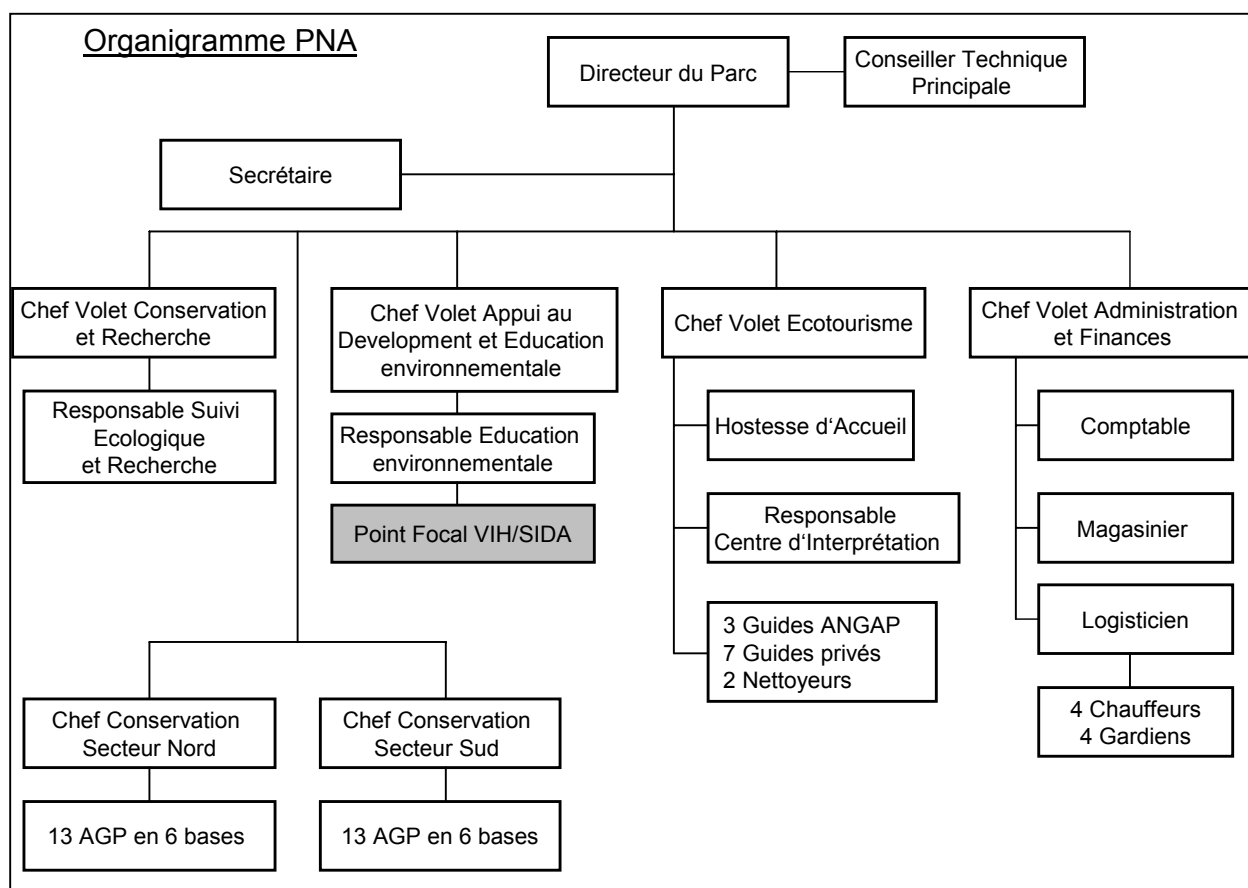
### **2.3.2 Fonctionnement et structure organisationnelle du PNA**

Le PNA entre actuellement dans sa **deuxième phase de financement** prévue pour durer jusqu'en 2008. Pour cette phase, le financement est assuré par la KfW à raison de € 3.600.000. Le gouvernement malgache y participe pour un montant de € 921.000.

Actuellement, **55 personnes** sont au service du PNA, dirigées par le Directeur du Parc avec l'appui d'un Conseiller Technique Principal, envoyé par le bureau d'étude GFA TERRA SYSTEMS à travers un co-financement de la KfW. L'administration principale du PNA est située à **Ampijoroa**, au centre de l'espace écotouristique, de sorte que la Direction et les quatre volets (Administration, Ecotourisme, Conservation et Recherche, Appui au Développement et Education Environnementale) seront opérationnels sur le site (pour l'organigramme cf. figure 2, prochaine page). Le PNA est subdivisé en deux secteurs Nord et Sud pour une bonne coordination des activités. Dans les deux secteurs se trouvent les douze bases du PNA dans lesquelles sont postés les Agent du Parc (AGP).

Les deux **Chefs de Conservation des secteurs Nord et Sud** constituent l'axe central de l'opérationnalité du PNA et de la mise en œuvre des activités. Ils sont donc directement placés sous la responsabilité du Directeur. Ils supervisent et/ou exécutent les activités prévues aux Programmes Annuels de Travail (PATs), pour le volet Appui au Développement et Education Environnementale et pour le volet Conservation et Recherche dans leur secteur d'intervention. Ils sont postés respectivement à Ankazomborona (chef de secteur Nord) et Andranofasika (chef de secteur Sud).

Les 26 Agents du Parc sont placés directement sous la responsabilité des chefs de secteur. Ils sont postés et logés dans les douze bases du PNA dont six



**Figure 2 : Structure organisationnelle du PNA**

(Source : croquis des auteurs)

trouvent dans la périphérie du Parc et permettent à tout moment de surveiller l'ensemble du Parc. Les agents sont en contact direct avec la population et exécutent les activités de conservation, de développement, et d'éducation environnementale pour les différents volets.

**Le Volet Appui au Développement et Education Environnementale** contribue au développement des communautés de la Zone Périphérique du Parc. Il est chargé d'organiser, de former et d'appuyer les différents groupements et organisations rurales et de réaliser des micro-projets afin de réduire la pauvreté de la population riveraine. De plus, le volet est responsable de l'éducation environnementale visant la promotion d'attitudes et des pratique favorables à la conservation du PNA en assurant un développement durable.

**Le Volet Ecotourisme** est directement rattaché à la Direction et relativement indépendant des autres volets techniques. Compte tenu de la pérennisation financière et de l'augmentation prévisible des fréquentations touristiques autour de la station forestière du PNA, l'objectif principal de ce volet est l'amélioration

de l'infrastructure touristique. Le volet est responsable de l'organisation du Centre d'Accueil, du Centre d'Interprétation, du guidage et de la promotion du tourisme dans les villages riverains en collaborant avec des associations locales.

Les activités majeures du **Volet Conservation et Recherche** sont l'organisation du contrôle et de la surveillance écologique du PNA, la gestion administrative des chercheurs et l'organisation de la collecte des données.

Le **Volet Administration et Finance** est responsable de la gestion administrative et financière du PNA.

### **2.3.3 Activités contre le VIH/SIDA**

Comme objectif principal, le PNA s'est fixé pour l'année 2004 une participation intense à la lutte contre le VIH/SIDA et a ainsi consacré une ligne budgétaire VIH/SIDA lors de la budgétisation pluriannuelle.

#### **La création d'un Point Focal VIH/SIDA**

Avec le concours du projet Santé DPSPF/GTZ et à la demande du PNA, un Agent du Parc a reçu une formation complémentaire comme *Point Focal* pour promouvoir la prévention contre le VIH/SIDA dans le Parc Ankarafantsika. Cette formation a eu lieu en novembre 2003 à Antananarivo et avait comme but de rendre les participants capables de :

- promouvoir l'adoption de comportement à moindre risque, notamment par l'utilisation de préservatif et la fidélité,
- organiser des séances de sensibilisation au sein de leurs activités respectives,
- coordonner les activités de sensibilisation avec les partenaires de la lutte contre le VIH/SIDA dans leurs zones d'intervention,
- contribuer au bien être des personnes atteintes d'IST et des personnes vivant avec le VIH/SIDA.

Jusqu'à présent le Point Focal du PNA a :

- informé le personnel du Parc sur les IST/VIH/SIDA au cours d'une réunion,
- distribué des préservatifs à l'accueil, au personnel et dans chaque base,
- Réalisé des mesures de sensibilisation dans quelques villages en collaboration avec une association de femmes, une école et un groupe de jeunes.
- participé à la journée mondiale de lutte contre le VIH/SIDA,

### **Autres activités relatives au VIH/SIDA**

Parallèlement aux activités menées par le Point Focal, le PNA a collaboré avec le Projet Multisectoriel de Prévention du SIDA (PMPS). Cette collaboration avait comme objectif la distribution de radios manivelles dans les villages de la Zone Périphérique pour que la population riveraine puisse recevoir des émissions VIH/SIDA.

De plus, douze AGPs du PNA ont reçu, pendant trois jours, une formation comme éducateur pair sur le thème VIH/SIDA à Ampijoroa et quelques AGPs ont exécuté des sensibilisations occasionnelles dans leur base.

## **2.4 Bases thématiques de l'étude**

Après la présentation de la situation de départ pour la mission SLE, les bases conceptuelles de la présente étude sont ensuite précisées ci-après. Celles-ci sont : le Mainstreaming-VIH/SIDA, le travail sur le VIH/SIDA dans les zones à faible prévalence et le lien entre le VIH/SIDA et la gestion des ressources naturelles.

L'approche du Mainstreaming-VIH/SIDA est d'abord expliquée dans le chapitre 2.4.1. La présente étude vise à apporter une contribution essentielle au processus du Mainstreaming dans le Parc National Ankarafantsika et à soutenir celui auprès de l'ANGAP en tant qu'instance supérieure.

Etant donné que les exigences d'un travail significatif sur le VIH/SIDA dans une

région sont essentiellement influencées par la propagation de la maladie en ce lieu, les défis particuliers de la situation dans les zones à faible prévalence comme Madagascar sont considérés plus en détail dans le chapitre 2.4.2.

Et enfin, le lien entre le VIH/SIDA et la gestion des ressources naturelles ainsi que les stratégies d'approche pour le travail sur le VIH/SIDA par les institutions de la gestion des ressources naturelles sont présentés dans le chapitre 2.4.3.

## **2.4.1 Mainstreaming-VIH/SIDA**

### **L'approche de Mainstreaming-VIH/SIDA**

Mainstreaming-VIH/SIDA est **la prise en compte de manière adéquate des défis** posés par le VIH/SIDA aux différents niveaux et dans des différentes structures d'une organisation (OXFAM, 2002)<sup>9</sup>. Par le Mainstreaming, une organisation n'entend pas ajouter des activités étrangères à son domaine principal, mais introduire et harmoniser des mesures possibles de la lutte contre le VIH/SIDA en concordance avec son propre but en tant qu'organisation (ONUSIDA, GTZ, 2002 ; ELSEY, KUTENGULE, 2003). Dans l'approche du Mainstreaming, toute la diversité d'une organisation est concernée - des institutions étatiques, les organisations non-gouvernementales ou les projets d'appui de la Coopération au Développement jusqu'aux entreprises privés. Dans ce sens, un Parc National peut également mener un processus de Mainstreaming. Pour garantir un procédé cohérent de différentes organisations dans la lutte contre le VIH/SIDA, la référence à la politique nationale VIH/SIDA ou aux plans stratégiques officielles de la lutte contre le VIH/SIDA constitue un principe de base du Mainstreaming.

L'approche du Mainstreaming-VIH/SIDA a été développée dans les années 1990, décisivement par ONUSIDA, quand on a reconnu que la réponse contre le VIH/SIDA ne peut pas seulement être exécutée par le secteur de la santé. Comme le VIH/SIDA provoque des impacts sur **tous les secteurs du développement** d'une société et inversement, les activités de tous les secteurs peuvent avoir des conséquences sur la situation VIH/SIDA. Ainsi, tous les

---

<sup>9</sup> En Français les expressions *Mainstreaming* et *Intégration* sont utilisées parallèlement.

secteurs peuvent et doivent être intégrés dans la lutte contre le VIH/SIDA (HEMRICH, SCHNEIDER, 1997). Jusqu'à maintenant dans la plupart des cas, l'approche du Mainstreaming est appliquée dans des pays à haute prévalence du VIH.

## **Domaines du Mainstreaming**

Deux domaines du Mainstreaming sont distingués :

- le *Mainstreaming interne* se passe sur le lieu de travail et cible surtout le personnel d'une organisation
- le *Mainstreaming externe* vise surtout les personnes externes avec lesquelles une organisation entretient des relations relatives à sa mission

Le **Mainstreaming interne** poursuit l'objectif de réduire la vulnérabilité d'une organisation – ou bien de son personnel – vis-à-vis du VIH/SIDA. Il comporte différents éléments : les activités préventives et la prise en charge liées au VIH/SIDA au niveau du personnel, la déclaration d'une politique sur le lieu de travail et la modification et adaptation des procédures et pratiques organisationnelles au problème VIH/SIDA (p. ex. le planning de budget et des ressources humaines prenant en considération les conséquences du VIH/SIDA).

Le **Mainstreaming externe** met surtout l'accent sur les relations extérieures d'une organisation et vise à l'intégration des thèmes liés au VIH/SIDA dans des programmes et services d'une organisation. Les activités du Mainstreaming externe réagissent au fait que tout programme et service peut avoir une composante VIH/SIDA. Des organisations mettent en œuvre des interventions VIH/SIDA, basées sur leur mandat, leurs capacités et leurs activités principales (ONUSIDA, GTZ, 2002 ; HOLDEN, 2003).

Souvent, la détermination d'un collaborateur agissant en tant que **Point Focal** VIH/SIDA parmi le personnel est considérée comme un élément crucial pour catalyser des activités du Mainstreaming internes et externes d'une organisation relative au VIH/SIDA.

## **L'état actuel du Mainstreaming, particulièrement à Madagascar**

La **Coopération Internationale au Développement** attache actuellement une grande importance au Mainstreaming-VIH/SIDA. Un nombre croissant d'organisations l'intègre dans leurs programmes. La Coopération Allemande a souligné son engagement par la création de l'initiative «Mainstreaming SIDA dans le cadre de la Coopération du Développement Allemande» en 2001 (SLE, 2003).

Concernant le Mainstreaming dans des structures étatiques des pays en voie de développement, le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale ont déclaré en 2001, que le Mainstreaming devrait avoir une position **prioritaire dans les grands cadres de développement**, comme les Cadres Stratégiques de la Lutte contre la Pauvreté. Cependant, en 2003, une enquête de l'ONUSIDA a constaté qu'au niveau mondial, le Mainstreaming n'est pas encore très avancé, jugé par l'état de la mise en œuvre des plans sectoriels sur le VIH/SIDA (ONUSIDA, 2004).

Pour le cas de **Madagascar**, le niveau du **Mainstreaming dans des structures étatiques** pourrait être décrit comme initial, car la mise en œuvre des plans sectoriels, conformément à l'approche multisectorielle nationale, n'est pas encore terminée. En 2004, trois plans sectoriels étaient disponibles et les autres secteurs se trouvaient dans la phase d'élaboration des leurs, entre autres le secteur «Développement Rural» dont l'ANGAP fait partie (cf. chapitre 2.1.3).

Dans le cadre des activités de la **Coopération au Développement à Madagascar**, les efforts du Mainstreaming dépendent de l'organisation particulière et leur ampleur n'est pas homogène parmi les différentes organisations. Dans la Coopération Allemande, le concept susmentionné des Points Focaux est réalisé dans tous les projets à travers la GTZ. Depuis septembre 2004, un nouveau projet appuyé par la GTZ se consacre expressément au VIH/SIDA (Projet GTZ VIH/SIDA). Il a entre autres comme objectif de surveiller les activités du Mainstreaming dans le contexte de la Coopération Germano-Malgache. (GTZ, 2003b)



### **2.4.2 VIH/SIDA dans des pays à faible prévalence**

En 1999, ONUSIDA et OMS ont développé un système de **classification des niveaux épidémiques** par rapport aux taux de prévalence nationale du VIH et dans des groupes spécifiques de la société. Trois différents niveaux épidémiques sont distingués : épidémie peu active, épidémie concentrée et épidémie généralisée (OMS, ONUSIDA, 2000).

Selon ces critères de l'ONUSIDA et l'OMS Madagascar avec une prévalence de 1,1% chez les femmes enceintes (cf. chapitre 2.1.2) fait partie des pays classés à « épidémie généralisée » et appartient ainsi à la catégorie de la propagation la plus étendue. Mais d'autres organisations comme AIDSALLIANCE (2002) emploient une autre catégorisation et classifient **Madagascar** comme un **pays à faible prévalence du VIH**, avec une prévalence qui reste à un niveau considérablement plus bas comparé aux autres pays, surtout de l'Afrique australe. La présente étude se réfère à la dernière catégorisation et traite ainsi Madagascar comme un pays à faible prévalence.

### **Défis spécifiques de l'action contre le VIH/SIDA pour les pays à faible prévalence**

Au niveau mondial jusqu'à présent, l'action contre le VIH/SIDA s'est concentrée sur les pays à plus haute prévalence du VIH (cf. chapitre 2.4.1). Cependant, les défis posés par les mesures liées au VIH/SIDA dans les pays à haute prévalence diffèrent considérablement de ceux applicables dans les pays à faible prévalence. Dans les ouvrages de référence, plusieurs **obstacles institutionnels et sociaux** sont considérés comme caractéristiques de la lutte contre le VIH/SIDA dans des pays à faible prévalence (BROWN et al., 2001 ; HOLDEN et al., 2003). D'une manière générale, on peut constater pour ces pays que

1. la politique n'accorde pas une forte priorité à la lutte contre le VIH/SIDA,
2. il manque une stratégie concrètement formulée des mesures dans le cadre de la prévention,
3. il manque des experts locaux, par exemple pour soutenir des différents secteurs dans le processus du Mainstreaming-VIH/SIDA,

4. il se manifeste le phénomène d'incrédulité vis-à-vis de l'existence du VIH/SIDA et ainsi un comportement à risque n'est pas perçu en tant que tel,
5. le risque de stigmatisation des personnes infectées est élevée et
6. il manque les possibilités d'intégrer les personnes vivant avec le VIH/SIDA dans les efforts de prévention – une des bonnes pratiques connues de l'Afrique australe.

Les deux premiers points ne s'appliquent pas au cas de **Madagascar**. La politique nationale accorde une grande importance à la lutte contre le VIH/SIDA malgré la faible prévalence du VIH. Cela se reflète par exemple dans le fait que le Comité National de Lutte contre le VIH/SIDA est rattaché directement à la Présidence (cf. chapitre 2.1.3). En ce qui concerne le troisième défi, l'on peut constater pour Madagascar que des efforts pour la formation d'experts locaux sont encore à ses débuts. Les constatations 4, 5 et 6 apparaissent justifiées (cf. chapitre 4.2).

### **Stratégies adaptées pour des pays à faible prévalence du VIH**

Dans le cadre de la présente étude, il a fallu examiner la manière d'adapter le travail dans les zones à faible prévalence, comme Madagascar, par rapport aux défis présentés. Une difficulté particulière réside dans la disponibilité d'ouvrages de référence très limitée et de l'absence de concepts expérimentés. L'insuffisance des informations résulte du fait que la pression exercée par le VIH/SIDA dans les zones à faible prévalence est moindre et qu'en outre, ces zones sont géographiquement très dispersées<sup>10</sup> et difficilement comparables. Une adaptation de chaque concept au **contexte local** est toujours nécessaire.

Pour apprécier les défis susmentionnés de Madagascar, les approches stratégiques suivantes semblent prometteuses. Les efforts de prévention d'infection à travers la **communication sur le changement du comportement**, notamment du comportement sexuel à risque, sont particulièrement importants. L'objectif est l'interruption précoce de la transmission du VIH/SIDA parmi des groupes de la société les plus vulnérables par leur changement de

---

<sup>10</sup> En revanche, la totalité des 20 pays ayant un taux de prévalence du VIH supérieur à 5 % sont concentrés dans la zone Afrique australe, avec une seule exception. (ONUSIDA, 2004)

comportement.

Dans cet esprit, il est recommandé par BROWN et al. (2001) de concentrer les efforts de prévention sur les **sous-populations** sociales les plus vulnérables. En même temps, il est important de lancer certaines actions préventives VIH/SIDA au niveau de la **société entière** afin de créer un environnement de soutien à la prévention parmi des sous-populations les plus vulnérables. Notons que la stigmatisation des personnes infectées et des sidéens reste une problématique à résoudre énergiquement. Pour **l'évaluation** de la prévention dans des pays à faible prévalence, l'indicateur recommandé est le changement de comportement (par exemple le taux d'utilisation de condoms dans le domaine des travailleurs du sexe) (BROWN ET AL., 2001).

Sur le **plan médical et psychosocial**, Madagascar devrait garantir l'établissement d'un système de dépistage et de prise en charge. Jusqu'à présent, un tel système n'est pas encore existant à l'exception de quelques centres de dépistage isolés.

### **2.4.3 VIH/SIDA et la gestion des ressources naturelles**

« Is HIV/AIDS an environmental factor that conservationists ignore at their peril? A number of conservationists in and beyond Africa think so, because the pandemic is already affecting the capacity of some parks to be sustainable. »

<sup>11</sup>(QUINLIAN, 2003, p.1)

Ces dernières années, les impacts déjà prouvés et potentiels du VIH/SIDA sur la gestion des ressources naturelles ont été de plus en plus reconnus au niveau mondial. En 2003, les impacts ont été discutés lors du **Cinquième Congrès Mondial sur les Parcs de l'UICN** à Durban en Afrique du Sud. Un paragraphe sur l'importance du thème VIH/SIDA pour la gestion des Aires Protégées a été intégré dans le document final de la conférence (UICN, 2003)

En même temps, certaines institutions de gestion des ressources naturelles ont

---

<sup>11</sup> « Le VIH/SIDA est-il un facteur environnemental que les défenseurs des ressources naturelles ignorent à leur péril ? Un certain nombre de défenseurs des ressources naturelles en Afrique et au delà pensent ainsi parce que la pandémie ont déjà une incidence sur la capacité de quelques parcs pour être durable »

commencé à répondre d'une manière appropriée aux nouveaux défis qui en résultent, à sonder des perspectives visant à atténuer ces impacts et à participer activement à la lutte contre le VIH/SIDA dans la limite de leurs moyens. D'un autre côté, les impacts des activités de gestion des ressources naturelles sur la propagation du VIH/SIDA ainsi que sur l'enraiment de l'épidémie sont discutés. Dans ce cadre, des exemples de bonne pratique ont été développés surtout dans des pays à forte prévalence du VIH.

### **Impacts du VIH/SIDA sur la gestion des ressources naturelles**

Dans des régions à haute prévalence du VIH, les conséquences de la propagation de l'épidémie ont déjà fortement influencé la gestion des ressources naturelles. Deux formes d'impacts réguliers du VIH/SIDA peuvent être distinguées :

- Impacts sur l'utilisation des ressources naturelles,
- impacts sur les institutions de gestion des ressources naturelles.

Ces impacts se chevauchent partiellement et se renforcent réciproquement.

**Les impacts du VIH/SIDA sur l'utilisation des ressources naturelles** et l'usage des terres s'expriment de différentes manières dans le cas de la propagation étendue de l'épidémie. Il a été constaté dans nombreux cas, que des personnes perdent leur travail salarié ou leur réseau social en raison de la maladie et sont forcées de quitter les agglomérations urbaines pour s'installer en milieu rural. Là, il est prouvé que la pression sur les ressources naturelles augmente par les efforts des migrants à satisfaire leurs besoins vitaux et à créer des revenus. En outre, la connaissance autochtone sur la capacité et l'utilisation appropriée des ressources naturelles et des terres, comme la chasse adaptée à l'équilibre écologique, est en voie de disparition à cause du décès des experts traditionnels (ABCG, 2002 ; DWASI, 2002).

D'une façon comparable, les pratiques agricoles changent avec la perte du savoir-faire et la diminution de la main d'œuvre chez les ménages affectés par le VIH/SIDA, surtout si les chefs des ménages sont touchés. Dans de nombreux cas, il résulte des pratiques agricoles inappropriées eu égard aux possibilités de la production agronomique et l'équilibre agro-écologique. Par suite du manque

de main d'œuvre et de savoir-faire, les mesures accompagnant l'utilisation durable des ressources naturelles, telles que les mesures anti-érosives ou la gestion participative des ressources naturelles ne peuvent plus être maintenues par les familles ou groupes sévèrement affectés par l'épidémie (DAI, sans indication d'année ; MAUAMBETA, 2003).

Le VIH/SIDA risque donc de provoquer un cercle vicieux de **surexploitation des ressources naturelles**. Dans les régions où les Aires Protégées représentent les principaux lieux des ressources naturelles, ces évolutions peuvent devenir une véritable menace pour la conservation (QUINLAN, 2003).

**Les impacts du VIH/SIDA sur les institutions de gestion des ressources naturelles** concernent d'un côté la **perte des capacités humaines**. Lorsque des membres du personnel des institutions contractent la maladie, il en résulte une perte d'expérience et de connaissance, de leadership, de continuité et de main d'œuvre du personnel au sein des institutions. Ces institutions sont directement affectées par l'absentéisme du personnel à cause de leur maladie ou décès, des soins aux membres de la famille infectés ou de l'assistance aux enterrements (DWASI, 2002 ; FELDLMEIER, 2002).

De l'autre côté, l'expérience des pays à haute prévalence a montré que la **situation budgétaire** des institutions s'aggrave du fait des dépenses occasionnées par les impacts susmentionnés. Des fonds destinés aux activités propres des institutions sont détournés pour couvrir les dépenses liées au VIH/SIDA : frais médicaux, congés maladie, funérailles, formations supplémentaires et remplacement du personnel. Vu de l'extérieur, les moyens financiers disponibles pour la gestion de ressources naturelles peuvent diminuer, car une quantité croissante de fonds nationaux et internationaux est déviée vers la lutte contre le VIH/SIDA (MAUAMBETA, 2003 ; ABCG, 2002).

### **La situation à Madagascar**

A cause de sa **faible prévalence** du VIH (cf. chapitre 2.4.2), les impacts susmentionnés sur la gestion de ressources naturelles ne peuvent pas encore être constatés à Madagascar. Cependant, dans le cas d'une augmentation du taux d'infection tel que le supposent les experts nationaux et internationaux pour les prochaines années, les Aires Protégées de Madagascar seront également

gravement menacées.

Malgré tout, les organisations de gestion de ressources naturelles à Madagascar ont déjà remarqué que des sommes d'argent importantes sont actuellement destinées à la lutte contre le VIH/SIDA (environ US\$ 34.000.000, cf. chapitre 2.1.4) de la part de la Coopération Internationale au Développement et une quantité considérable d'emplois a été créée. Les institutions relatives à la gestion des ressources naturelles se trouvent en concurrence croissante avec d'autres secteurs, y compris la lutte contre le VIH/SIDA, pour le personnel hautement qualifié.

### **Impacts de la gestion de ressources naturelles sur la propagation du VIH/SIDA**

Inversement, il est prouvé que les institutions de gestion des ressources naturelles, comme les Aires Protégées, provoquent des conséquences aussi bien positives que négatives sur la propagation du VIH.

D'un coté, elles peuvent éventuellement contribuer à la **propagation du VIH/SIDA**, par :

- l'augmentation de la mobilité d'une partie de la population, si celle-ci est forcée à quitter les Parcs et Réserves ou ses alentours par expulsion directe ou par la limitation des droits d'utiliser des ressources. La migration, souvent causée par la pauvreté, est considérée comme facteur favorisant la propagation du VIH/SIDA (cf. chapitre 4.2),
- un comportement sexuel à risque des membres du personnel séparés de leurs familles (Hemrich, Schneider, 1997).

De l'autre côté, les Aires Protégées et les institutions de gestion des ressources naturelles peuvent contribuer à la **lutte contre le VIH/SIDA** et combattre ses effets négatifs, par :

- la création des nouvelles sources de revenus qui diminuent la pauvreté et augmentent la chance d'une bonne alimentation et situation médicale,
- le soutien aux programmes de développement régional qui améliorent par exemple l'accessibilité aux informations,

- des contributions directes dans la lutte contre le VIH/SIDA, comme la sensibilisation au sein de la population (MAUAMBETA, 2003).

Dans le cadre des contributions directes, les Aires Protégées ont plusieurs avantages comparatifs, comme la bonne connaissance de la population riveraine, la coopération étroite avec la population même dans des endroits éloignés et un équipement infrastructurel, qui peut être apporté à la lutte contre le VIH/SIDA (cf. chapitre 4.1).

### **Actions possibles dans la lutte contre le VIH/SIDA**

Ces dernières années, plusieurs organisations actives dans la gestion des ressources naturelles se sont penchées sur les défis du VIH/SIDA dans leurs propres domaines et ont ainsi développé des stratégies de réponses. A cet effet, des **exemples de bonnes pratiques** de l'intégration des mesures liées au VIH/SIDA dans le travail des Aires Protégées et autres institutions de gestion des ressources naturelles (c.-à-d. le Mainstreaming, cf. chapitre 2.4.1), ont été développés, surtout dans les pays à haute prévalence d'Afrique australe. En 2002, l'organisme d'expérience pratique ***Africa Biodiversity Collaboration Group*** (ABCG) a organisé un atelier ayant pour objectif de discuter des réponses prometteuses des institutions de gestion des ressources naturelles aux défis du VIH/SIDA. Le groupe conseille d'agir dans quatre domaines :

- Politiques et procédures (p. ex. développement de stratégies de prévention qui incluent, dans des régions à haut potentiel touristique, la sensibilisation des touristes),
- stratégies de formation (p. ex. l'intégration des thèmes liés au VIH/SIDA dans la formation en conservation),
- gestion communautaire des ressources (p. ex. le soutien aux communes par la préservation des connaissances traditionnelles),
- recherche et communication (p. ex. le partage des bonnes pratiques) (ABCG, 2002).

Un exemple reconnu comme bonne pratique pour l'intégration des mesures liées au VIH/SIDA par les institutions de gestion des ressources naturelles est présenté par la Société Environnementale de Malawi (WESM, Wildlife and

Environmental Society Malawi) (MAUAMBETA, 2003).

**L'intégration des mesures liées au VIH/SIDA à la *Wildlife and Environmental Society Malawi* (WESM) (MAUAMBETA, 2003) :**

**Institutionnalisation de mesures VIH/SIDA**

- Détermination d'une personne Point Focal VIH/SIDA
- Etablissement d'un comité d'aide sociale qui collecte de l'argent parmi le personnel pour soutenir des collaborateurs touchés par l'épidémie
- Formation des formateurs parmi le personnel pour augmenter la prise de conscience et la connaissance du VIH/SIDA
- Extension de l'éducation directe sur le VIH/SIDA au sein du personnel et installation d'un centre d'information permanent
- *Rompre le silence – rompre le stigma*, discussions du sujet VIH/SIDA exécuté régulièrement pendant des réunions générales
- Assignation des budgets au domaine VIH/SIDA, c.-à-d. le transfert des budgets internes et l'acquisition des budgets pour les mesures liées au VIH/SIDA des bailleurs de fonds
- Etablissement des conditions non-discriminatoires envers les membres du personnel infectés du VIH ou malades du SIDA concernant l'assurance en cas de maladies ou le droit à la confidentialité de leur diagnose médicale

**Interventions au niveau du projet/programme**

- Diminution des impacts négatifs des projets/programmes sur le taux de prévalence du VIH/SIDA, augmentation des impacts positifs
- Initiation et continuation des collaborations avec plusieurs partenaires du secteur VIH/SIDA, qui peuvent conseiller les malades ou infectés ou mettre à la disposition des préservatifs aux communautés et au personnel
- Interventions au niveau communautaire, par des campagnes de sensibilisation communautaire, la prise en compte des ménages touchés par le VIH/SIDA comme principaux bénéficiaires des activités de WESM
- Diminution des impacts négatifs du VIH/SIDA

**Engagement varié pour gérer les impacts négatifs du VIH/SIDA selon les objectifs suivants :**

- amélioration de l'autosubsistance
- promotion des produits agricoles indigènes et diversifiés
- encouragement de la création des sources de revenus conforme aux objectifs de la conservation, soutien d'une politique et législation foncières



### 3 Objectif et déroulement de l'étude

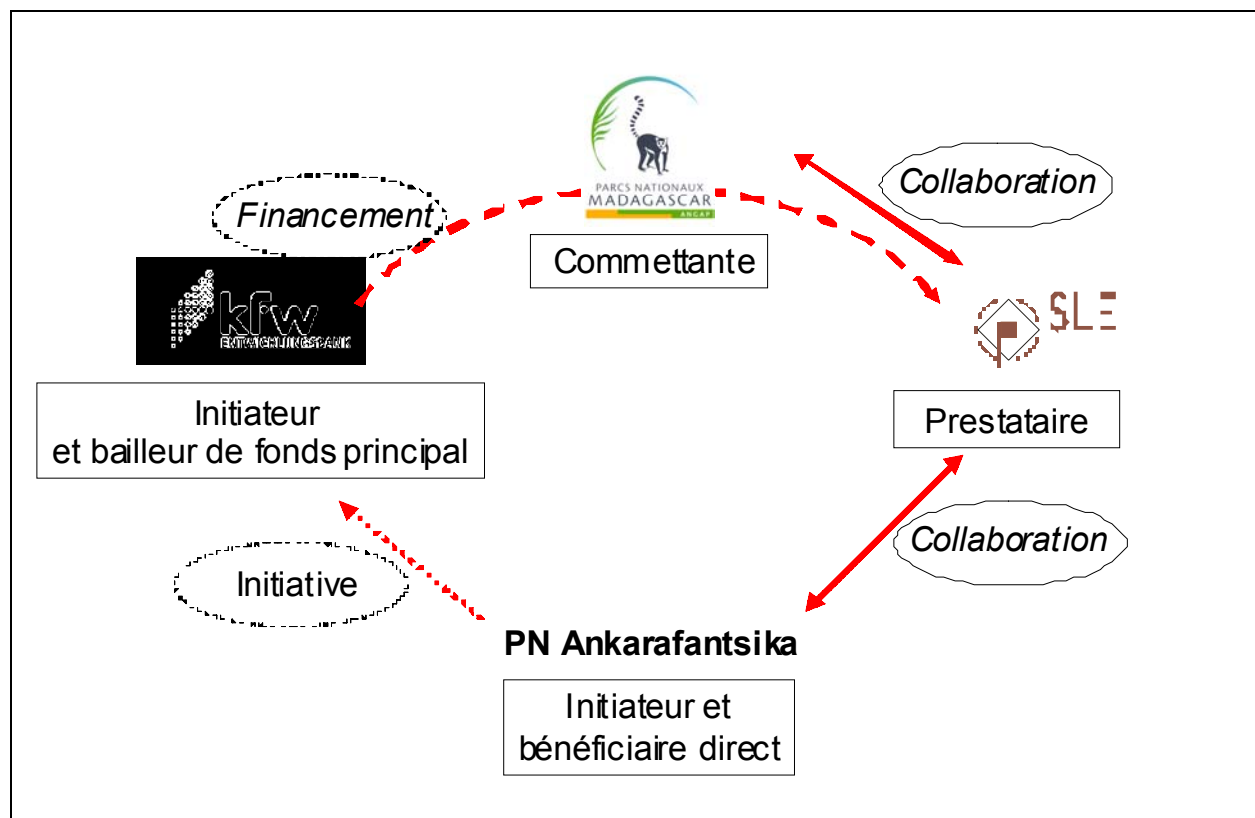




Sur la base du cadre de l'étude présenté dans le chapitre 2, le chapitre suivant décrit les objectifs, le déroulement et l'approche méthodologique. Le contexte institutionnel de l'étude (chapitre 3.1) y est d'abord abordé et le système d'objectif de l'étude (chapitre 3.2) présenté. Ensuite, les méthodes choisies pour la réalisation des objectifs fixés sont décrites en détail (chapitre 3.3). Les sous-chapitres se rapportent à une présentation générale de l'approche (chapitre 3.3.1) et à une description détaillée des étapes méthodologiques centrales (chapitres 3.3.2 à 3.3.7). Ainsi, l'approche méthodologique adoptée dans cette étude pourrait être appliquée à des projets comparables.

### 3.1 Cadre institutionnel

Les quatre institutions ayant participé de façon pertinente à la **réalisation** de la présente étude sont représentées dans la figure 3 :



**Figure 3 : Cadre institutionnel de l'étude**

(Source : croquis des auteurs)

Vers fin 2003, sur une **initiative du Parc National Ankarafantsika (PNA)**, une ligne budgétaire de plus de € 5.000 pour l'intégration du thème VIH/SIDA dans le

travail du Parc fut approuvée par la **KfW**, en tant que bailleur de fonds principal du PNA, pour l'année 2004. Les premières activités de lutte contre la propagation du VIH/SIDA tant parmi le personnel que la population de la zone d'intervention du PNA ont été financées avec ce budget. Une stratégie élaborée pour l'action contre le VIH/SIDA par le PNA n'était toutefois pas encore disponible cette année.

Le **responsable de la KfW** et la **Direction du Parc** étaient conscients de ce problème. Afin d'assurer une meilleure intégration des activités sur le VIH/SIDA dans le travail du Parc en 2005, l'**ANGAP** a mandaté le Centre de Formation Supérieure pour le Développement Rural (**SLE**), par le biais de la KfW, pour développer une stratégie adaptée à la situation du PNA et proposer des mesures concrètes relatives au VIH/SIDA. En outre, des lignes directrices concernant le *Mainstreaming* de l'organisation au niveau national pour ANGAP, ainsi que pour les autres Aires Protégées ont dû être élaborées. Au cours de l'étude, l'équipe SLE a travaillé en étroite collaboration tant avec la Direction et le personnel du PNA, qu'avec le siège central de l'ANGAP.

### 3.2 Les objectifs de l'étude

Face à l'augmentation du taux de prévalence et de la situation alarmante concernant les facteurs de risque (comme p. ex. les taux de prévalence des IST très élevés) à Madagascar et particulièrement dans la région du PNA, cette étude est basée sur **trois considérations principales** (cf. chapitre 2.4) :

- Une riposte appropriée à l'épidémie de VIH/SIDA doit être multisectorielle incluant le secteur de l'environnement.
- Le taux de prévalence de VIH relativement bas à Madagascar représente des défis spécifiques pour l'élaboration d'une stratégie de prévention contre le VIH/SIDA.
- L'épidémie du VIH/SIDA peut avoir des impacts négatifs sévères sur les capacités des organismes de gestion des Aires Protégées et sur l'aménagement des ressources naturelles, mais les Aires Protégées ont des possibilités pour réagir face à ce défi.

Basé sur ces considérations, une **planification du projet** par objectifs a été

effectuée par l'équipe SLE. Ce processus d'élaboration du système des objectifs a été itératif et déterminé :

- premièrement, par les suggestions du responsable régional de Madagascar de la KfW,
- deuxièmement, par une mission préparatoire à Madagascar effectuée par le chef de l'équipe SLE,
- troisièmement, par des consultations des personnes ressources,
- et, finalement, par des recherches bibliographiques et sur Internet.

Les **deux objectifs** de l'étude ont été définis comme suit :

Objectif 1 :	Objectif 2 :
Le Parc National Ankarafantsika (PNA) applique le Plan d'Action élaboré pour l'intégration du thème VIH/SIDA dans son travail.	L'Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées (ANGAP) et d'autres gestionnaires des Aires Protégées examinent les possibilités d'application du Plan d'Action pour d'autres Aires Protégées à Madagascar.

Ces objectifs contribuent à atteindre l'**objectif global** de cette étude qui est cohérent avec l'objectif national de Madagascar pour la lutte contre le VIH/SIDA :

Objectif global :
Contribution à la stabilisation de la prévalence VIH/SIDA dans les régions des Aires Protégées à Madagascar.

Les objectifs 1 et 2 ont été réalisés à travers **huit résultats**. Pour chaque résultat, une activité principale a été planifiée :

Résultat	Activités principales
Les bonnes pratiques dans les domaines suivants sont analysées :  • stratégies de prévention du VIH/SIDA dans la	<i>Analyse des bonnes pratiques</i>

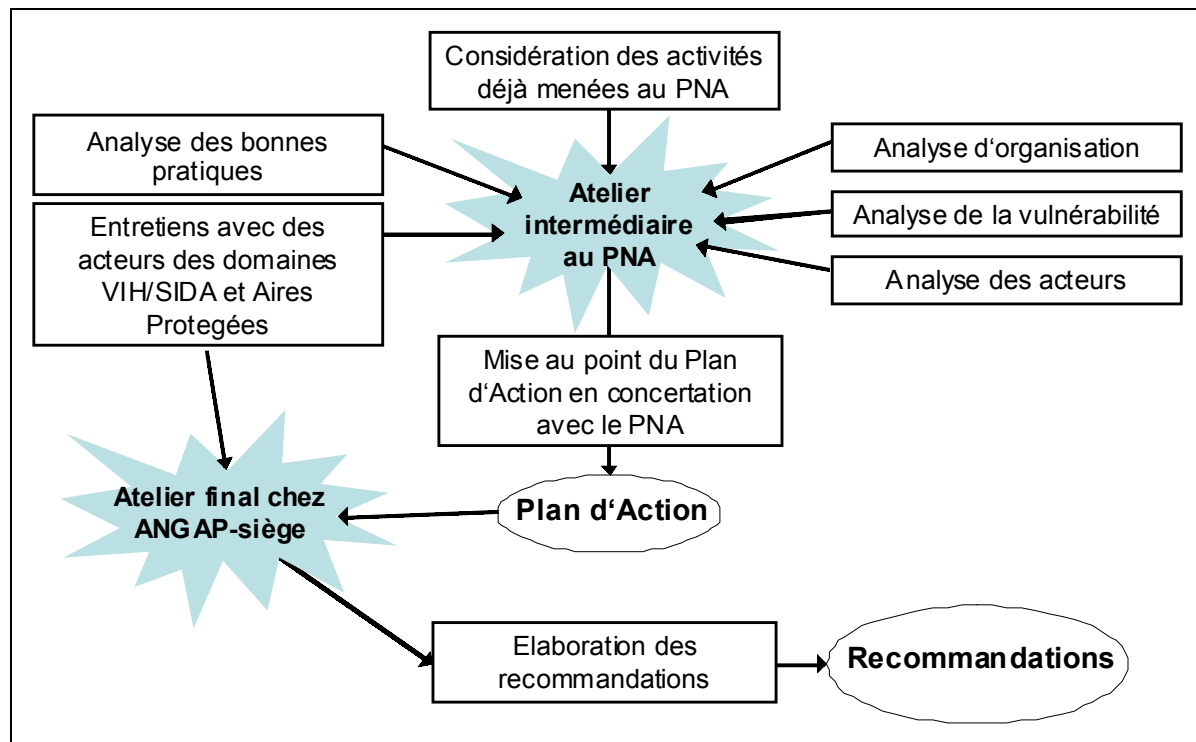
gestion intégrée des Aires Protégées et	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• stratégies de lutte contre le VIH/SIDA dans les régions de basse prévalence.</li> </ul>	
Les potentiels et limites de l'intégration du thème VIH/SIDA dans le travail du PNA sont analysées.	<i>Analyse d'organisation du PNA</i>
Les groupes vulnérables (à l'égard du VIH/SIDA) sont identifiés et décrits dans la région du PNA <sup>12</sup> .	<i>Identification des groupes vulnérables</i>
Les acteurs potentiels (OG, ONG, personnes clés, etc.) avec qui le PNA pourrait coopérer dans son action contre le VIH/SIDA sont choisis.	<i>Analyse des acteurs</i>
Sur la base des résultats précédents (1-4) un Plan d'Action est élaboré en accord avec le PNA pour l'intégration du thème VIH/SIDA dans son travail.	<i>Elaboration d'un Plan d'Action avec le PNA</i>
Le Plan d'Action est présentée au PNA et aux acteurs relevant de la région du PNA et des mesures d'adaptation sont élaborées en commun.	<i>Présentation et discussion des résultats pour la mise en œuvre du Plan d'Action au PNA</i>
Les résultats de l'étude sont présentés à l'ANGAP et à d'autres gestionnaires et sont discutés en vue de leur transmissibilité sur d'autres Aires Protégées à Madagascar.	<i>Elaboration des recommandations pour l'ANGAP et autres gestionnaires des Aires Protégées à Madagascar</i>
L'étude SLE est publiée.	<i>Rédaction du rapport</i>

---

<sup>12</sup> Au cours de l'étude, il a été constaté qu'un danger de stigmatisation des personnes séropositives dans la région du PNA existe (cf. chapitre 4.2). C'est pour cette raison qu'il n'a pas semblé opportun de qualifier des groupes sociaux spécifiques de vulnérables dans cette étude, car ceci pourrait entraîner davantage leur stigmatisation. On s'est efforcé lors de la réalisation pratique de l'étude de parler de facteurs de vulnérabilité et non de groupes vulnérables.

### 3.3 Déroulement méthodologique

Les objectifs se reflètent dans l'approche adoptée (cf. figure 4).



**Figure 4 : Déroulement méthodologique de l'étude**

(Source : croquis des auteurs)

Afin d'élaborer un **Plan d'Action VIH/SIDA** pour le PNA, une **analyse des bonnes pratiques** a été réalisée en Allemagne pendant la phase de préparation thématique (cf. annexe 5 – plan de recherche). Cette analyse avait principalement comme but de s'informer sur les approches actuelles de prévention du VIH/SIDA et de se faire une idée d'ensemble sur les stratégies de lutte contre le VIH/SIDA dans les régions à faible prévalence. Cette analyse a été concrétisée et complétée dans les premières semaines à Madagascar par de nombreux **entretiens avec des acteurs** actifs dans le domaine VIH/SIDA et de gestion des ressources naturelles. L'équipe SLE a, entre autre, parlé avec le CNLS, l'ONUSIDA, l'Alliance Internationale contre le VIH/SIDA, différentes ONG malgaches, l'ANGAP et le WWF.

Après avoir présenté l'approche de l'étude à l'ANGAP et au PNA, l'équipe SLE a effectué trois différentes analyses dans la région du PNA, dont la synthèse constitue une **analyse de la situation**. Premièrement une **analyse de l'organisation** du PNA visant à identifier les potentiels et limites de l'intégration

du thème VIH/SIDA dans le travail et l'organisation du Parc. Deuxièmement une **analyse de vulnérabilité** dans la région du PNA pour déterminer les différents facteurs augmentant le risque d'infection avec le VIH. Et finalement une **analyse des acteurs** afin d'identifier les acteurs potentiels avec qui le PNA pourrait coopérer dans son action contre le VIH/SIDA.

Cette analyse de la situation a formé, avec les activités contre le VIH/SIDA déjà menées par le PNA, la base pour l'**atelier intermédiaire** exécuté avec le personnel du PNA. Au cours de cet atelier, les résultats des analyses ont été présentés par l'équipe SLE et les grandes lignes et les éléments essentiels du Plan d'Action ont été élaborés. Après cet atelier, le Plan d'Action a été achevé en accord étroit avec le PNA, présenté au personnel du Parc et aux acteurs pertinents de la région et les premières mesures pour la mise en œuvre de ce Plan d'Action ont été discutées.

Les entretiens menés avec les différents acteurs et les expériences acquises au cours de l'élaboration du Plan d'Action ont constitué à nouveau la base pour l'élaboration des **recommandations pour l'ANGAP**. Ces recommandations, traitant principalement l'applicabilité du Plan d'Action dans d'autres Aires Protégées à Madagascar ont été discutées pendant la présentation finale de l'équipe SLE avec des représentant de l'ANGAP et autres acteurs à Antananarivo.

### **3.3.1 Analyse des bonnes pratiques**

La recherche bibliographique, de documents et de manuels sur la prévention du VIH/SIDA s'est principalement concentrée sur les **bonnes pratiques** concernant le concept du Mainstreaming-VIH/SIDA, l'intégration du thème VIH/SIDA dans le secteur de la gestion des ressources naturelles et les stratégies d'autres pays à faible prévalence (cf. chapitre 2.4).

L'analyse a révélé **quatre domaines principaux** de prévention relevant de l'intégration du thème VIH/SIDA dans le travail du PNA et des Aires Protégées en général :

- L'élaboration d'une politique officielle **sur le lieu de travail** pour définir la position et les principes en matière de prévention du VIH et de gestion des cas de séropositivité au sein du personnel.



- La mise au point d'un **programme interne** de lutte contre le VIH/SIDA pour faciliter la sensibilisation du personnel par des actions d'information, d'éducation et de communication (IEC) et apporter le soutien et la prise en charge du personnel infecté ou touché par le VIH/SIDA.
- L'élaboration d'un **programme externe** de prévention du VIH/SIDA pour sensibiliser et mobiliser la population.
- La **considération générale** du VIH/SIDA dans toutes les activités pour juger si les activités risquent de contribuer à la propagation du VIH/SIDA.

### 3.3.2 Analyse de l'organisation du PNA

#### Objectif

L'étude de l'organisation réalisée au sein du Parc National Ankarafantsika visait à identifier les **potentiels et limites** de l'intégration du thème VIH/SIDA dans le travail du Parc du point de vue organisationnel.

Elle a été prévue pour servir de base pour l'**évaluation de la situation actuelle** des activités VIH/SIDA déjà menées par le PNA et pour l'**identification des mesures appropriées** dans un processus commun avec le personnel du Parc. Par ailleurs, l'équipe a envisagé d'utiliser les résultats pour la formulation de **propositions concrètes** dans le cadre du Plan d'Action et d'acquérir une meilleure connaissance de la situation du Parc. Les souhaits, propositions et attentes du personnel ont été recueillis lors des interviews afin de rendre les propositions du Plan d'Action plus conformes à la situation du Parc et de garantir l'identification du personnel avec ce Plan.

Pour des raisons de praticabilité, l'étude de l'organisation a été concentrée sur les aspects liés à la problématique VIH/SIDA et sa prise en compte par le PNA. Ainsi, il ne s'agissait pas d'une analyse incluant tous les aspects de l'organisation.

## Phase d'enquête

Compte tenu des objectifs mentionnés ci-dessus, les **domaines d'enquête** suivants ont été identifiés (en référence à SULZER, ZIMMERMANN, 1996) et subdivisés en sous-thèmes :

- Faits généraux sur le PNA,
- Motivation, idées et situation réelle du personnel au sujet du VIH/SIDA,
- Connaissances, attitudes et pratiques du personnel vis-à-vis au VIH/SIDA,
- Ressources disponibles,
- Tourisme,
- Ambiance générale de travail et communication.

Pour la méthodologie, une approche à plusieurs voies a été choisie afin d'obtenir les informations sur les sous-thèmes d'enquête.

D'un côté, les **documents** obtenus du PNA ont été analysés<sup>13</sup> et les informations recueillies pendant l'atelier initial au PNA et au cours des rencontres informelles avec le personnel ont été systématisées et évaluées.

D'un autre côté, des **interviews semi-structurées** ont été exécutées sur la base d'un questionnaire orienté vers les domaines et sous-thèmes de recherche mentionnés ci-dessus. Pour chaque interview, le questionnaire a été adapté à la position organisationnelle des interlocuteurs et aux informations encore souhaitées. Les interviews ont duré entre 45 et 120 minutes et ont eu lieu à la Station Forestière d'Ampijoara et dans les différentes bases de la Zone Périphérique du PNA. Treize interviews ont été menées auprès de seize interlocuteurs. Les interlocuteurs choisis ont représenté les différents volets du PNA (cf. chapitre 2.3.2) et les différents niveaux de fonctions (entre autres : Directeur du Parc, CTP, Chefs Volet, AGPs). De cette manière, l'objectif visé a été de prendre en compte les **différentes perspectives** sur le thème, de différencier les différents **niveaux de connaissance** sur le VIH/SIDA et de

---

<sup>13</sup> Avant tout les documents suivants étaient utilisés: GFA, 2001 ; KfW, 2001 ; PNA, 2000 ; PNA, 2001 ; PNA, 2003c.

recueillir des informations d'une **manière objective**.

### **Phase de dépouillement**

Les informations reçues au cours des interviews ont été systématisées sous forme de **tableaux** rassemblant les activités relatives au VIH/SIDA déjà réalisées par le PNA, les propositions mentionnées par le personnel pour améliorer et compléter ces activités et leur motivation pour l'intégration du thème VIH/SIDA dans le travail du Parc.

### **3.3.3 Analyse de vulnérabilité**

Par définition, la **vulnérabilité** vis-à-vis le VIH/SIDA signifie l'ensemble des facteurs sociaux, économiques et culturels, qui influencent l'attitude et le comportement des individus eu égard au risque d'être infecté par le VIH (ONUSIDA, UNESCO, 2002).

### **Objectif**

Pour élaborer une stratégie sensée de prévention du VIH/SIDA par le PNA au niveau de la population vivant dans le Parc et sa Zone Périphérique, la connaissance des **facteurs de vulnérabilité** de cette population à l'égard du VIH/SIDA est indispensable. Par conséquent, l'objectif de l'analyse a été d'acquérir une **compréhension élémentaire** des facteurs de vulnérabilité dans la région du PNA. En même temps, l'analyse a permis l'**identification des multiplicateurs et/ou leaders d'opinion** potentiels à qui peuvent s'adresser le PNA et les autres acteurs dans leurs efforts de prévention future du VIH/SIDA

### **Phase d'enquête**

Avant le travail sur le terrain, des **documents** du PNA (PNA, 2001), du CNLS (2003) et du CLLS (2004) ont été analysés pour tenir compte des informations sur la vulnérabilité dans la région. Pour approfondir la connaissance des facteurs

de vulnérabilité, l'équipe SLE a mené des **entretiens avec des experts** nationaux des organisations gouvernementales et non-gouvernementales à Antananarivo et Mahajanga. Pendant et après le travail sur le terrain, les **résultats d'autres analyses** menées par l'équipe SLE ont été prises en compte.

L'analyse des facteurs de vulnérabilité menée dans le cadre de cette étude est principalement basée sur des **interviews semi-structurées** avec différents interlocuteurs au niveau local. Les interlocuteurs ont été choisis selon leur fonction comme personnes clés qui connaissent bien la situation socioculturelle et socio-économique de la population et qui par conséquent ont la compétence nécessaire pour donner des informations sur la vulnérabilité de la population. Après la revue des ouvrages traitant des sciences sociales et des documents pertinents (entre autres KIT, SAFAIDS, OMS, 1998 ; GRONEMEYER, 2002 ; HIRSCHMANN, 2003 ; ONUSIDA, UNESCO, 2002 ; GTZ 2002) un **questionnaire** semi-structuré (cf. annexe 3) classé par domaines de recherche - c'est à dire des facteurs potentiels sociaux, économiques et culturels influençant la vulnérabilité - a été élaboré. Ce questionnaire représentait un catalogue complet qui traitait tous les thèmes pertinents pour l'analyse de la vulnérabilité. En raison de la durée de l'interview et du niveau de compréhension différent des interlocuteurs, il a été indispensable d'adapter le contenu et la forme des questions à chaque cas. Par conséquent, les questions pertinentes à poser au prochain interlocuteur sont choisies parmi celles du catalogue de questions complet avant chaque interview.

Au total, neuf interviews individuelles et quatre interviews de groupe ont été menées. Comme la connaissance du français par la majorité des interlocuteurs était limitée, il a été nécessaire de recourir à un traducteur.

La **sélection des lieux** pour mener les interviews a été limitée par l'accessibilité des villages. Les interviews ont été menées dans huit localités au total concentrées principalement le long de la Route Nationale (RN4) d'Ankazomborona à Andranofasika. De plus, un village dans le nord-ouest (Madirokely) et un autre au sud (Ankijabe) de la région du PNA ont été visités ainsi que la ville Ambato-Boeni au sud-ouest (cf. carte 4).

Les **interviews individuelles** ont été menées avec les interlocuteurs suivants : un Chef de Quartier, le Maire d'une commune, le Secrétaire Général d'une commune, un guérisseur traditionnel, un éducateur pair au niveau du village, une assistante de planning familial, la directrice d'un lycée, le Point Focal VIH/SIDA du PNA et une représentante d'une association de femmes. En plus, des

**interviews de groupe focus** ont été effectués avec des membres d'une association locale de lutte contre le VIH/SIDA, des représentants d'un comité du pilotage pour la sensibilisation sur le VIH/SIDA et des membres d'une association de jeunes. Des visites au village ont permis de réaliser une interview de groupe avec les villageois.

### **Phase de dépouillement**

Le **dépouillement** de données a été effectué **itérativement**. Après chaque interview menée, les résultats sont examinés. Pendant la période des interviews, une synthèse des résultats a été dressée immédiatement, puis revue et complétée à la fin du travail sur le terrain.

### **3.3.4 Analyse des acteurs**

#### **Objectif**

Du fait de ses compétences et possibilités restreintes en matière de lutte contre le VIH/SIDA, le PNA doit solliciter une collaboration d'autres acteurs. Ainsi, l'analyse des acteurs a comme objectif :

- L'identification et la description des acteurs engagés dans le secteur VIH/SIDA dans la région du PNA.
- L'acquisition d'une vue d'ensemble des activités VIH/SIDA dans la région du PNA.

**Un acteur** est défini comme un organisme (reconnu par les autorités locales ou par l'administration) qui est impliqué dans la lutte contre le VIH/SIDA, indépendamment de son statut juridique et de son niveau d'intervention : de l'Organisation Communautaire de Base (OCB) jusqu'aux ministères. Un acteur peut exécuter des activités de prévention et d'allègement des effets du VIH/SIDA ou peut jouer un rôle dans la coordination des activités.

## Phase d'enquête

L'analyse des acteurs s'effectue par des **interviews semi-structurées** (cf. questionnaire en annexe 3) et par **consultation des documents** relatifs aux acteurs pour obtenir les informations désirées. Les interviews étaient menées avec des représentants des acteurs ayant une influence sur la région du PNA (cf. liste des interlocuteurs en annexe 2).

La phase d'enquête comprend deux étapes pour la collecte des données : La **première étape** était la visite et l'exécution des interviews des acteurs des structures officielles de coordination de la lutte contre le VIH/SIDA aux niveaux national, provincial et local. Les structures officielles visitées étaient notamment les Comités *National, Provincial et Local de la Lutte contre le VIH/SIDA* (CNLS, CPLS et CLLS), des projets de la coopération bi- et multinationale, le Projet Multisectoriel pour la Prévention du SIDA (PMPS) (cf. 2.1.4), les services publics (provincial et local) de santé et le Point Focal VIH/SIDA du PNA. Il s'agissait de s'informer sur la situation générale des activités VIH/SIDA et d'identifier les acteurs d'exécution dans la province de Mahajanga et dans la région du PNA.

La **deuxième étape** comprend les interviews au niveau des acteurs d'exécution, afin de connaître leurs activités et leur rôle dans la lutte contre le VIH/SIDA. Ces acteurs servaient aussi de source d'information pour identifier les autres acteurs d'exécution, surtout au niveau local. Les données étaient complétées et validées à l'occasion de la présentation des résultats lors d'un atelier au PNA.

## Phase de dépouillement

Les informations obtenues ont été exploitées dans l'optique d'élaborer une **typologie des acteurs** et de **décrire** dans un format standardisé **les acteurs** avec lesquels le PNA pourrait collaborer.

### 3.3.5 Atelier intermédiaire au PNA

Suite aux analyses de la situation, un atelier intermédiaire a été réalisé au PNA. Ce fut l'occasion de présenter et discuter les résultats d'analyses de l'équipe SLE, de présenter les activités déjà menées par le PNA et d'exposer des bonnes

pratiques de prévention du VIH/SIDA. Les participants d'atelier se composaient du personnel du PNA, des experts externes du domaine VIH/SIDA et l'équipe SLE (cf. annexe 1 : Liste des participants).

L'atelier intermédiaire au PNA avait **pour but** de :

- valider et compléter les résultats des analyses par les participants à l'atelier,
- produire une base commune pour la collaboration entre le PNA, autres acteurs et l'équipe SLE,
- donner l'occasion à la Direction et au personnel du PNA ainsi qu'aux participants externes d'exprimer leurs idées, propositions, souhaits, préférences et doutes concernant le contenu et la mise en œuvre du Plan d'Action,
- renforcer l'identification de la Direction et du personnel du PNA avec le projet.

L'atelier comportait **trois parties** :

La **première partie** consistait à présenter les résultats des analyses qui ont été validés après par les participants. Ensuite le Point Focal du PNA a eu l'occasion d'exposer les activités de prévention qui étaient déjà réalisées par le PNA. Pour faciliter la discussion sur les possibilités, les potentiels et les défis de l'intégration du thème VIH/SIDA dans le travail du PNA, l'équipe SLE a présenté les bonnes pratiques et stratégies de prévention du VIH/SIDA. Ces bonnes pratiques comprennent les thèmes importants à discuter avec les participants à l'atelier concernant leurs implications et leur importance pour le cas de PNA. Les exposés ont traité des caractéristiques potentielles d'une politique officielle sur le lieu de travail et les facettes d'un programme interne ainsi qu'externe de la lutte contre le VIH/SIDA (cf. chapitre 3.3.1).

Ces trois présentations ont servi de contribution théorique pour faciliter les discussions dans la **deuxième partie** de l'atelier. Dans cette partie, les participants ont été divisés en deux sous-groupes de travail, les membres de l'équipe SLE ont joué le rôle de facilitateurs. Le premier sous-groupe devait traiter les questions directrices suivantes :

- Politique officielle de lutte contre le VIH/SIDA : Quels principes de base pourrait comprendre cette politique interne ? Comment pourrait être diffusée

cette politique interne ?

- Mesures de prévention au sein du personnel : Quelles sortes d'activités pourraient être mise en œuvre ? Qui pourrait-être responsable pour la mise en œuvre des mesures ?
- Quelles conditions institutionnelles sont nécessaires pour l'exécution du programme interne, p. ex. statut du Point Focal, confirmation par l'ANGAP ?

En même temps, l'autre sous-groupe discutait sur trois questions directrices concernant les stratégies du PNA pour combattre le VIH/SIDA au niveau de la population dans sa zone d'intervention :

- Quels pourraient être les groupes cibles auprès de la population riveraine pour cette lutte contre le VIH/SIDA ?
- Du côté PNA, qui pourrait exécuter les mesures de prévention ?
- Avec qui et comment pourrait collaborer le PNA dans cette lutte contre le VIH/SIDA ?

Dans la **troisième partie** de l'atelier a eu lieu une discussion finale entre tous les participants et l'équipe SLE pour valider les résultats des sous-groupes. Pour faciliter cette discussion, les idées des deux sous-groupes ont été visualisées et présentées au plénum. Les résultats de cette dernière discussion de l'atelier ont constitué la base pour l'élaboration suivante du Plan d'Action.

### **3.3.6 Mise au point du Plan d'Action**

Dans la **phase de la mise au point du Plan d'Action** qui a suivi l'atelier intermédiaire, il était important de poursuivre la discussion avec la Direction et le personnel du PNA sur le format et le contenu du Plan d'Action. L'équipe SLE a utilisé les résultats de l'atelier intermédiaire pour élaborer une première version du Plan d'Action. Au moyen de cette première version la concertation avec le PNA a été reprise pour garantir la coordination avec le Parc. Dans ce processus de discussions avec le PNA, les activités, les bénéficiaires, les responsabilités concernant les actions ainsi que les frais et prestations nécessaires pour sa mise en œuvre ont été concrétisés.



Par la suite, le contenu du Plan d'Action a été **décidé en accord** avec le PNA et l'équipe SLE a rédigé la version finale. Au terme travail dans le PNA, le Plan d'Action achevé a été remis à la Direction du PNA, au Point Focal et à d'autres acteurs à l'occasion de la **présentation finale** du Plan d'Action au PNA.

### **3.3.7 Elaboration des recommandations pour l'ANGAP et d'autres gestionnaires des Aires Protégées**

Les recommandations élaborées pour le siège de l'ANGAP et les autres Aires Protégées sont issues d'un processus de travail qui a eu lieu pendant toute la durée du projet à l'étranger, y compris la phase de préparation préliminaire et de synthèse en Allemagne.

Les informations essentielles pour l'élaboration des recommandations proviennent des sources suivantes :

- **entretiens** avec les acteurs issus des domaines de la gestion des ressources naturelles, en particulier la gestion de Aires Protégées et VIH/SIDA sur place à Madagascar
- les **ouvrages de référence** utilisés lors de l'établissement de cette étude,
- l'**atelier au siège de l'ANGAP** à Antananarivo pour la présentation du concept de l'étude au début du séjour à Madagascar et
- les **expériences** acquises lors de l'élaboration du *Plan d'Action*.

Les informations recueillies à partir des sources citées ont été évaluées pour répondre aux principales questions suivantes et un premier avant-projet des recommandations en a résulté :

- Quelles chances s'offrent au *Réseau de l'ANGAP*, s'il s'engage activement dans la problématique du VIH/SIDA ?
- Quel rôle peut et doit avoir le siège de l'ANGAP pour intégrer le Mainstreaming-VIH/SIDA dans son travail et pour encourager l'élaboration et la mise en œuvre des Plans d'Action dans d'autres Aires Protégées ?
- Quelles mesures doivent prendre les autres Aires Protégées pour élaborer et mettre en œuvre les Plans d'Action ?

Dans une **deuxième étape**, l'avant-projet a été présenté lors de l'atelier final au siège de l'ANGAP à la fin du séjour à Madagascar et discuté avec les

participants.

La **présentation du Plan d'Action** VIH/SIDA pour le Parc National Ankarafantsika lors de l'atelier final a été particulièrement importante pour l'élaboration des recommandations, accompagnée de discussion en plénière et en petits groupes sur les thèmes « l'utilisation des résultats et l'intégration des mesures liées au VIH/SIDA au niveau des Aires Protégées » et « l'utilisation des résultats et l'intégration des mesures liées au VIH/SIDA au niveau du siège de l'ANGAP ».

La **dernière étape** a été la synthèse réalisée par l'équipe SLE en Allemagne et qui a abouti à la présentation des recommandations.

## 4 Résultats de l'analyse de la situation





Le chapitre suivant présente les résultats de l'analyse de la situation dans la région du PNA vis-à-vis du VIH/SIDA, qui était exécutée selon la méthodologie décrite dans le chapitre 3.3. Le premier sous-chapitre (chapitre 4.1) se rapporte à l'analyse de l'organisation. Ensuite, les résultats de l'analyse de vulnérabilité (chapitre 4.2) et de l'analyse des acteurs (chapitre 4.3) sont présentés.

## 4.1 Analyse de l'organisation du PNA

### Motivation du personnel pour l'intégration du thème VIH/SIDA

Au cours des interviews, la plupart des membres du personnel a déclaré d'une manière plus ou moins forte, **l'importance d'intégrer le thème VIH/SIDA** dans le travail du PNA. Dans de nombreux cas, l'épidémie du VIH/SIDA est perçue comme un problème qui concerne *le Parc* et sa région et pourrait perturber son fonctionnement. Plusieurs membres du personnel ont expliqué que la santé de la population aux alentours du Parc doit être au cœur de l'intérêt du Parc, tant il est vrai que seules les personnes bien portantes peuvent conserver la nature.

En outre, quelques interlocuteurs de l'équipe du PNA ont souligné la volonté de l'ANGAP et des bailleurs de fond de soutenir l'intégration du thème VIH/SIDA dans la gestion des Aires Protégées. Le Parc jouait également un rôle majeur d'appui au développement de la région et a ainsi le devoir d'améliorer la santé des populations riveraines. Dans cette optique, la sensibilisation au VIH/SIDA est considérée par les représentants de l'équipe du PNA comme **une tâche importante** qui devrait être remplie plus intensivement dans le futur. Les **avantages comparatifs** suivants du PNA dans la lutte contre le VIH/SIDA ont été mentionnés par le personnel :

- Les AGPs sont en contact direct avec les populations riveraines.
- Ils entretiennent des relations étroites avec les associations et comités villageois, de même qu'avec les structures étatiques.
- Ils sont expérimentés en méthodes IEC, qui peuvent également être utilisées dans la sensibilisation VIH/SIDA.
- La répartition des bases permet d'atteindre les villages difficilement accessibles.

D'autres membres du personnel ont exprimé une **opinion plus modérée** concernant l'intégration du thème VIH/SIDA dans le travail du PNA. Ils doutent du bien-fondé d'un tel engagement du PNA et craignent que les possibilités du PNA d'intervenir au niveau de la gestion des ressources naturelles diminuent, si des moyens financiers et temps de travail sont consacrés à la lutte contre le VIH/SIDA

### **Points forts et points faibles des activités VIH/SIDA réalisées par le PNA**

Les informations recueillies au cours des interviews sur les activités relatives au VIH/SIDA déjà réalisées par le PNA (cf. chapitre 2.3.3) ont été systématisées sous forme de **tableau** (cf. tableau).

<b>Activités principales réalisées par le PNA au sujet du VIH/SIDA</b>	<b>Sous-activités</b>	<b>Points forts</b>	<b>Défis</b>
<b>Directeur du Parc, Conseiller Technique Principal Point Focal</b>			
Création d'un Point Focal en coopération avec la GTZ Santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>sélection et formation du Point Focal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>il existe une concentration et coordination des activités VIH/SIDA du PNA</li> <li>il existe une personne de contact</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>les activités et fonctions du Point Focal ne sont pas connues par tout le personnel</li> <li>il y a une double charge pour le Point Focal (AGP et Point Focal)</li> </ul>
Formation d'éducateurs pairs (prévue)			
			<ul style="list-style-type: none"> <li>la Direction n'a pas encore clairement défini sa position et ses principes en matière de prévention du VIH/SIDA</li> </ul>

Point Focal			
Sensibilisation au VIH/SIDA sur le lieu de travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>• sensibilisation aux réunions</li> <li>• distribution de préservatifs et dépliants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la majorité du personnel possède une connaissance de base sur le VIH/SIDA</li> <li>• des préservatifs gratuits sont disponibles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• quelques membres du personnel n'ont pas assisté aux réunions de sensibilisation</li> <li>• le besoin d'avoir plus d'informations sur le VIH/SIDA existe encore auprès de quelques membres du personnel</li> <li>• la distribution des préservatifs n'est pas anonyme</li> <li>• il n'est pas clair si les préservatifs sont utilisés</li> </ul>
Sensibilisation au VIH/SIDA au niveau de la population riveraine	<ul style="list-style-type: none"> <li>• choix des communes cibles</li> <li>• distribution des dépliants</li> <li>• coopération avec associations</li> <li>• sensibilisation d'une association féminine, d'un groupe de jeunes et d'une école</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la population est plus sensibilisée</li> <li>• diverses autorités locales et personnes clés sont informées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• le choix des villages et groupes cibles est fait d'une manière peu spécifique</li> <li>• il manque de matériel d'information et d'équipement technique (films etc.)</li> <li>• Le Point Focal manque de temps, par exemple les villages éloignés ne peuvent pas être visités</li> </ul>
Contact avec des organisations actives dans le domaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>• contacts avec PMPS pour la distribution des radios</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• des synergies et l'échange d'informations sont possibles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• des contacts permanents n'existent pas encore</li> </ul>

VIH/SIDA	<ul style="list-style-type: none"> <li>manivelles</li> <li>contact avec CLLS</li> <li>participation à la journée mondiale SIDA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>le soutien mutuel est possible</li> </ul>	
<b>Volet Ecotourisme</b>			
Sensibilisation VIH/SIDA des touristes	mise à disposition de dépliants et préservatifs à la réception pour les touristes	les touristes sont pris en considération, compte tenu de l'augmentation prévisible des fréquentations touristiques	les préservatifs sont peu demandés par les touristes l'offre des préservatifs n'est pas anonyme
<b>Agents du Parc (AGPs) et Responsable Education Environnementale</b>			
Sensibilisations occasionnelles sur le VIH/SIDA		<ul style="list-style-type: none"> <li>les AGPs sont en contact direct avec la population</li> <li>les AGPs possèdent une connaissance approfondie sur les méthodes IEC</li> <li>la répartition des bases permet aussi d'atteindre les villages difficilement accessibles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>des mesures de lutte contre le VIH/SIDA ne sont pas prévues aux PATs</li> <li>il manque de matériel didactique</li> <li>les AGPs sont pleinement occupés à exécuter leurs tâches actuelles</li> </ul>
Distribution de préservatifs pour la population dans les bases sur demande		<ul style="list-style-type: none"> <li>la population peut accéder gratuitement des préservatives</li> <li>le PNA manifeste sa volonté de s'engager dans la lutte contre le VIH/SIDA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>les préservatifs sont peu demandés par la population</li> </ul>



## **Propositions mentionnées pour améliorer et intensifier les activités VIH/SIDA**

Lors des interviews, des membres du personnel ont proposé que la **Direction du Parc** devrait :

- définir et clarifier les tâches et la position du Point Focal d'une manière plus détaillée,
- élaborer une politique officielle en matière VIH/SIDA sur le lieu de travail.

Au sujet de la sensibilisation au VIH/SIDA au sein du personnel par le **Point Focal**, il a été suggéré de :

- renforcer la présence du thème VIH/SIDA sur le lieu de travail (par posters, dépliants etc.),
- organiser plus de réunions de sensibilisation,
- installer une boîte anonyme de préservatifs,
- organiser un test de dépistage volontaire.

Concernant la sensibilisation de la population riveraine au VIH/SIDA par le Point Focal, quelques employés ont proposé de :

- établir une stratégie de lutte contre le VIH/SIDA se concentrant sur les villages non-sensibilisés,
- appuyer la création d'associations ou clubs actifs dans la lutte contre le VIH/SIDA,
- établir des contacts approfondis et permanents avec d'autres acteurs.

Pour le **volet Ecotourisme**, il a été proposé de :

- sensibiliser les associations féminines collaborant<sup>14</sup> avec le PNA,
- établir des mesures de prévention du tourisme sexuel en collaborant avec les différents opérateurs touristiques.

En ce qui concerne le travail du **Responsable Education Environnementale** et

---

<sup>14</sup> Différentes associations féminines sont responsables, entre autres, du restaurant du parc et d'un terrain de Camping dans un village voisin.

des **AGPs**, il a été fait la proposition de :

- lier la sensibilisation VIH/SIDA à la sensibilisation environnementale,
- intégrer les mesures VIH/SIDA dans les PATs, concordant avec les autres tâches,
- former les AGPs sur le thème VIH/SIDA,
- acquérir du matériel didactique pour la sensibilisation VIH/SIDA,
- interagir d'une manière plus intense avec d'autres acteurs actifs dans le domaine VIH/SIDA.

## 4.2 Analyse de vulnérabilité

La vulnérabilité de la population d'une région vis-à-vis le VIH/SIDA découle de plusieurs facteurs sociaux, culturels et économiques. Ils sont liés étroitement et se déterminent réciproquement. Pour exposer les résultats d'analyse de vulnérabilité, la figure 5 présente un schéma des facteurs essentiels identifiés par l'équipe SLE au cours de l'analyse dans la région du PNA.

### La pauvreté

Le SIDA est une maladie qui concerne aussi bien les pauvres que les riches, car le virus ne tient pas compte de la position sociale. Cependant, certains auteurs parlent du SIDA comme d'une « **maladie de la pauvreté** » (HEMRICH, SCHNEIDER, 1997, p. 33) car des conditions de vie particulières liées à la pauvreté, ont une influence directe ou indirecte sur la vulnérabilité des personnes vis-à-vis du VIH/SIDA. Une grande partie de la population malgache vit dans la pauvreté<sup>15</sup> et cela est valable à l'intérieur de la région du PNA ; les facteurs liés à la pauvreté se manifestent également ici et sont d'une importance fondamentale pour la vulnérabilité des personnes vis-à-vis du VIH/SIDA. L'influence directe de la pauvreté sur le risque de transmission du VIH se manifeste par exemple par la prostitution qui représente la seule issue pour certaines femmes pour s'en sortir.

---

<sup>15</sup> Environ 70 % de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté à Madagascar avec FMG 988.600 (env. € 80 Euro) par an et par tête (REPUBLIQUE DE MADAGASCAR, 2003).

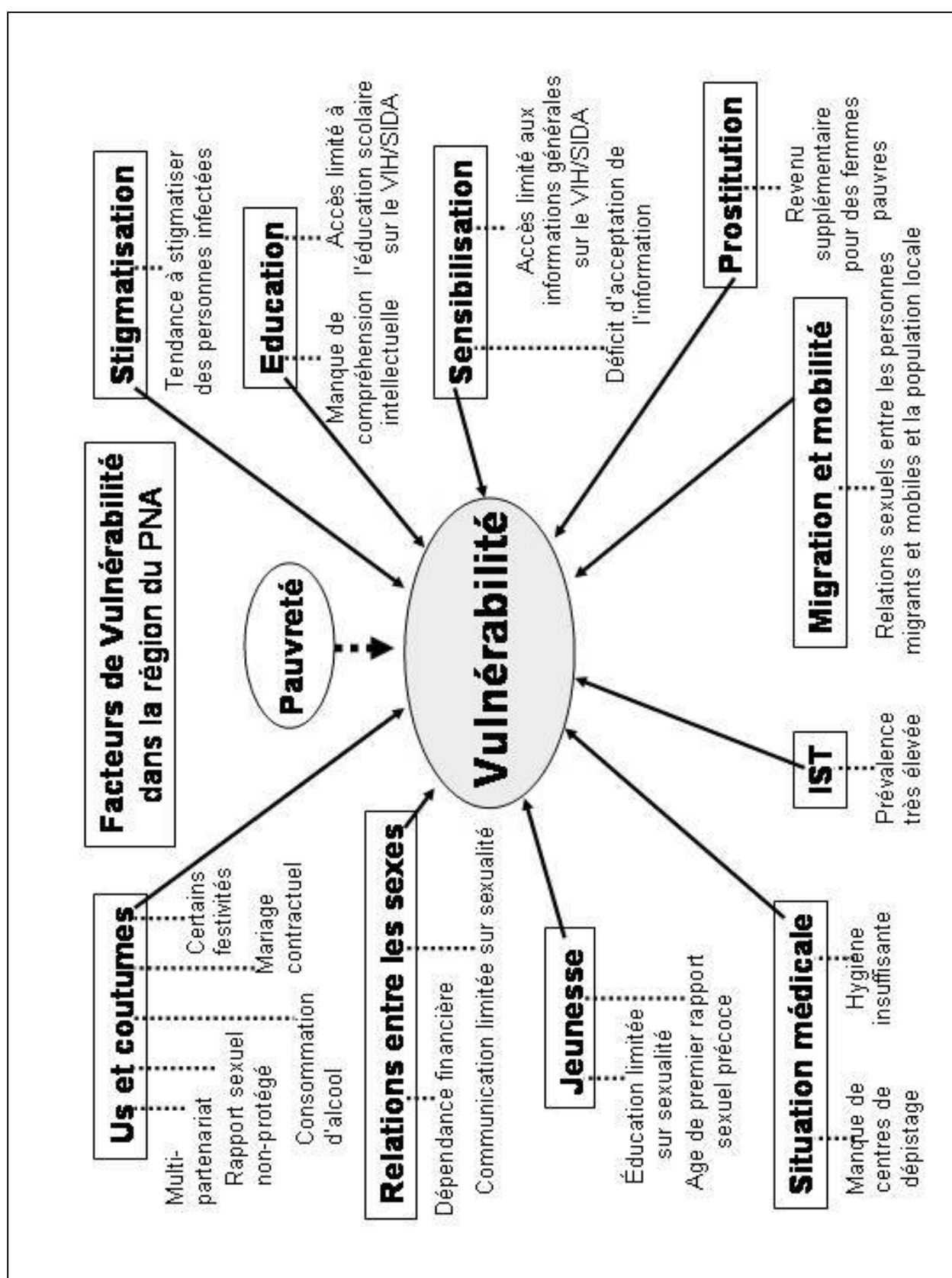


Figure 5 : Facteurs de vulnérabilité

(Source : croquis des auteurs)

D'autres conséquences de la pauvreté sont la mauvaise qualité des soins médicaux en général et une sensibilisation sur le VIH/SIDA rendue difficile à cause de l'analphabétisme. Par ailleurs, du fait d'une mauvaise situation alimentaire et à cause des infections répétées, la période d'incubation du SIDA peut se raccourcir. En principe, il est moins prioritaire pour les gens dont la seule préoccupation est d'assurer leur survie au jour le jour, de prendre des précautions pour empêcher une infection dont ils ne subiront les conséquences qu'après des années (HEMRICH, SCHNEIDER, 1997).

La pauvreté doit ainsi être considérée comme une **condition générale** qui influence et intensifie la vulnérabilité des personnes atteintes du VIH/SIDA. La majorité des facteurs de vulnérabilité présentés ci-après ont pour origine la pauvreté.

## **Us et coutumes**

La culture malgache n'est pas jugée comme un facteur de vulnérabilité en général, mais certaines caractéristiques particulières de la culture favorisent la vulnérabilité vis-à-vis du VIH/SIDA.

- Le **multipartenariat** sexuel est habituel dans la région du PNA. Les partenariats extraconjugaux sont particulièrement répandus parmi les hommes, surtout avec des femmes jeunes et célibataires. Une expression fréquemment utilisée dans la zone du PNA pour désigner un partenaire extraconjugal est « le deuxième bureau ». La transition du multipartenariat à la prostitution est courante, puisque les rapports sexuels extraconjugaux sont souvent payants - soit en liquide, soit sous forme de cadeaux. Le changement fréquent de partenaires exerce une influence particulière sur la vulnérabilité vis-à-vis du VIH/SIDA.
- Bien qu'il n'existe pas d'informations précises sur le taux de l'**utilisation de préservatifs**, les résultats de l'analyse permettent de présumer que, dans la plupart des cas, le rapport sexuel est effectué sans protection. Bien que les préservatifs soient déjà accessibles dans beaucoup de villages de la zone d'intervention du PNA, il existe une aversion et une certaine hésitation quant à leur utilisation. Toutefois, quelques interlocuteurs ont déclaré que l'acceptation de préservatifs augmente grâce à une perception plus étendue du VIH/SIDA.
- Selon quelques interlocuteurs, la **consommation d'alcool** chez les hommes

est répandue dans la région, surtout pendant les festivités. La consommation d'alcool favorise un comportement négligent à l'égard du VIH/SIDA.

- Le **mariage contractuel** est pratiqué par quelques ethnies vivant dans la zone d'intervention du PNA (comme les Sakalava et les Tsimihety). Cette tradition représente une source de revenus additionnels pour la famille puisque les filles sont mariées plusieurs fois consécutives pour une certaine période et chaque fois les familles de ces filles reçoivent une dot.
- **Certaines festivités** traditionnelles, p. ex. le Doany, une festivité des Sakalava en mémoire des ancêtres, donnent une ambiance de liberté sexuelle. Pendant ces festivités, des rapports sexuels extraconjugaux avec plusieurs partenaires sont autorisés et le refus des actes sexuels est faible.

## **Relations entre hommes et femmes**

En général à Madagascar, le pouvoir de décision – y compris sur des questions de la sexualité, comme l'utilisation de préservatifs – appartient aux hommes. Au-delà, il est possible de constater des facteurs spécifiques suivants, qui augmentent la vulnérabilité des femmes dans la région :

- La plupart des femmes sont **financièrement dépendantes** de leurs maris. C'est un facteur de vulnérabilité des femmes, car la dépendance financière augmente le risque pour les femmes de tomber dans l'indigence.
- La **communication sur la sexualité** entre femmes et hommes est très limitée. Cette communication pose un tabou, si des membres féminins et masculins de la famille sont ensemble. Même entre les couples, il ne semble pas facile d'aborder les thèmes de la sexualité. Le fait que l'infection par voie sexuelle est le principal mode de transmission du virus à Madagascar (cf. chapitre 2.1.2), rend l'urgence d'une communication sur la sexualité entre femmes et hommes nécessaire, pour que surtout les femmes puissent avoir plus d'influence sur leur propre protection contre l'infection.

## **Jeunesse**

- Le problème du **manque de la communication** touche aussi la jeunesse. Le sujet de la sexualité, incluant le risque d'infection au VIH/SIDA, est négligé

dans la communication en famille. La plupart des jeunes ne sont pas assez éduqués sur la sexualité, surtout pas de la part de leurs parents.

- Dans la région du PNA, **l'âge au premier rapport sexuel** est normalement précoce, c'est à dire pour les filles vers l'âge de 12-13 ans, pour les garçons peu après. À cet âge, beaucoup de jeunes ne sont pas encore capables d'estimer les risques et conséquences de leur comportement ; et même s'ils les connaissent, le pouvoir des jeunes filles de réclamer l'usage de condoms est très limité.

### **Situation médicale**

- La région du PNA **manque de centres de dépistage** gratuits et anonymes. Jusqu'à présent, il existe des efforts pour établir des possibilités de dépistage dans le cadre d'un programme mère/enfant, mais elles ne sont ni anonymes ni ouvertes aux hommes. Sans possibilité de dépistage, la population rurale ne peut pas apprendre son état VIH.
- En outre, plusieurs services publics et traditionnels de santé souffrent de **manque d'hygiène**. L'utilisation du même matériel médical, sans stérilisation, pour plusieurs patients renforce le risque de transmission du VIH par le sang.

### **Infections Sexuellement Transmissibles**

D'autres Infections Sexuellement Transmissibles (IST) curables, comme la syphilis, augmentent le **risque physique** de la transmission du VIH (cf. chapitre 2.1.2). En conséquence, les IST sont souvent indiquées comme porte d'entrée du VIH. Le taux national des IST à Madagascar est considéré comme très élevé ; dans la région du PNA le taux de prévalence de la syphilis, par exemple, est à environ 10% (MINISTERE DE LA SANTE, 2003).

### **Migration et mobilité**

La migration et la mobilité constituent des facteurs de vulnérabilité dans la région à condition qu'il existe des **contacts sexuels** entre la population de la région du

PNA et les personnes migrantes ou mobiles venant des autres régions. Souvent, ils restent loin de leurs familles pendant un certain laps de temps qui varie en fonction des causes de leur migration ou mobilité. Selon les interlocuteurs, des relations sexuelles avec la population sont probables. Le groupe des migrants et personnes mobiles dans la région du PNA est formé par des migrants de travail par exemple, les ouvriers agricoles, les touristes, les marchands, les chasseurs et les camionneurs.

## **Prostitution**

D'après les indications de quelques interlocuteurs, la prostitution est répandue aussi bien dans les grandes agglomérations de la région du PNA (Ankazamborona et Ambato-Boeni) que dans les petites communes et villages. Dans de rares cas, la prostitution représente l'unique source de revenu des femmes, mais la plupart du temps, le salaire pour les prestations sexuelles (cadeaux et argent liquide) sert aux femmes pauvres de **revenu supplémentaire** (cf. us et coutumes). Dans l'ensemble, la prostitution elle-même est peu visible dans les grandes agglomérations, ainsi il n'existe pas, par exemple à Ankazamborona, de quartiers rouges. Les travailleuses de sexe sont toutefois connues par la population, ce sont surtout des jeunes filles. L'utilisation des préservatifs semble très rare et indésirable parmi les clients.

## **Education**

- La **fréquentation scolaire**, surtout chez les filles, est très faible dans la région du PNA. Même au cas où une information sur le VIH/SIDA était intégrée dans le programme scolaire dans toutes les écoles - ce qui n'est pas le cas jusqu'à maintenant - cela n'aurait touché que ceux qui sont en mesure de fréquenter une école.
- En plus, le bas niveau d'éducation favorise un **manque de compréhension** des circonstances très complexes de l'infection du VIH et de la maladie SIDA.

## Sensibilisation

- D'un côté, l'**accès à l'information** sur le VIH/SIDA est très limité dans les villages éloignés de la RN4 qui traverse le PNA, et si le cas se présente, la transmission de l'information se fait d'une manière discontinue. Cette discontinuité est causée par l'inaccessibilité pendant la saison de pluies et par le manque d'accès aux mass media, comme la radio. Par conséquent, la sensibilisation sur le VIH/SIDA, dans les localités éloignées, se limite souvent aux campagnes très ponctuelles et souvent peu efficaces.
- D'un autre côté, selon l'estimation des interlocuteurs, la plupart de la population vivant le long de l'axe RN4 a déjà entendu parler du VIH/SIDA - des modes de transmission et des possibilités de se protéger etc. Mais les gens ont du mal à accepter l'existence du VIH/SIDA. Entre autres, cela vient du fait qu'ils ne connaissent personne qui soit déclaré ou connu comme infecté par le VIH ou sidéen.

## Stigmatisation

Aucune personne infectée du VIH n'est connue par la population dans la région du PNA jusqu'à maintenant. Toutefois, une projection sur l'avenir semble montrer une **tendance à la stigmatisation** des personnes séropositives. Plusieurs interlocuteurs pensent que les **personnes séropositives** devraient être exclues des communautés villageoises, puisqu'elles représentent un risque d'infection pour toute la population. On pourrait ainsi courir le danger que les premiers séropositifs connus publiquement soient victimes d'une stigmatisation.

Déjà au moment de l'analyse, la stigmatisation a été considérée comme un facteur de vulnérabilité parce qu'elle contribue entre autres à une atteinte à la communication ouverte sur le VIH/SIDA.

## Conclusions pour la prévention future

L'analyse de vulnérabilité, de même que les autres analyses exécutées dans le cadre de la présente étude ont montré que beaucoup d'activités de prévention VIH/SIDA ont été initiées et menées dans la région du PNA. Néanmoins, la prévention se trouve encore à un stade plus ou moins initial. Le niveau



d'information et de compréhension n'est pas encore très élevé et la plupart de la population n'est pas encore consciente de la gravité du problème VIH/SIDA. Par conséquent, le comportement du risque persiste.

Au vu des facteurs de vulnérabilité, les cinq **principes** suivants ont été élaborés **pour la prévention** future dans la région. Elles doivent servir au développement concret des stratégies de prévention qui nécessite néanmoins une discussion ultérieure au niveau local.

- **Education** : A cause du niveau d'éducation assez bas de la majorité de la population dans la région, il est important d'employer un langage et une approche compréhensible pour toute la population ciblée au cours de la prévention. Cela concerne aussi les matériels didactiques employés pour la prévention.
- **Stigmatisation** : Un objectif essentiel de la prévention devrait être la réduction de la discrimination des personnes infectées du VIH ou malades du SIDA.
- **Relations entre les sexes et jeunesse** : Les différents sous-groupes de la population, femmes et hommes, jeunes et vieux, vivent dans des circonstances distinctes concernant le VIH/SIDA. Ils ont différents besoins et différentes possibilités pour changer de comportement - p. ex. les hommes ont plus la possibilité d'exiger l'usage de condoms lors du rapport sexuel. Il est recommandé d'adapter les contenus de la prévention aux situations spécifiques du genre et de l'âge.
- **Situation médicale** : Les conseils donnés en cas de crainte d'une infection ou de la maladie doivent tenir compte de la situation actuelle du service médical, p. ex. la population en milieu rural n'a pas encore accès au service de dépistage. Tant que cet accès n'existe pas, il est peu conseillé de recommander un test du VIH aux gens dans la région du PNA comme partie essentielle de la prévention personnelle. D'abord il est important de renforcer les efforts de développement des centres de dépistage.
- **Us et coutumes** : Il est indispensable d'adapter le contenu des campagnes de prévention aux circonstances culturelles données au lieu de donner une image généralement négative des traditions qui exercent une influence sur la propagation du VIH/SIDA. C'est le cas des modes de comportement lors de certaines festivités (voir plus haut). Par exemple, on pourrait envisager de convaincre les chefs traditionnels à approuver l'utilisation de préservatifs lors

des festivités comme le Doany.

Il est par ailleurs important de mentionner que la prévention, ayant pour **objectif le changement des comportements à risque**, est un processus très long. Par conséquent, seules les activités de prévention continue à long terme ont une chance élevée d'influencer le comportement.

Des **leaders d'opinion locaux** pourraient prendre une position influente comme représentants et multiplicateurs de la lutte contre le VIH/SIDA. Ils sont plus capables que des personnes externes de communiquer le message à la population d'une manière compréhensible et de mettre en évidence l'urgence d'un changement de comportement. Les personnes et organisations suivantes ont été identifiées comme leaders d'opinion et multiplicateurs eventuels :

- **Autorités locales** : Maires, Chefs des Villages, Chefs des Quartiers, notables, leaders traditionnels, personnes âgées, représentants religieux, sages-femmes, guérisseurs,
- **Associations et organisations** : associations des femmes, associations des jeunes, clubs sportifs, OCB.

### 4.3 Analyse des acteurs

L'analyse décrite ci-dessus conduit à quatre résultats : (1) la catégorisation des acteurs en quatre types, (2) l'élaboration d'une liste des acteurs identifiés (3) l'élaboration d'une carte d'intervention des acteurs et (4) l'élaboration des conclusions.

#### La catégorisation des acteurs

Comme le secteur de la lutte contre les VIH/SIDA est encore relativement jeune à Madagascar, ce secteur est dynamique et le *paysage des acteurs* est très changeant. Néanmoins, une typologie des acteurs basée sur les acteurs existants a été élaborée et a permis de typer des acteurs futurs, puis d'identifier facilement leurs relations potentielles avec les PNA.

**Les relations potentielles** entre le PNA et les acteurs sont : 1. Un **acteur**

**donne de l'appui** ou assistance au PNA relatif à la lutte contre le VIH/SIDA – indiqué par une flèche blanche à gauche ⇐ dans les tableaux. **2.** Un acteur **reçoit de l'appui** ou assistance par le PNA – indiqué par une flèche noire à droite ➡ dans les tableaux. La typologie résultante permet au PNA de décider dans quel sens il peut collaborer avec un acteur défini.

Les types d'acteurs sont décrits ci-dessous :

<b>Organisations communautaires de base (OCB) et Associations reconnues par les autorités locales</b>	
Caractéristiques particulières :	Représentées dans la majorité des communes, expérimentées comme organisme, reconnues par les autorités locales
Rayon d'action :	Interventions au niveau de leurs villages et/ou de leurs communes
Sources de financement :	PMPS, coopérations technique et financière
Activités principales :	<b>Information, Education, Communication</b>
Relations potentielles avec le PNA* :	➡ Appui à leur création et renforcement ➡ Facilitation du contact avec d'autres acteurs (mise en réseau) ➡ Appui logistique et/ou en matériel ⇐ Intégration de leurs représentants lors des réunions organisées par le PNA
Représentants (exemples) :	Loharantsoa, Fimmezana, Mendrika

<b>Organisations Non-Gouvernementales (ONG) locales</b>	
Caractéristiques particulières :	Expérimentées en tant qu'organisation, reconnues par l'administration, experts en VIH/SIDA dans l'équipe
Rayon d'action :	Mobilité selon contrat / financement, en général en dehors du lieu du siège, moyens de déplacement disponibles (par transport public et/ou véhicules à leur disposition)

Sources de financement :	PMPS, coopération technique et financière, don
Activités principales :	<b>Formation des promoteurs</b> <b>Conception et/ou production de messages et des supports</b> <b>IEC</b>
Relations potentielles avec le PNA* :	<p>➡ Facilitation du contact avec d'autres acteurs (mise en réseau)</p> <p>➡ Appui logistique et/ou en matériel</p> <p>➡ Intégration de leurs représentants lors des réunions organisées par le PNA</p> <p>↔ Utilisation de leurs services (p. ex. IEC) pour le PNA</p>
Représentants (exemples) :	ONG GREEN, SAF-FJKM, Croix Rouge, ONG Salohy, MENDRIKA, Matoy

<b>Partenaires techniques et ONG internationales (y compris les projets de la coopération bi- et multilatérale)</b>	
Caractéristiques particulières :	Spécialisé en VIH/SIDA, fonctionnement de l'organisme assuré, disponibilité des ressources et de l'expertise, financement assuré
Rayon d'action :	Mobilité selon contrat / financement ; en dehors du lieu du siège, moyens de déplacement disponibles (propriété du projet/partenaires et/ou transport public), accès aux zones rurales, projets ayant une zone d'intervention élargie
Sources de financement :	Bailleurs de fonds internationaux et bilatéraux, don
Activités principales :	<b>Formation des promoteurs</b> <b>Conception et/ou production de messages et de supports</b> <b>IEC</b> <b>Conseil et Dépistage Volontaire (CTV)</b> <b>Marketing social des condoms</b> <b>Appui technique et financier des acteurs locaux</b>

Relations potentielles avec le PNA* :	<p>➡ Mise à disposition des informations locales</p> <p>↔ Utilisation de leurs services (p. ex. IEC, formation) pour le PNA</p> <p>↔ Mise à disposition de matériel didactique, préservatifs, etc.</p> <p>↔ Suivi et évaluation des activités IST/VIH/SIDA du PNA</p>
Représentants (exemples) :	Alliance Internationale contre le VIH/SIDA, PSI, GTZ-Santé, PMPS

### Secteur public de la Santé et structures officielles de coordination de la lutte contre le VIH/SIDA

Caractéristiques particulières :	Représentés dans toutes les communes, expérimentés dans le secteur de la santé et du VIH/SIDA
Rayon d'action :	Concentration des activités dans CSB/CHD (et dans un rayon de 30 à 60 km aux alentours), Sous-préfecture
Financement :	Fonds budgétaires des ministères respectifs, coopération technique et financière
Activités principales :	<p><b>Formation des promoteurs</b></p> <p><b>IEC</b></p> <p><b>Conseil et dépistage volontaire</b></p> <p><b>Appui technique des acteurs locaux (p. ex. formation)</b></p>
Relation avec PNA* :	<p>➡ Appui logistique aux acteurs éloignés</p> <p>↔ Utilisation de leurs services (p. ex. IEC, formation) pour le PNA</p> <p>↔ Données concernant la situation de santé dans la région du PNA</p>
Représentants (exemples) :	Ministère de la Santé, CSB (privé et public), cabinets médicaux privés, CHD, CNLS, CPLS, CLLS, CLLS-communaux

### Liste des acteurs identifiés

Afin de faciliter la prise de décision du PNA dans le choix des acteurs avec

lesquels il peut collaborer dans les activités proposées dans le Plan d'Action, une liste a été élaborée qui décrit tous les acteurs rencontrés lors de la phase d'enquête. Les acteurs sont classés dans cette liste selon la typologie présentée auparavant. La liste décrit les caractéristiques relatives au potentiel des acteurs à collaborer avec le PNA. L'énumération des acteurs sert aussi d'information pour tous les intéressés et soutient ainsi la mise en réseau des acteurs de la région. Cette liste se trouve dans l'annexe # du Plan d'Action.

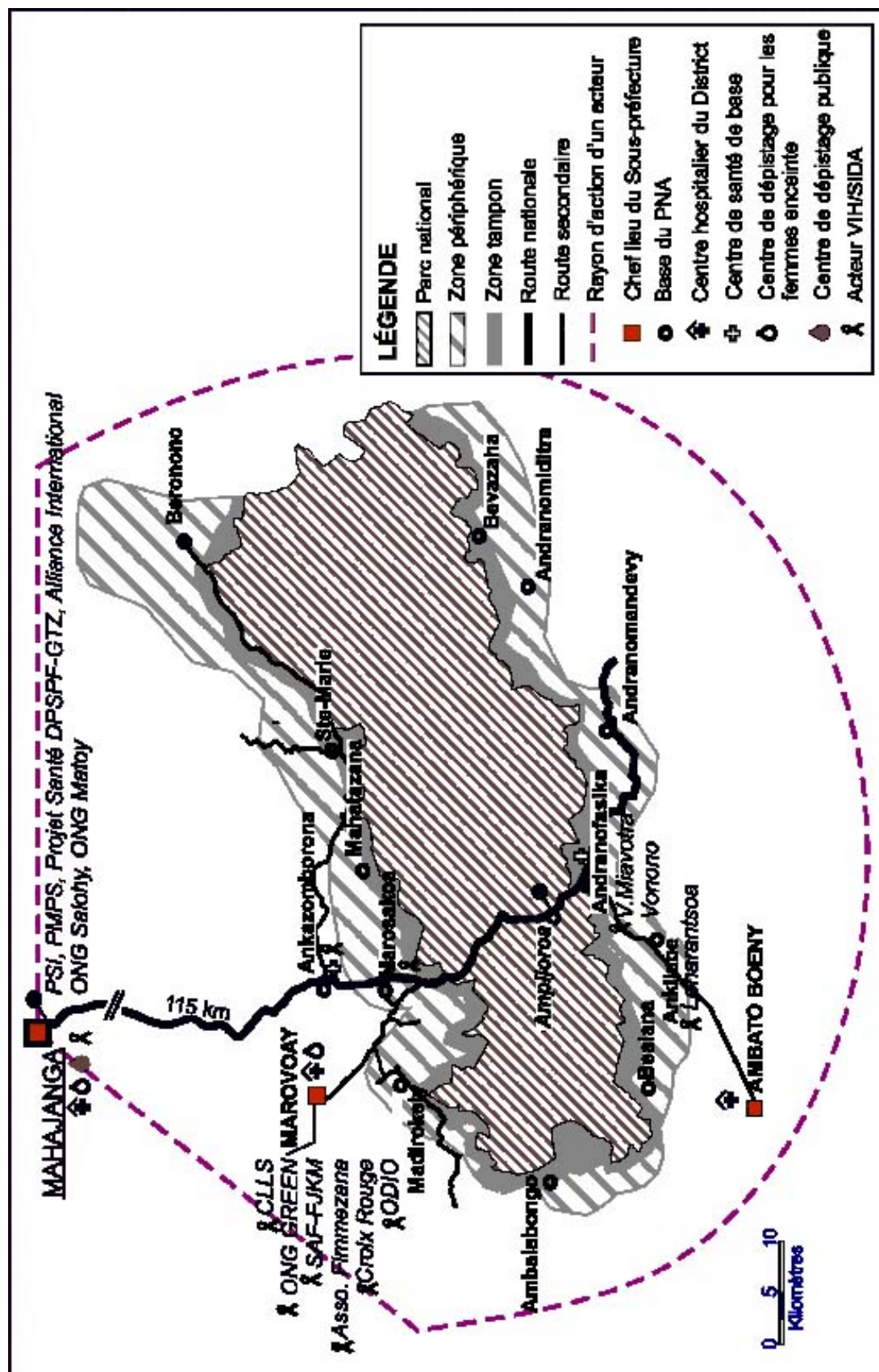
Vu que ce secteur est très dynamique et que l'analyse ne pouvait pas couvrir entièrement la Zone Périphérique du Parc National Ankarafantsika, cette liste présente la situation jusqu'au mois d'août et ne peut pas être exhaustive. Une actualisation régulière est ainsi recommandée. En dehors des analyses, la liste des acteurs est enrichie avec des informations du PMPS sur quelques acteurs qui n'ont pas fait partie des analyses ; ces acteurs sont indiqués.

### **Carte d'intervention des acteurs**

La carte d'intervention des acteurs (cf. carte 5, prochaine page) montre la région d'intervention du PNA (le Parc National, la Zone Tampon et la Zone Périphérique) et celle des acteurs dans la lutte contre le VIH/SIDA identifiés lors de l'analyse des acteurs. Les informations reflètent la situation au mois d'août 2004 et sont valables pour les régions enquêtées.

### **Conclusion de l'analyse des acteurs**

- Beaucoup d'acteurs rencontrés n'étaient pas informés sur d'autres acteurs qui interviennent dans la même région ou sur leurs activités. Ainsi, il apparaît que la **mise en réseau** des acteurs reste à améliorer.
- Les activités de lutte contre le VIH/SIDA se concentrent surtout dans les villes et villages (plus accessibles) tels que Marovoay et le long de la Route Nationale 4. En conséquence, les **communes éloignées** de la RN 4 et à peine accessibles par véhicules motorisés restent encore **peu touchées** par les activités. Il s'agit donc de développer en priorité les régions peu touchées par les activités de lutte contre le VIH/SIDA.



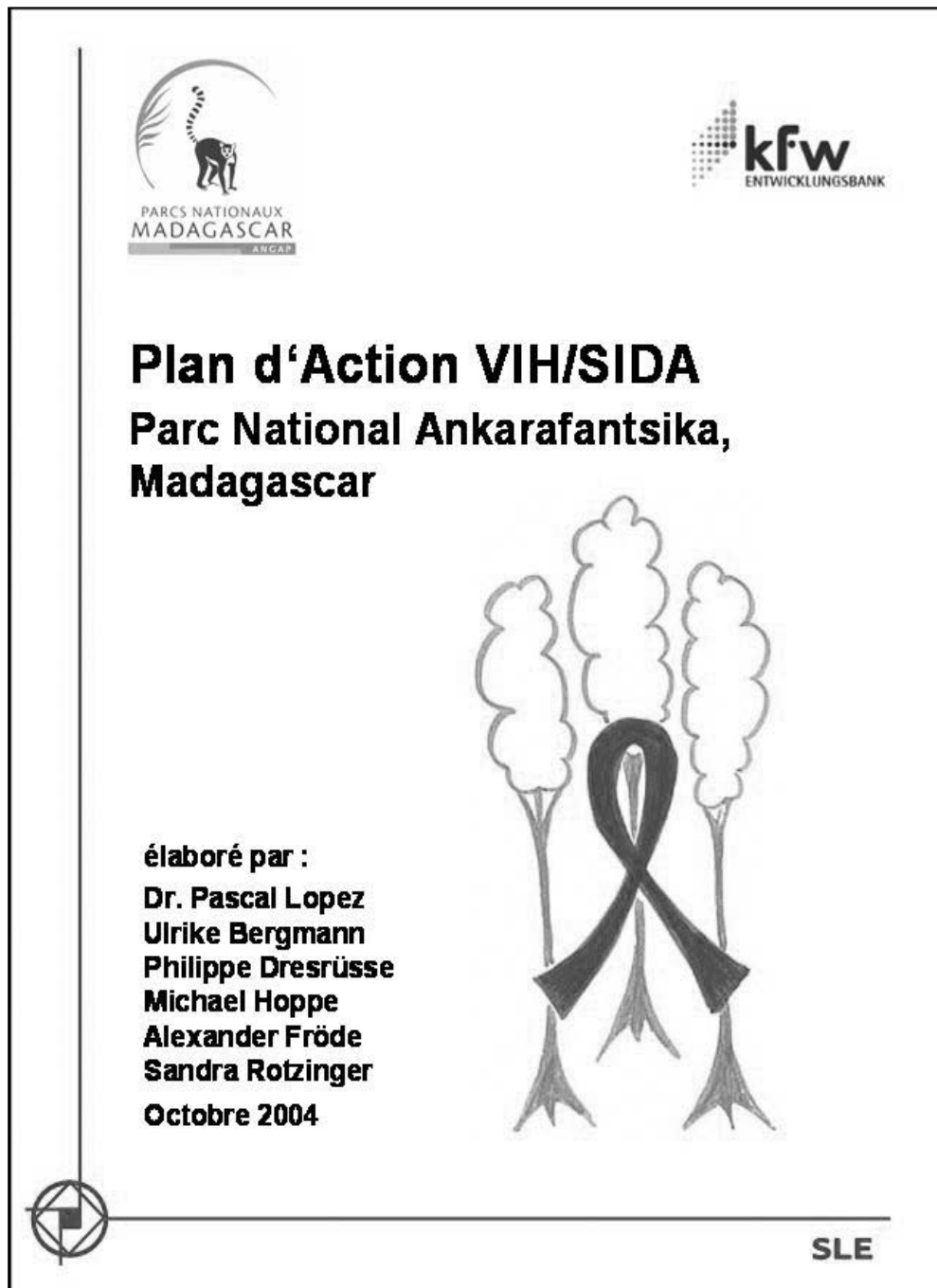
Carte 5 : Acteurs VIH/SIDA identifiés lors des analyses dans la zone du PNA

(Source : SIG : PNA mars 2001, adapté)

- Un nombre frappant des personnes rencontrées et engagées comme acteurs dans la lutte contre le VIH/SIDA viennent du **secteur de l'environnement**. Ainsi, ils ont travaillé auparavant pour les projets, ONG ou les administrations des secteurs de l'environnement, des Eaux et Forêts, de l'agriculture et activités similaires. Ce fait peut faciliter la collaboration entre le PNA et certains acteurs.
- La lutte contre le VIH/SIDA à Madagascar attire des fonds nationaux aussi bien qu'internationaux considérables. La stratégie d'appuyer financièrement la réponse locale vise à la création d'un grand nombre d'acteurs locaux et de micro-projets. Cette stratégie a pour effet un certain dynamisme du paysage des acteurs, qui complique l'orientation pour les acteurs de coordination. Par conséquent, la **transparence** des activités de tous les acteurs est nécessaire.



## 5 Le Plan d'Action VIH/SIDA du PNA





Le Plan d'Action VIH/SIDA du Parc National Ankarafantsika constitue l'essentiel de l'étude réalisée. C'est l'outil principal pour la réalisation de l'objectif 1 de l'étude, présenté dans le chapitre 3 et le résultat d'une grande partie des activités de la mission SLE. À l'aide du Plan d'Action VIH/SIDA, le PNA est en mesure d'intégrer le thème VIH/SIDA dans son travail d'une manière globale et bien ciblée. Le Plan d'Action a été développé à cet effet en tant que document original indépendant du rapport SLE (cf. CD ci-joint) et transmis au PNA avant la fin de la mission SLE à Madagascar. Ceci afin que le PNA puisse commencer directement à intégrer des mesures liées au VIH/SIDA dans la planification du travail de l'année suivante. Le Plan d'Action est un instrument spécialement développé pour le PNA mais il peut servir d'exemple utile à d'autres Aires Protégées dans la conception et la mise en œuvre de Plans d'Action similaires (cf. chapitre 6).

Etant donné que le Plan d'Action en tant que document indépendant, est suffisamment explicite, il n'est pas indispensable de lire la totalité du rapport SLE pour comprendre les cadres thématiques essentiels qui y sont traités dans un chapitre introductif, comme le lien entre le VIH/SIDA et la gestion des Aires Protégées, ainsi que les activités du PNA en matière de VIH/SIDA menées jusqu'ici.

L'introduction est suivie d'un chapitre « Comment lire et utiliser ce Plan d'Action », dans lequel figure une explication du caractère modulaire du Plan d'Action et son mode d'emploi. Le chapitre suivant décrit les tâches spécifiques, l'ancrage institutionnel et le profil du Point Focal VIH/SIDA qui assume la coordination et en partie la réalisation du Plan d'Action du PNA.

La partie centrale du Plan d'Action se compose de cinq Domaines d'action, dans lesquels les activités liées au VIH/SIDA planifiées et élaborées en commun avec le PNA sont présentées sous forme détaillée. Le Domaine d'action I donne une proposition concrète d'une **politique officielle sur le lieu de travail** (Workplace-Policy) du PNA et décrit les étapes nécessaires pour son intégration et sa mise en œuvre. Le Domaine d'action II présente en détail ce que le PNA peut faire pour son personnel et quelles sont les étapes nécessaires s'y rapportant (**programme interne**). Le Domaine d'action III décrit les activités du PNA concernant la population dans la zone d'intervention (**programme externe**). Les recommandations relatives au **Suivi et Evaluation** des Domaines d'action I-III cités et ainsi toutes les activités du PNA liées au VIH/SIDA sont présentées dans

le Domaine d'action IV suivant. Une adaptation et une planification des activités liées au VIH/SIDA pour les années suivantes sont ainsi assurées en même temps. Le dernier Domaine d'action (V) se réfère à la nécessité d'une **prise en considération générale du thème VIH/SIDA** dans le travail du PNA, c'est à dire la vérification de toutes les activités du PNA pouvant contribuer à la propagation du VIH/SIDA dans la zone d'intervention du PNA. Par ailleurs, il donne encore des recommandations sur l'approche dans ce domaine. L'**annexe** du Plan d'Action contient des documents nécessaires à la mise en œuvre directe du Plan d'Action, la **planification du budget** détaillée pour l'année 2005, la liste des **partenaires de coopération** potentiels du PNA dans ses activités contre le VIH/SIDA ainsi que le **cadre logique** du **Comité local de la Lutte contre le VIH/SIDA de Marovoay**.

Le Plan d'Action fournit une stratégie d'ensemble sur l'intégration du thème VIH/SIDA, tout en présentant une multitude d'actions concrètes qui à leur tour se composent de différentes activités. Sont mentionnés en détail les objectifs des différentes actions, leur relation avec les stratégies nationales et locales existantes en matière de VIH/SIDA, leurs bénéficiaires ainsi que le responsable du côté du PNA pour les actions respectives et ses partenaires de coopération. La description concrète de chaque activité est complétée par des indications concernant la fréquence et la durée ainsi que les frais et les prestations de service nécessaires à la mise en œuvre et se termine par les points importants à considérer particulièrement lors de la mise en œuvre.

Le Plan d'Action VIH/SIDA ne doit pas être compris comme un cadre rigide qui ne permette pas l'apport d'idées innovatrices pour améliorer la formulation de la stratégie VIH/SIDA du PNA. Le PNA est libre d'enrichir les contenus élaborés par d'autres idées. En outre, le caractère modulaire du Plan d'Action permet au PNA de réaliser quelques activités de manière flexible suivant son calendrier.

## **6 Recommandations pour l'ANGAP et autres gestionnaires des Aires Protégées**





Le chapitre suivant contient des recommandations relatives à la prise en compte du thème VIH/SIDA qui s'adressent à ANGAP en tant qu'organisme de tutelle des Aires Protégées malgaches et aux gestionnaires des différentes Aires Protégées à Madagascar. Il se réfère largement à la structure organisationnelle figurant dans le chapitre 2, des tâches de l'ANGAP (2.2) et de la *liaison entre la gestion des ressources naturelles et le VIH/SIDA* (chapitre 2.4.3). Après un chapitre d'introduction générale (chapitre 6.1), des recommandations au niveau du siège de l'ANGAP (chapitre 6.2) et au niveau des différentes Aires Protégées (chapitre 6.3) sont présentées.

## **6.1 Objectif et structure des recommandations**

L'engagement du Parc National Ankarafantsika dans la lutte contre le VIH/SIDA et l'engagement du siège central de l'ANGAP dans le développement d'une stratégie nationale pour le Mainstreaming-VIH/SIDA dans le secteur du *développement rural* étaient les deux Domaines essentiels d'activités liées au VIH/SIDA au sein du Réseau de l'ANGAP jusqu'à l'achèvement de la présente étude (cf. chapitre 2.2.3). Les risques d'une menace de propagation de l'épidémie du VIH/SIDA à Madagascar nécessitent à l'avenir le déploiement des possibilités de l'ANGAP en tant qu'employeur et acteur dans le domaine du développement régional, de manière plus intensive et à plus grande échelle, dans la lutte contre le VIH/SIDA.

De cette manière, ANGAP peut apporter une contribution significative à la lutte contre le VIH/SIDA à Madagascar à travers la promotion et la mise en œuvre d'autres Plans d'Actions sur le VIH/SIDA dans les parcs gérés par ANGAP et un Mainstreaming de VIH/SIDA dans l'organisation de l'ANGAP.

Une telle approche permet au Réseau de l'ANGAP :

- d'utiliser les possibilités des Aires Protégées dans la lutte contre le VIH/SIDA (cf. chapitre 2.4.3 et 4.1),
- d'assumer sa responsabilité sociale par la participation à la mise en œuvre de la stratégie multisectorielle du pays dans la lutte contre le VIH/SIDA (cf. chapitre 2.2.3),
- d'empêcher, par précaution et prévoyance, des effets négatifs futurs de

l'épidémie du VIH/SIDA (cf. chapitre 2.4.3) sur la capacité et le bon fonctionnement du Réseau de l'ANGAP. Ceci également face aux perspectives d'expansion du Réseau d'Aires Protégées et du développement de l'éco-tourisme dans les Aires Protégées.

- s'établir en tant que *bonne pratique* dans l'approche à grande échelle et cohérente des administrations nationales des Aires Protégées sur le thème VIH/SIDA.

Le chapitre 6.2 décrit le rôle que peut jouer le siège de l'ANGAP pour ancrer le thème VIH/SIDA dans son réseau dans le sens du Mainstreaming et pour remplir sa fonction en tant qu'organe de coordination des mesures liées au VIH/SIDA dans d'autres Aires Protégées. Un paragraphe est également consacré au financement des mesures importantes liées au VIH/SIDA.

Au niveau des différentes Aires Protégées, il est recommandé d'adapter l'approche méthodologique qui s'est avérée efficace dans l'élaboration du Plan d'Action du PNA. Les similarités institutionnelles et structurelles entre le PNA et les autres Aires Protégées du Réseau de l'ANGAP, la réponse positive à l'intégration des employés du Parc lors de l'élaboration du Plan d'Action par des acteurs impliqués et les expériences positives de l'équipe SLE par leur approche méthodologique sont des raisons essentielles pour une utilisation ultérieure de la méthodologie proposée ici.

Concernant les similarités entre les Aires Protégées malgaches qui justifient et favorisent le transfert des expériences du PNA sur d'autres Aires Protégées, les points suivants sont surtout à retenir :

- Toutes les Aires Protégées se voient contraintes d'apporter une contribution au développement régional (cf. chapitre 2.2.2).
- Toutes les administrations des Aires Protégées disposent des avantages comparatifs similaires dans la lutte contre le VIH/SIDA et peuvent compléter les activités d'autres acteurs de manière profitable. A cet effet, c'est surtout la coopération intensive et durable avec la population riveraine et les autorités locales des environs des Aires Protégées qui est importante (cf. chapitre 2.2.2 et 2.4.3).
- Les structures administratives des différentes Aires Protégées du Réseau de l'ANGAP sont similaires.



- Les Aires Protégées sont soumises à la même politique de gestion qui est élaborée et mise en œuvre de façon obligatoire par le siège de l'ANGAP.
- ANGAP est à la disposition de toutes les Aires Protégées en tant qu'instance de coordination.
- Une action prévoyante en ce qui concerne le VIH/SIDA est pertinente pour la garantie du bon fonctionnement futur de toutes les Aires Protégées (cf. chapitre 2.4.3).

Le **chapitre 6.3** reprend ces similarités et émet des **recommandations pour d'autres Aires Protégées**. Il décrit à travers cinq étapes l'approche recommandée pour celles-ci, en vue de clarifier - comme pour le PNA - à l'aide d'un Plan d'Action, leur rôle dans la lutte contre le VIH/SIDA et de réaliser des actions concrètes.

## **6.2 Le rôle du siège central de l'ANGAP**

Des recommandations à **deux niveaux** sont faites au siège central de l'ANGAP dans la suite de l'étude réalisée. Le siège de l'ANGAP devrait :

- travailler dans le cadre de la stratégie multisectorielle nationale et aboutir à ce niveau à des activités du Mainstreaming et
- soutenir les Aires Protégées du Réseau de l'ANGAP dans leur engagement contre le VIH/SIDA (cf. chapitre 6.3), créer pour cela des conditions générales favorables et jouer un rôle de coordination, de catalyseur et d'assistant dans le processus.

Suite aux activités déjà commencées (cf. chapitre 2.2.3), le **travail du siège central de l'ANGAP** devrait comporter les activités suivantes :

- la **coordination** des activités des différentes Aires Protégées eu égard à l'intégration du thème VIH/SIDA dans leur travail. On peut surtout énumérer parmi celles-ci l'élaboration, la mise en place et l'entretien d'un système adéquat d'échange d'informations entre les responsables des Aires Protégées en matière de VIH/SIDA et la conception et la mise en œuvre des activités communes ;

- le **soutien** des responsables des Aires Protégées en matière de VIH/SIDA par l'organisation des formations continues, la mise à disposition du matériel de travail et la mise en place d'un système d'encadrement pour des questions et problèmes organisationnels et techniques importants en matière de VIH/SIDA ;
- la diffusion des **informations** concernant les activités réalisées dans le PNA à tous les niveaux du Réseau de l'ANGAP, dans le but entre autres de discuter des expériences et d'identifier d'autres Aires Protégées prioritaires pour le développement des Plans d'Action ;
- l'établissement des possibilités d'**assistance financière** aux Aires Protégées pour la mise en œuvre des Plans d'Action, comme la création d'une ligne budgétaire à part (cf. ci-dessous) ;
- l'élaboration d'un système adéquat de **Suivi et Evaluation** des activités des différentes Aires Protégées dans le domaine du VIH/SIDA et la participation au regroupement et à l'évaluation des résultats. Il est recommandé au siège central de l'ANGAP de prendre en compte les résultats du suivi et évaluation dans le PNA en tant que parc pilote (cf. le Domaine IV du Plan d'Action sur CD ci-joint), de les évaluer en commun avec d'autres acteurs pertinents, de formuler le « leçons apprises » et de les insérer dans la planification des activités continues au niveau du PNA et de tout le Réseau de l'ANGAP ;
- l'élaboration et l'introduction d'une **politique officielle sur le lieu de travail** pour tout le Réseau de l'ANGAP (analogue au Domaine I, cf. Plan d'Action sur CD ci-joint) ;
- l'intégration du thème VIH/SIDA dans le **travail interne** du siège central de l'ANGAP par l'introduction d'un programme interne (comme pour le Domaine II, cf. Plan d'Action sur CD ci-joint) et l'insertion des activités dans le « Plan de Gestion du Réseau National des Aires Protégées » (PlanGRAP) (cf. chapitre 2.2.1) ;
- la participation active à **l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie pour le secteur du Développement Rural** dans le cadre de la stratégie multisectorielle nationale de lutte contre le VIH/SIDA (cf. chapitre 2.2.3). La participation à ce processus orienté par le CNLS permet aux institutions du secteur de participer, entre autres, à un apprentissage institutionnel en commun, à un échange d'expériences et à l'utilisation des synergies par un engagement coordonné. En raison de sa structure, de sa dimension et de la

taille de son équipement, ANGAP a le potentiel de jouer un rôle principal dans ce processus ;

- l'établissement d'une **coopération** avec des partenaires techniquement compétents, comme le projet *CNLS/GTZ – Appui à la mise en œuvre de la lutte multisectorielle contre le VIH/SIDA*<sup>16</sup>, mais aussi avec des organisations et institutions dont les activités sont implantées aux environs des Aires Protégées et concernent ou pourraient concerner le domaine de la santé (cf. chapitre 2.2.4), p. ex. Conservation International, WWF, CARE, SantéNet et Voahary Salama.
- En outre, la **mise en réseau au niveau international** est recommandée à ANGAP. Ceci se rapporte surtout aux organisations nationales des Aires Protégées qui réalisent le Mainstreaming-VIH/SIDA, et aux instances de coordination, comme par exemple l'African Biodiversity Collaborative Group (ABCG) qui regroupe associé les thèmes VIH/SIDA et gestion des Aires Protégées (cf. chapitre 2.4.3). Cette mise en réseau permettrait à l'ANGAP de prendre part à l'échange d'expériences, de participer à la discussion internationale sur le lien entre le VIH/SIDA, la gestion des ressources naturelles et les Aires Protégées (cf. chapitre 2.4.3) et de déclarer son engagement à une plus grande échelle.
- Le **développement concret** des tâches spécifiées ci-dessus devrait être discuté entre la Direction de l'ANGAP, le responsable du volet VIH/SIDA de l'ANGAP et les consultants mandatés par le CNLS pour l'élaboration d'une stratégie en matière de VIH/SIDA pour le secteur du *Développement Rural*. Des étapes concrètes pour la mise en œuvre devraient être élaborées et commencées de manière appropriée (cf. chapitre 2.2.3). A cet effet, il faut déterminer l'unité d'organisation dans le Réseau de l'ANGAP à qui serait attribuée la compétence des tâches liées au VIH/SIDA à long terme.

L'introduction d'une politique interne en matière de VIH/SIDA ou l'établissement et la mise en œuvre des Plans d'Action dans d'autres Aires Protégées requièrent des **dépenses financières** qui ne sont pas encore prévues actuellement dans

---

<sup>16</sup> Lors de l'*atelier national de présentation et discussion des résultats du travail de l'équipe SLE* (cf. chapitre 3), la disposition d'assister l'ANGAP a été soulignée par le conseiller technique principale du projet.

les budgets des Aires Protégées et par l'ANGAP. Lors de la planification financière, les aspects suivants doivent être considérés :

- Des charges ultérieures générées par les perturbations institutionnelles d'une propagation croissante du VIH/SIDA (cf. chapitre 2.4.3) devraient être prises en compte dans le jugement des dépenses couvrant les mesures préventives contre le VIH/SIDA, surtout en raison de la perte temporaire ou le décès dû au SIDA des employés de l'ANGAP.
- Il est possible de charger d'autres acteurs issus du domaine du VIH/SIDA de la mise en œuvre de certaines mesures, neutres du point de vue coût (p. ex. campagnes de sensibilisation par vidéo avec le « Cinémobile » par le PSI) ou d'acquérir des financements externes.
- Les principaux bailleurs de fonds internationaux d'ANGAP devraient être convaincus du fait que le financement des mesures liées au VIH/SIDA au sein de l'ANGAP est nécessaire pour garantir le maintien à long terme de l'efficacité et le bon fonctionnement des Aires Protégées.

### **6.3 Elaboration des Plans d'Action dans d'autres Aires Protégées**

Afin d'assurer une contribution significative du Réseau des Aires Protégées à la lutte contre le VIH/SIDA à Madagascar (cf. chapitre 6.1), le **développement et la mise en œuvre des Plans d'Action** visant l'intégration du thème VIH/SIDA dans d'autres Aires Protégées malgaches est recommandé. L'opportunité d'une telle action devrait être examinée dans toutes les Aires Protégées malgaches.

Pour le processus d'intégration du thème VIH/SIDA dans le travail des Aires Protégées sur la base des Plans d'Action, il est recommandé de s'orienter à l'aide de l'approche adoptée dans la présente étude (cf. chapitre 3). Les **expériences** acquises par le siège central de l'ANGAP et les acteurs associés dans le Parc National Ankarafantsika et sa région doivent y être incluses.

L'approche devrait comporter par conséquent 5 phases qui sont décrites plus en détail ci-dessous :

- Déclaration d'engagement de la Direction de l'Aire Protégée en question,

- Analyse de la situation,
- Elaboration du Plan d'Action VIH/SIDA,
- Mise en œuvre du Plan d'Action VIH/SIDA,
- Suivi, évaluation et éventuellement adaptation.

Dans toutes les phases du processus, il faut tenir compte de l'**hétérogénéité** des Aires Protégées malgaches et prévoir une adaptation aux conditions spécifiques (cf. chapitre 2.2.1). Dans toutes les phases, une étroite collaboration et une coordination avec les structures des Comités de Lutte contre le VIH/SIDA des différents niveaux, surtout du CLLS, et d'autres acteurs pertinents sont recommandées.

Le **lancement** d'un tel processus d'intégration des mesures liées au VIH/SIDA dans le travail des différentes Aires Protégées devrait d'abord émaner du siège central de l'ANGAP. Comme critères de choix des Aires Protégées pouvant entrer dans la phase initiale, on peut retenir entre autres :

- L'urgence de l'action dans chaque parc, c'est à dire la prévalence du VIH dans la région, les conditions spécifiques de la zone riveraine, le potentiel touristique (cf. chapitre 2.2),
- la propre initiative de l'administration respective des parcs,
- les ressources disponibles (cf. chapitre 6.2),
- le choix d'Aires Protégées aussi différenciant que possible pour cerner les possibilités et limites de l'intégration du thème VIH/SIDA.

Le volontariat et la disposition à une initiative personnelle sont la base du processus pour l'intégration des mesures liées au VIH/SIDA par l'administration et les collaborateurs de l'Aire Protégée. Avant le début du processus, des discussions liminaires doivent être menées par le siège central de l'ANGAP avec la Direction de l'Aire Protégée. La suite à donner à l'approche y est à déterminer et les modalités de collaboration et du cadre financier à discuter.

## **Déclaration d'engagement de la Direction**

Une **déclaration d'engagement officielle** de l'instance compétente dans les Aires Protégées respectives (en principe la Direction ) constitue la base de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un Plan d'Action dans une Aire Protégée.

## **Analyse de la situation**

L'**analyse et l'évaluation** de la situation de départ constituent la première phase de l'intégration des mesures liées au VIH/SIDA à la situation et à la satisfaction des besoins. Comme pour l'élaboration du Plan d'Action du PNA, les **trois analyses particulières** suivantes doivent être exécutées :

- une analyse de l'organisation,
- une analyse de vulnérabilité,
- une analyse des acteurs.

Les déroulements commentés dans le **chapitre 3** pour les différentes analyses doivent y servir de lignes directrices, mais devraient être adaptés aux ressources matérielles et humaines disponibles dans chaque Aire Protégée. La mise en œuvre qualitativement et quantitativement pertinent doit être garantie.

Il semble appropriée de charger une **équipe** de deux personnes de l'exécution et de l'évaluation des analyses et de l'accompagnement du processus, au moins jusqu'à la présentation du Plan d'Action et les premières étapes de sa mise en œuvre. L'équipe devrait être techniquement compétente sur les thèmes « gestion des ressources naturelles » et le « VIH/SIDA », avoir l'expérience des méthodes d'enquête sociologiques et une bonne connaissance de la région. Un des deux membres de l'équipe au moins ne devrait pas appartenir à la structure organisationnelle de l'Aire Protégée pour pouvoir garantir la réalisation objective de l'analyse de l'organisation. Il est recommandé de désigner une équipe mixte de genre, afin que des perspectives différentes des hommes et des femmes sur des aspects de la problématique du VIH/SIDA puissent être intégrées dans le travail.

## **Elaboration du Plan d'Action**

Après la réalisation et l'évaluation des analyses par l'équipe qui s'en chargeait, un **atelier de travail** avec les collaborateurs et la Direction de l'Aire Protégée devrait être organisé pour élaborer les lignes directrices du Plan d'Action. Le déroulement, le contenu et les résultats attendus de l'atelier qui s'est tenu au PNA à cet effet (cf. chapitre 3.3.5) peuvent être considérés comme une recommandation.

Par la suite, le Plan d'Action doit être élaboré par l'équipe mandatée en accord avec la Direction du Parc et présenté à la Direction. A ce propos, les résultats de l'atelier, avec les résultats d'analyse, constituent la base de la formulation du Plan d'Action de l'Aire Protégée. Le Plan d'Action contient alors les stratégies et mesures pour l'Aire Protégée en question, considérées comme appropriées, et décrit des propositions concrètes pour sa mise en œuvre.

Le Plan d'Action peut se référer, dans la forme, au Plan d'Action présenté au PNA (cf. chapitre 5). Il est conseillé d'adopter la même structure, la description des tâches du Point Focal et la subdivision en cinq Domaines, pour pouvoir couvrir les domaines essentiels de l'intégration du thème VIH/SIDA dans le travail des Aires Protégées. Le volume et le contenu concret de la description du poste du Point Focal et des Domaines doivent être surtout adaptés à la dimension et au nombre du personnel de l'Aire Protégée en question et à la disponibilité des ressources matérielles pour la mise en œuvre du Plan d'Action (cf. chapitre 2.2). Les mesures proposées dans le présent Plan d'Action ne peuvent être considérées que comme une orientation globale pour d'autres Aires Protégées. Dans ce contexte, il est à vérifier si les Domaines dans leur dimension ou le moment de la mise en œuvre devraient être priorisés.

## **Mise en œuvre du Plan d'Action**

Les mesures prévues dans le Plan d'Action doivent ensuite être appliquées **progressivement** dans l'activité de l'Aire Protégée. Une activité essentielle est, dans ce cas, l'insertion formelle des activités proposées dans le Plan d'Action dans le Programme Annuel de Travail (PAT) de l'Aire Protégée au cours de la planification annuelle. Le **Point Focal** de l'Aire Protégée coordonne les activités et agit en tant que responsable compétent et devrait être, au plus tard à ce

moment, ancré institutionnellement, comme défini plus en détail dans le Plan d'Action. Il devrait être soutenu dans son activité par le siège central de l'ANGAP et d'autres acteurs identifiés comme adéquats.

### **Suivi, évaluation et éventuellement adaptation**

La mise en œuvre appropriée et orientée à l'objectif du Plan d'Action respectif peut être examinée et adaptée suivant les mécanismes de **Suivi et Evaluation** proposés dans le Plan d'Action du PNA. Les **expériences** faites dans d'autres Aires Protégées doivent être également incluses. Les mécanismes de Suivi et Evaluation des Plans d'Action dans les différentes Aires Protégées devraient être **coordonnés** à long terme et s'orienter vers les normes communes du siège central de l'ANGAP (cf. chapitre 6.2).



## 7 Remarques finales





Il n'y a aucun doute que l'épidémie du VIH/SIDA – surtout dans les pays à taux élevé de prévalence du VIH – a des conséquences sur beaucoup de domaines de l'action humaine, y compris sur l'exploitation des ressources naturelles. Comme le montre le présent rapport, l'épidémie menace d'une part directement l'exploitation durable des ressources naturelles, d'autre part, des conséquences négatives sérieuses dues au SIDA se répercutent sur le bon fonctionnement des organisations actives dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Au cours des dernières années, quelques acteurs actifs dans le domaine de la gestion des ressources naturelles – surtout dans les pays d'Afrique australe –, ont reconnu la nécessité de considérer le rapport entre la gestion des ressources naturelles et le VIH/SIDA et commencé à développer des stratégies visant à atténuer les conséquences négatives du VIH/SIDA sur les efforts de conservation durable des ressources naturelles. Le présent rapport, en tenant compte des efforts déjà accomplis, s'est efforcé de montrer comment un pays à prévalence du VIH relativement faible comme Madagascar peut relever le défi de la gestion des ressources naturelles face à l'épidémie du VIH/SIDA. Il montre également comment l'intégration des mesures liées au VIH/SIDA dans le travail et la structure organisationnelle d'une Aire Protégée peut s'effectuer et par ailleurs, quels sont les avantages comparatifs particuliers dont disposent les organisations de la gestion des ressources naturelles dans la lutte contre le VIH/SIDA.

Le Plan d'Action VIH/SIDA du Parc National Ankarafantsika élaboré par l'équipe SLE représente un instrument concret pour le PNA, avec lequel le Parc sera en mesure de mettre en œuvre les mesures liées au VIH/SIDA. Les premières étapes ont déjà été réalisées à la suite de la mission SLE : le poste du Point Focal VIH/SIDA a été inséré dans l'organigramme du PNA comme activité à plein temps et l'intégration du Plan d'Action dans la planification annuelle pour l'année 2005 est en cours de mise en œuvre. Le PNA acquiert ainsi un caractère pilote en matière d'intégration du thème VIH/SIDA au sein du Réseau des Aires Protégées malgaches, étant donné qu'il représente jusqu'ici la seule Aire Protégée où des mesures liées au VIH/SIDA ont été mises en œuvre et seront intensifiées à l'avenir – le tout étant concrétisé par le Plan d'Action VIH/SIDA.

En même temps, le PNA remplit une fonction exemplaire au sein du Réseau des Aires Protégées de l'ANGAP. Dans le cadre des recommandations adressées à ANGAP (cf. chapitre 6), une proposition a été soumise sur les voies à emprunter par l'autorité nationale des Aires Protégées pour mobiliser d'autres Aires

Protégées dans la lutte contre le VIH/SIDA. Le Plan d'Action du PNA sert dans ce cas à orienter la conception, la méthodologie et le contenu de l'avant-projet et la mise en œuvre des Plans d'Action comparables dans d'autres Aires Protégées malgaches. Additionnellement, les recommandations adressées à ANGAP donnent des propositions relatives à l'ancrage des mesures à prendre contre le VIH/SIDA au niveau du siège de l'ANGAP. L'engagement de l'ANGAP dans la stratégie multisectorielle en matière de VIH/SIDA qui est encore à ses débuts, est soutenu et dynamisé par les présentes recommandations de l'étude SLE.

Les stratégies élaborées pour le Réseau des Aires Protégées de Madagascar pour l'intégration du thème VIH/SIDA dans les activités des Aires Protégées sont aussi transférables sur d'autres régions en dehors de Madagascar, selon les auteurs. Toutefois, une application de la stratégie développée pour Madagascar dans des pays et régions ayant un taux de prévalence du VIH similaire requiert une adaptation au contexte national, régional et local. Dans l'ensemble, un échange intensif entre acteurs nationaux et internationaux, étatiques et non-étatiques dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, du secteur santé ainsi que dans le travail concret sur le VIH/SIDA, est nécessaire à cet effet, comme c'est le cas à travers le forum du *African Biodiversity Collaboration Group* (ABCG) (cf. chapitre 2.4.3). Le présent rapport sur les résultats de la mission SLE à Madagascar voudrait apporter une contribution à cette discussion et être profitable à tous ceux qui travaillent actuellement sur l'interface des champs thématiques gestion des ressources naturelles et VIH/SIDA et qui continueront à s'y atteler.

## 8 Références bibliographiques

**ABCG** (2002) : HIV/AIDS and natural resource management linkages : workshop proceedings, 26th and 27th september 2002, Nairobi. Sans indication du lieu. Disponible sur : [http://www.iucnbot.bw/pages\\_sub\\_dir/Proceedings%20-%20final.pdf](http://www.iucnbot.bw/pages_sub_dir/Proceedings%20-%20final.pdf) (dernier accès : octobre 2004).

**AIDSCALLIANCE** (2002) : Madagascar : Country Report 2002. Antananarivo. Disponible sur : [http://www.aidsalliance.org/\\_res/alliance/annual%20report/2002/Madagascar%20Country%20Report.pdf](http://www.aidsalliance.org/_res/alliance/annual%20report/2002/Madagascar%20Country%20Report.pdf) (dernier accès : octobre 2004).

**ANGAP** (2001) : Plan de Gestion du Réseau National des Aires Protégées de Madagascar. Antananarivo.

**ANGAP** (2000) : A propos de l'ANGAP. [site web] <http://www.parcs-madagascar.com/angap.htm> (dernier accès : octobre 2004).

**BANQUE MONDIALE** (1997) : Confronting AIDS. A World Bank Policy Research Report. New York. Disponible sur : <http://www.worldbank.org/aids-econ/confront/confrontfull/> (dernier accès : octobre 2004).

**BANQUE MONDIALE** (2001) : Madagascar : Multisectoral STI/HIV/AIDS Prevention Project. Project Appraisal Document. Sans indication du lieu. [document non publié].

**BANQUE MONDIALE** (2004) : Multisectoral STI/HIV/AIDS Prevention Project. [site web] <http://web.worldbank.org/external/projects/main?pagePK=104231&piPK=73230&theSitePK=40941&menuPK=228424&Projectid=P072987> (dernier accès : octobre 2004).

**BROWN, T. ; FRANKLIN, B. ; MACNEIL, J. ; MILLS, S.** (2001) : Effective prevention strategies in low HIV prevalence settings. (UNAIDS Best Practice Key Materials). Arlington. Disponible sur : [http://www.dec.org/pdf\\_docs/PNACN530.pdf](http://www.dec.org/pdf_docs/PNACN530.pdf) (dernier accès : octobre 2004).

**CARRET, J.-C. ; LOYER, D.** (2003) : Comment financer durablement le réseau d'Aires Protégées terrestres à Madagascar : Rapport de l'analyse économique. Paris. Disponible sur : [http://www.worldbank.org/afr/rd\\_meeting/2003/madagascar.pdf](http://www.worldbank.org/afr/rd_meeting/2003/madagascar.pdf) (dernier accès : octobre 2004).

**CLLS MAROVOAY** (2004) : Analyse de la situation actuelle dans la Sous-Préfecture de Marovoay. Marovoay. [document non publié].

- CROMPTON, D. E.** (2003) : République de Madagascar : Etude du Secteur Tourisme. (Africa Region Working Paper Series, No. 63). Sans indication du lieu. Disponible sur : [http://www.worldbank.org/afr/wps/wp63\\_fr.pdf](http://www.worldbank.org/afr/wps/wp63_fr.pdf) (dernier accès : octobre 2004).
- DAI** (sans indication d'année) : AIDS Brief for sectoral planners and managers : Community-based natural resource management. Bethesda. Disponible sur : <http://www.afr-sd.org/Environment/AIDS%20Brief-all-150%20res.pdf> (dernier accès : octobre 2004).
- DRESSLER, S. ; WIENOLD, M.** (2003) : AIDS Taschenwörterbuch. Berlin, Hannover. Disponible sur : <http://www.aidsfinder.org/main/afc2.htm> (dernier accès : Octobre 2004).
- DWASI, J.** (2002) : HIV / AIDS and Natural Resource Management in Africa : Findings from Kenya, Namibia, South Africa, and Uganda. Draft. Washington D.C.. Disponible sur : [http://www.frameweb.org/file\\_download.php/Final+Draft+of+Jane+Dwasi+Report.doc?URL\\_ID=6863&filename=10569985371Final\\_Draft\\_of\\_Jane\\_Dwasi\\_Report.doc&filetype=application/msword&filesize=2309632&name=Final+Draft+of+Jane+Dwasi+Report.doc&location=user-S/](http://www.frameweb.org/file_download.php/Final+Draft+of+Jane+Dwasi+Report.doc?URL_ID=6863&filename=10569985371Final_Draft_of_Jane_Dwasi_Report.doc&filetype=application/msword&filesize=2309632&name=Final+Draft+of+Jane+Dwasi+Report.doc&location=user-S/) (dernier accès : octobre 2004).
- ELSEY, H. ; KUTENGULE, P.** (2003) : HIV/AIDS Mainstreaming : A Definition, Some Experiences and Strategies. A resource developed by HIV/AIDS focal points from government sectors and those that have been working on HIV/AIDS mainstreaming. Liverpool, Durban. Disponible sur : [http://www.sarpn.org.za/documents/d0000271/P263\\_HIV\\_Report.pdf](http://www.sarpn.org.za/documents/d0000271/P263_HIV_Report.pdf) (dernier accès : octobre 2004).
- FELDLMEIER, C.** (2002) : Conseiller Technique Principal du projet «sustainable forest management of the dry forests» Malawi, Mocambique et Botswana Communication personnelle. Freiburg, Allemagne.
- FOND MONDIALE** (2004) : The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria. Madagascar. [site web] <http://www.theglobalfund.org/search/portfolio.aspx?countryID=MDG> (dernier accès : octobre 2004).
- GFA** (2001) : Madagascar PAE III : Protection de la Réserve d'Ankarafantsika : Mission d'appui à la Planification de la Nouvelle Phase 14.5.- 29.5. 2001 : Rapport de Mission. Hamburg. [document non publié].

- GRONEMEYER, R.** (2002) : So stirbt man in Afrika an AIDS : Warum westliche Gesundheitskonzepte im südlichen Afrika scheitern. Frankfurt am Main.
- GTZ** (2002) : Hands on! A Manual for Working with Youth on SRH. Eschborn. Disponible sur : [www.gtz.de/srh/download/Hands%20On%20Publikation.pdf](http://www.gtz.de/srh/download/Hands%20On%20Publikation.pdf) (dernier accès : octobre 2004).
- GTZ** (2003a) : Intégration des mesures de lutte contre le VIH/SIDA (Mainstreaming) dans les activités de la coopération technique allemande au Burkina Faso. Ouagadougou.
- GTZ** (2003b) : Plan d'intégration du VIH/SIDA dans les projets appuyés par la GTZ à Madagascar (« Mainstreaming-Plan »). Version préliminaire, Juillet 2003. Antananarivo. [document non publié].
- GTZ** (2004) : Angebot zur Durchführung des Vorhabens Unterstützung der Umsetzung der multisektoralen HIV/AIDS- Strategie, Madagaskar. Eschborn. [document non publié].
- HEMRICH, G. ; SCHNEIDER, B.** (1997) : AIDS as a Cross-sectoral Issue for Technical Cooperation. Focus on Agriculture and Rural Development. (HIV/AIDS Prevention and Control in Developing Countries, No.1). Eschborn. Disponible sur : [www.gtz.de/aids/download/Hemrich-E.pdf](http://www.gtz.de/aids/download/Hemrich-E.pdf) (dernier accès : octobre 2004).
- HIRSCHMANN, O.** (2003) : Kirche, Kultur, Kondome. Kulturell sensible HIV/AIDS- Prävention in Afrika südlich der Sahara. (AIDS in Afrika, Band 1). Münster.
- HOLDEN, S.** (2003) : AIDS on the Agenda : Adapting Development and Humanitarian Programmes to Meet the Challenge of HIV. Lancaster. Disponible sur : [http://www.oxfam.org.uk/what\\_we\\_do/resources/downloads/aidspart1.pdf](http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/resources/downloads/aidspart1.pdf) (dernier accès : octobre 2004) ; [http://www.oxfam.org.uk/what\\_we\\_do/resources/downloads/aidspart2.pdf](http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/resources/downloads/aidspart2.pdf) (dernier accès : octobre 2004) ; [http://www.oxfam.org.uk/what\\_we\\_do/resources/downloads/aidspart3.pdf](http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/resources/downloads/aidspart3.pdf) (dernier accès : octobre 2004).
- INSTAT ; DDSS** (2004) : Enquête Démographique et de Santé EDSMD-III : Madagascar 2003-2004. Rapport Préliminaire. Antananarivo.

- KIT ; SAFAIDS ; OMS** (1995) : Facing the challenges of HIV/AIDS/STDs : a gender based response. Amsterdam. Disponible sur : <http://www.kit.nl/ils/assets/images/RPBook1.pdf> (dernier accès : Octobre 2004) ; <http://www.kit.nl/ils/assets/images/RPBook2.pdf> (dernier accès : Octobre 2004).
- JEUNE AFRIQUE** (2004) : Taux très élevé de MST, le sida menace. [site web] [http://www.lintelligent.com/gabarits/articleAFP\\_online.asp?art\\_cle=AFP22044tauxtecanem0](http://www.lintelligent.com/gabarits/articleAFP_online.asp?art_cle=AFP22044tauxtecanem0) (dernier accès : octobre 2004).
- JOHNSON, D.** (2004) : Aidsepidemie gerät außer Kontrolle. Dans : TAZ, 07.07.2004, p. 3. Disponible sur : <http://www.taz.de/pt/2004/07/07/a0116.nf/text.ges,1> (dernier accès : octobre 2004).
- KfW** (2001) : Projektprüfungsbericht Umweltaktionsplan IIIa Reservatsschutz Ankarafantsika. Frankfurt am Main. [document non publié].
- LOPEZ, P.** (2004) : Formes d'exploitation forestière et analyse du potentiel des forêts secondaires sèches : Une étude de cas dans le Nord-Ouest de Madagascar. Eschborn.
- MAUAMBETA, D. D. C.** (2003) : HIV/AIDS Mainstreaming in Conservation : The case of wildlife and environmental society of Malawi. Sans indication du lieu. Disponible sur : [http://www.generoyambiente.org/ES/articulos\\_estudios/docs/hivandconservation.pdf](http://www.generoyambiente.org/ES/articulos_estudios/docs/hivandconservation.pdf) (dernier accès : octobre 2004).
- MINISTERE DE LA SANTE** (2003) : Etude combinée des séroprévalences de l'infection a VIH et de la syphilis chez les femmes enceintes à Madagascar. Mai - Juin 2003. Antananarivo. [document non publié].
- MYERS, N. ; MITTERMEIER, R. A. ; MITTERMEIER, C. G. ; DA FONSECA, G. A. B. ; KENT, J.** (2000) : Biodiversity hotspots for conservation priorities. Dans : Nature, 403. p. 853-858.
- ONUSIDA** (2003) : UNAIDS Questions and Answers. Genève. Disponible sur : [http://www.unaids.org/html/pub/una-docs/q-a\\_i\\_en\\_pdf.pdf](http://www.unaids.org/html/pub/una-docs/q-a_i_en_pdf.pdf) (dernier accès : Octobre 2004) ; [http://www.unaids.org/html/pub/una-docs/q-a\\_ii\\_en\\_pdf.pdf](http://www.unaids.org/html/pub/una-docs/q-a_ii_en_pdf.pdf) (dernier accès: Octobre 2004) ; [http://www.unaids.org/html/pub/una-docs/q-a\\_iii\\_en\\_pdf.pdf](http://www.unaids.org/html/pub/una-docs/q-a_iii_en_pdf.pdf) (dernier accès : octobre 2004).
- ONUSIDA** (2004a) : Rapport sur l'épidémie mondiale de SIDA 2004 : 4ème rapport mondial. Genève. Disponible sur : [http://www.unaids.org/bangkok2004/report\\_pdf.html](http://www.unaids.org/bangkok2004/report_pdf.html) (dernier accès : octobre 2004).



- ONUSIDA** (2004b) : Rapport sur l'épidémie mondiale de SIDA 2004 : Résumé d'orientation. Genève. Disponible sur : [http://www.unaids.org/bangkok2004/GAR2004\\_html\\_fr/ExecSumm\\_fr/ExecSumm\\_fr.pdf](http://www.unaids.org/bangkok2004/GAR2004_html_fr/ExecSumm_fr/ExecSumm_fr.pdf) (dernier accès : octobre 2004).
- ONUSIDA ; GTZ** (2002) : Mainstreaming HIV/AIDS : A Conceptual Framework and Implementing Principles. Accra. Disponible sur : <http://www.gtz.de/aids/download/UNAIDSGTZ~Mainstreaming.pdf> (dernier accès : Octobre 2004).
- ONUSIDA ; OMS** (2000) : Directives pour la surveillance de deuxième génération du VIH : Les dix prochaines années. Genève. Disponible sur : [http://www.unaids.org/html/pub/publications/irc-pub01/jc370-2ndgeneration\\_fr\\_pdf.pdf](http://www.unaids.org/html/pub/publications/irc-pub01/jc370-2ndgeneration_fr_pdf.pdf) (dernier accès : octobre 2004).
- ONUSIDA ; OMS** (2004a) : Epidemiological Fact Sheet on HIV/AIDS and Sexually Transmitted Infections, 2004 Update : Comores. Disponible sur : [http://www.unaids.org/html/pub/publications/fact-sheets01/comoros\\_en\\_pdf.pdf](http://www.unaids.org/html/pub/publications/fact-sheets01/comoros_en_pdf.pdf) (dernier accès : octobre 2004).
- ONUSIDA ; OMS** (2004b) : Epidemiological Fact Sheet on HIV/AIDS and Sexually Transmitted Infections, 2004 Update : Madagascar. Disponible sur : [http://www.unaids.org/html/pub/publications/fact-sheets01/madagascar\\_en\\_pdf.pdf](http://www.unaids.org/html/pub/publications/fact-sheets01/madagascar_en_pdf.pdf) (dernier accès : octobre 2004).
- ONUSIDA ; OMS** (2004c) : Epidemiological Fact Sheet on HIV/AIDS and Sexually Transmitted Infections, 2004 Update : Mauritius. Disponible sur : [http://www.unaids.org/html/pub/publications/fact-sheets01/mauritius\\_en\\_pdf.pdf](http://www.unaids.org/html/pub/publications/fact-sheets01/mauritius_en_pdf.pdf) (dernier accès : octobre 2004).
- ONUSIDA ; OMS** (2004d) : Epidemiological Fact Sheet on HIV/AIDS and Sexually Transmitted Infections, 2004 Update : Seychelles. Disponible sur : [http://www.unaids.org/html/pub/publications/fact-sheets01/seychelles\\_en\\_pdf.pdf](http://www.unaids.org/html/pub/publications/fact-sheets01/seychelles_en_pdf.pdf) (dernier accès : octobre 2004).
- OXFAM** (2002) : Mainstreaming HIV/AIDS Matters. An account of Oxfam International's satellite session at AIDS 2002 in Barcelona. Sans indication du lieu. Disponible sur : [http://www.oxfam.org/eng/pdfs/doc\\_mainstreaming\\_aids\\_booklet.pdf](http://www.oxfam.org/eng/pdfs/doc_mainstreaming_aids_booklet.pdf) (dernier accès : octobre 2004).
- PNA** (2000) : Plan d'aménagement et de gestion PNA 2001-2005. Ampijoara. [document non publié].

- PNA** (2001) : Monographie du PNA. Ampijoara. [document non publié].
- PNA** (2003a) : Plan de gestion de développement. Ampijoara. [document non publié].
- PNA** (2003b) : Plan de gestion d'éducation environnementale. Ampijoara. [document non-publié].
- PNA** (2003c) : Plan d'Action Point Focal Novembre - Décembre 2003. Ampijoara. [document non publié].
- PNUD** (2004) : Rapport Mondial sur le Développement Humain 2004. La liberté culturelle dans un monde diversifié. Vienne. Disponible sur : [http://hdr.undp.org/reports/global/2004/francais/pdf/hdr04\\_fr\\_complete.pdf](http://hdr.undp.org/reports/global/2004/francais/pdf/hdr04_fr_complete.pdf) (dernier accès: octobre 2004).
- QUINLAN, T.** (2003) : The link between conservation and HIV/AIDS - What can be done? Report of a special side event, World Parks Congress, Durban. Durban. Disponible sur : <http://www.nu.ac.za/heard/workshopreports/WPC%20report.pdf> (dernier accès : octobre 2004).
- REHLE, T. ; LAZZARI, S. ; DALLABETTA, G. ; ASAMOAH-ODEI, E.** (2004) : Second-generation HIV surveillance : better data for decision-making. Dans : Bulletin of the World Health Organization, February 2004, 82 (2), p. 121-127. Disponible sur : <http://www.scielosp.org/pdf/bwho/v82n2/v82n2a09.pdf> (dernier accès: octobre 2004).
- REPUBLIQUE DE MADAGASCAR** (sans indication d'année) : Premier Rapport National sur la Convention sur la Diversité Biologique. Antananarivo. Disponible sur : <http://www.biodiv.org/doc/world/mg/mg-nr-01-fr.pdf> (dernier accès : octobre 2004).
- REPUBLIQUE DE MADAGASCAR** (2003) : Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté. Antananarivo. Disponible sur : [http://www.mefb.gov.mg/doc0/dsrp\\_final/dsrp\\_final\\_2003.pdf](http://www.mefb.gov.mg/doc0/dsrp_final/dsrp_final_2003.pdf) (dernier accès: octobre 2004).
- SE/CNLS** (2001) : Plan Stratégique National de lutte Contre Le VIH/SIDA à Madagascar. Antananarivo. Disponible sur : [http://www.unaids.org/html/pub/topics/nsp-library/nsp-africa/nsp\\_madagascar\\_2001-2006\\_fr\\_doc.htm](http://www.unaids.org/html/pub/topics/nsp-library/nsp-africa/nsp_madagascar_2001-2006_fr_doc.htm) (dernier accès: octobre 2004).

- SE/CNLS** (2003) : Rapport de suivi de la mise en œuvre du Plan Stratégique Nationale de Lutte contre le VIH/SIDA à Madagascar. Antananarivo [document non publié].
- SE/CNLS** (2004) : Rapport Annuel 2003 : Madagascar, vers une lutte efficace contre le VIH/SIDA. Antananarivo.
- SLE** (2003) : Entwicklungspolitische Diskussionstage. Dokumentation zur Veranstaltung vom 7.-11. April 2003 in Berlin. Berlin.
- SUELZER, R. ; ZIMMERMANN, A.** (1996) : Organiseren und Organisationen verstehen : Wege der internationalen Zusammenarbeit. Opladen.
- TERHORST, F.** (2001) : HIV/AIDS-Pandemie – Ihre Auswirkungen auf Entwicklungsländer und die Rolle der Entwicklungszusammenarbeit. INEF Report, Heft 50 / 2001. Duisburg
- UNESCO** (2004) : Réserves de Biosphère. [site web] <http://www.unesco.org/mab/nutshellF.htm> (dernier accès : octobre 2004).
- UNESCO ; ONUSIDA** (2002a) : L'approche culturelle de la prévention et du traitement du VIH/SIDA. Projet de recherche UNESCO/ONUSIDA. Manuel pour une information/éducation/communication culturellement appropriée. (Manuels méthodologiques, série spéciale, numéro 1). Genève, Paris. Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001255/125589f.pdf> (dernier accès : octobre 2004).
- UNESCO ; ONUSIDA** (2002b) : L'approche culturelle de la prévention et du traitement du VIH/SIDA. Projet de recherche UNESCO/ONUSIDA. Manuel pour le travail de terrain : réponse locale. (Manuels méthodologiques, série spéciale, numéro 3). Genève, Paris. Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001255/125586f.pdf> (dernier accès : octobre 2004).
- UICN** (ed.) (2003) : Vème Congrès Mondial sur les Parcs de l'UICN : Le Plan d'Action de Durban. Sans indication du lieu. Disponible sur : <http://www.iucn.org/themes/wcpa/wpc2003/francais/outputs/durban/daplan.htm> (dernier accès : octobre 2004).
- USAID** (2002) : Country Profile HIV/AIDS : Madagascar. Antananarivo. Disponible sur : [http://www.usaid.gov/our\\_work/global\\_health/aids/Countries/africa/madagascar\\_profile.pdf](http://www.usaid.gov/our_work/global_health/aids/Countries/africa/madagascar_profile.pdf) (dernier accès : octobre 2004).

**USAID** (2003) : USAID Madagascar : STIs/HIV/AIDS Strategy 2003-2008. Antananarivo. [document non publié].

## 9 Annexes

### Annexe I : Participants des ateliers exécutés en cours de la réalisation de l'étude

#### 1. Présentation du concept de l'étude au siège d'ANGAP

Antananarivo, le 28 juillet 2004

No.	Nom	Organisation, Position
1	GREENALL, Matthew	AIDS Alliance, Conseiller Technique
2	RANDRIAMANALINA, Valson	AIDS Alliance, Conseiller Technique
3	RAKOTONDRAINIBE, Charles	ANGAP, Directeur Général Adjoint
4	RANDRIAMANANTENASOA, Herijoana	ANGAP, Directeur des Opérations
5	RANDRIANALISON, Faustin	ANGAP, Directeur des Ressources Humaines
6	ANDRIANARIVO, Chantal	ANGAP, Chargé de la Recherche et la Biodiversité
7	RAZANAMIADANA, Nivo	ANGAP, Chargée de l'Education Environnementale
8	ANDRIAMANGA, S. Tiana	ANGAP, Documentariste, support médiatique
9	RATSIMANETRIMANANA, Fenosoa	CNLS, Secrétaire Exécutif
10	Mme Vatosoa	GTZ-POLFOR, Point Focal VIH/SIDA du projet
11	LOPEZ, Pascal	SLE, Chef de l'équipe
12	BERGMANN, Ulrike	SLE, Membre de l'équipe
13	DRESRÜSSE, Philippe	SLE, Membre de l'équipe
14	HOPPE, Michael	SLE, Membre de l'équipe
15	FRÖDE, Alexander	SLE, Membre de l'équipe
16	ROTZINGER, Sandra	SLE, Membre de l'équipe
17	BENAZERGA, Wendy G.	USAID
18	RATSIFANDRIHAMANANA, Nanie	WWF, Directeur de Conservation
19	NICOLL, Martin	WWF, Senior Conservation Advisor

## 2. Atelier initiale au PNA

Station Forestière d'Ampijoroa, le 04 août 2004

No.	Nom	Organisation, Position
1	RAZAFINDRAJERY, René	PNA, Directeur du Parc
2	RASOLOFOMANGANJANNAHARY, Pierrot	PNA, Chef Conservation Secteur Nord
3	RAMINOSON, Fidelis	PNA, Chef Conservation Secteur Sud
4	SONDOTRA, Elisette	PNA, Chef de Volet Administration et Finances
5	RAFIDISON, Fabrice	PNA, Comptable
6	RAKOTONIAINA, Jean Claude	PNA, Responsable Education Environnementale
7	ANDRIANANTENAINA, Heritiana	PNA, AGP et Point Focal VIH/SIDA
8	MBOLA, François	PNA, AGP
9	M JATI	PNA, Guide
10	RANDRIANANDRASANA, Felicie	PNA, Nettoyeur
11	LOPEZ, Pascal	SLE, Chef de l'équipe
12	BERGMANN, Ulrike	SLE, Membre de l'équipe
13	DRESRÜSSE, Philippe	SLE, Membre de l'équipe
14	HOPPE, Michael	SLE, Membre de l'équipe
15	FRÖDE, Alexander	SLE, Membre de l'équipe
16	ROTZINGER, Sandra	SLE, Membre de l'équipe

## 3. Atelier intermédiaire au PNA

Station Forestière d'Ampijoroa, le 2 septembre 2004

No.	Nom	Organisation, Position
1	RANDIMBIVAHINY, Alain Willy	CLLS Marovoay, UCL, Conseiller Technique
2	BEKARAMY, Ernest	DWCT, Responsable du projet
3	RAZAIARISOA, Emilienne	PLAE Marovoay, Point Focal VIH/SIDA
4	SONDOTRA, Elisette	PNA, Chef Volet Administration et

		Finances
5	RANTIAMANANTSOA, Edouard	PNA, Chef Volet Appui au Développement et Education Environnementale
6	BOURGEOIS, Jean	PNA, GFA, Conseiller Technique Principal
7	RAKOTONIAINA, Jean Claude	PNA, Responsable Education Environnementale
8	RAFIDISON, Fabrice	PNA, Comptable
9	ANDRIANANTENAINA, Heritiana	PNA, AGP et Point Focal VIH/SIDA
10	LOPEZ, Pascal	SLE, Chef de l'équipe
11	BERGMANN, Ulrike	SLE, Membre de l'équipe
12	DRESRÜSSE, Philippe	SLE, Membre de l'équipe
13	HOPPE, Michael	SLE, Membre de l'équipe
14	FRÖDE, Alexander	SLE, Membre de l'équipe
15	ROTZINGER, Sandra	SLE, Membre de l'équipe

#### 4. Présentation du Plan d'Action au PNA

Station Forestière d'Ampijoara, le 14 octobre 2004

No.	Nom	Organisation, Position
1	RAMIVOCHARIFETRA, Bakoly	AIDS Alliance
2	RAJAOROSON, Harry Fernand	BCP, Animateur
3	SOATIAMA, Yolande	BCP, CPLS Mahajanga, Directeur
4	RASOJIVOLA, Jean Emile	CLLS Mahajanga, Coordinateur technique, UCL
5	RANDIMBIVAHINY, Alain Willy	CLLS Marovoay, UCL, Conseiller Technique
6	RANDRIANANDRASANA, Patrice,	CPLS, Province Mahajanga
7	BEKARAMY, Ernest	DWCT, Responsable du projet
8	RANDRIANTSOA, Jeannot	GTZ-DPSPF, Assistant technique
9	RAZAIARISOA, Emilienne	PLAE Marovoay, Point Focal VIH/SIDA, COP
10	ANDRIMIAISOA, Noro	PMPS, AGF, Responsable analyse du

		sous-projets
11	SONDOTRA, Elisette	PNA, Chef de Volet Administration et Finances
12	SOLOARIVONY, Nadette	PNA, Chef de Volet Ecotourisme
13	BOURGEOIS, Jean	PNA, GFA, Conseiller Technique Principal
14	RASOLOFOMANGANJANNAHARY, Pierrot	PNA, Chef Conservation Secteur Nord
15	RAMINOSON, Fidelis	PNA, Chef Conservation Secteur Sud
16	RAKOTONIAINA, Jean Claude	PNA, Responsable Education Environnementale
17	ANDRIANANTENAINA, Heritiana	PNA, AGP et Point Focal VIH/SIDA
18	LOPEZ, Pascal	SLE, Chef de l'équipe
19	DRESRÜSSE, Philippe	SLE, Membre de l'équipe
20	HOPPE, Michael	SLE, Membre de l'équipe
21	FRÖDE, Alexander	SLE, Membre de l'équipe
22	ROTZINGER, Sandra	SLE, Membre de l'équipe

## 5. Présentation et discussion des résultats de travail de l'équipe SLE

Résidence Ankerana, Antananarivo, le 20 octobre 2004

No.	Nom	Organisation, Position
1	RAMIVO HARIFETRA, Bakoly	AIDS Alliance
2	RATOVO, Lucien	AIDS Alliance
3	MOSER, Ariane	Ambassade d'Allemagne
4	RANDRIAMANANTENASOA, Herijoana	ANGAP, Directeur des Opérations
5	RAZANAMIADANA, Nivo	ANGAP, Chargée de l'Education Environnementale
6	RAZAFINDRAHANTA, Liva	ANGAP
7	RAZAFINDRAZAKA, Noëlle	ANGAP
8	RABAMAHALEO, Samuel	BCP, Antananarivo
9	RATSIMANETRIMANANA, Fensoa	CNLS, Secrétaire Exécutif



10	ROBIARIVONY, Josiane	CNLS/PMPS
11	RAKOTONDRABE, Patricia	CNLS, Responsable Suivi-Evaluation
12	RANDRIANARISON, Olga	Consultante
13	TOWNSEND, Claudia	Consultante
14	RAMANONJISOA, Hagi	FIFAFI
15	RASOANANDRASANA, Albertine Dyolie	FIFAFI
16	DENOLF, Danny	GTZ VIH/SIDA, CTP
27	REMIRANGA, Pascal	Journaliste
18	RAZAFIMDRASAMA, Felicitin	MIMEEF
19	RANDRIANOMENJANAHARY Liliane	MINEEF, Conseiller mecio-social
20	RAVELSON, Clermond	ONUSIDA
21	RAKOTO, Florentine	RNM, Journaliste
22	RAKOTONIRAINY, Christiane	SantéNet, Responsable IST/SIDA
23	LOPEZ, Pascal	SLE, Chef de l'équipe
24	DRESRÜSSE, Philippe	SLE, Membre de l'équipe
25	HOPPE, Michael	SLE, Membre de l'équipe
26	FRÖDE, Alexander	SLE, Membre de l'équipe
27	ROTZINGER, Sandra	SLE, Membre de l'équipe
28	RANDRIANIJAHAHA, Elisabeth	TVM, Journaliste
29	ANDRIAMIADANA, Jocelyne	USAID
30	ANDRIANIRINA, Maminiaina	Voahary Salama, Responsable Santé



## **Annexe II : Liste des acteurs et personnes rencontrés**

<b>Nom et type d'organisation</b>	<b>Type d'organisation</b>	<b>Lieu de rencontre</b>
Projet d'appui pour la lutte multisectorielle contre le VIH/SIDA - CNLS/GTZ	Partenaire technique	Antananarivo
Alliance Internationale contre le VIH/SIDA	ONG international	Antananarivo
ANGAP	Secteur public	Antananarivo
Conservation International	ONG international	Antananarivo
WWF Madagascar	ONG international	Antananarivo
Catholic Relief Services	Organisation confessionnelle	Antananarivo
Secrétariat Exécutif du Comité National de Lutte contre le VIH/SIDA	Secteur public	Antananarivo
L'Institut National de la Santé Publique et Communautaire (INSPC)	Secteur public	Antananarivo
Salama Voahary	ONG national	Antananarivo
L'Institut d'Hygiène, Dep. lutte contre les MST et SIDA	Secteur Public	Antananarivo
Institut Pasteur de Madagascar	Partenaire technique et financière	Antananarivo
USAID Madagascar	Partenaire technique et financière	Antananarivo
Direction Inter-Régional (DIR) ANGAP	Secteur public	Mahajanga
Unité de la Coordination Locale du Comité Local de Lutte contre le VIH/SIDA	Secteur public	Mahajanga et Marovoay
Projet Santé DPSPF/GTZ	Partenaire technique	Mahajanga
Centre de Dépistage Anonyme et Volonté (CDAV)	Secteur Public	Mahajanga

GREEN	ONG national	Marovoay et Mahajanga
Bureau de Coordination Provinciale de la lutte contre le VIH/Sida (BCP)	Secteur public	Mahajanga
Croix Rouge Mahajanga	ONG international	Mahajanga
Projet Multisectoriel pour la Prévention du SIDA (PMPS)	Partenaire financière	Mahajanga
MATOU	ONG national	Mahajanga
Population Service International (PSI) Madagascar	ONG international	Mahajanga
SAF-FJKM	Organisation confessionnelle	Marovoay
Loharantsoa	OCB	Ankijabe
Médecin Inspecteur de la Sous-préfecture de Ambato-Boeni	Secteur public	Ambato-Boeni
Croix Rouge Ambato-Boeni	ONG international	Ambato-Boeni
Centre de Santé de Base	Secteur public	Andranofasika
Vonona	OCB	Andranofasika
Miavotra	OCB	Andranofasika

## **Annexe III : Questionnaires utilisés lors des enquêtes**

### **Analyse de l'organisation du PNA**

<b>Domaines et sous-thèmes d'enquête</b>
<b>A) Faits généraux sur le PNA</b>
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Histoire du PNA</li> <li>2. Organisation (organigramme, partage des tâches, prise de décisions, planification, circulation d'information, règlements intérieurs, rapport avec l'ANGAP)</li> <li>3. Objectifs (objectifs généraux et actuels, rôle de la population dans le travail du Parc, groupes cibles)</li> <li>4. Programmes et activités (contenu, responsables, contacts avec la population)</li> <li>5. Relations avec l'extérieur (relations avec différents groupes d'acteurs, expériences, attentes des partenaires de coopération)</li> </ol>
<b>B) Motivation, idées et situation réelle au sujet du VIH/SIDA</b>
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Motivation (motifs pour l'intégration du thème, avantages comparatifs du PNA dans la lutte contre le VIH/SIDA, difficultés, impacts du VIH/SIDA sur le Parc)</li> <li>2. Situation réelle (fonction, réputation et jugement du Point Focal, intégration du thème dans le travail des volets)</li> <li>3. Idées (idées concrètes, partenaires potentielles, autres acteurs importants à prendre en compte)</li> </ol>
<b>C) Connaissances, attitudes et pratiques du personnel vis-à-vis VIH/SIDA</b>
Contexte personnel de l'interlocuteur, connaissances des voies de transmission, disponibilité des informations, importance du thème dans le media et dans les contacts personnels, connaissance de personnes infectées

au VIH, réaction potentielle en face de personnes infectées, connaissance des possibilités de dépistage, groupes à risque, IST, utilisation des condoms, prostitution
<b>D) Ressources disponibles</b>
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Finances (situation financière, bailleurs, possibilités de financer des programmes supplémentaires)</li> <li>2. Equipement technique (ampleur et fonctionnement, moyens de transport, moyens de communication etc., possibilités de leur utilisation pour des actions VIH/SIDA)</li> <li>3. Personnel (situation actuelle, capacités disponibles)</li> </ol>
<b>E) Tourisme</b>
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Profil du tourisme au PNA</li> <li>2. Infrastructure touristique</li> <li>3. Perspectives</li> <li>4. Touristes et VIH (influence du tourisme sur le risque du VIH/SIDA, relations sexuelles entre touristes et la population locale, mesures déjà prises)</li> </ol>
<b>F) Condition générale de travail et communication</b>
Condition et ambiance de travail, communication, traitement des problèmes

## Analyse de vulnérabilité

<b>Domaines et sous-thèmes d'enquête</b>
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Démographie (appartenance ethnique, appartenance confessionnelle, structures des ménages)</li> <li>2. Propriété et revenu (revenus en espèces, propriété foncière, subsistance)</li> <li>3. Education</li> <li>4. Santé (infrastructure, comportement vis-à-vis de la maladie et des soins, naissance, nutrition, maladies vénériennes, VIH/SIDA)</li> </ol>

5. Genre (répartition des tâches, dépendance, pouvoir de décision)
6. Jeunesse (situation, pouvoir de décision, intérêts/loisirs)
7. Us et coutumes (circoncision, frères de sang, autorités traditionnelles, alcool et autres drogues)
8. Sexualité (comportement vis-à-vis de la sexualité, contraception, sensibilisation, nombre des partenaires sexuels, pouvoir, prostitution, homosexualité)
9. Connaissance et attitudes envers le VIH/SIDA
10. Sources d'information sur le VIH/SIDA
11. Mobilité et migration
12. Groupes à risques spéciaux concernant le VIH/SIDA

## **Analyse des acteurs**

<b>Domaines et sous-thèmes d'enquête</b>
<ol style="list-style-type: none"><li>1. Description de la structure organisationnelle de l'acteur</li><li>2. Objectives et activités dans la lutte contre le VIH/SIDA (et les IST) de l'acteur (y compris groupes cibles et problèmes/obstacles)</li><li>3. Les ressources disponibles de l'acteur (financières, personnels, moyens de transport et de communication etc.)</li><li>4. Collaborations avec d'autres acteurs du secteur santé/VIH/SIDA (dans la région)</li><li>5. Coopération ou contacts existant avec le Parc National Ankarafantsika</li></ol>





## **Annexe IV : Extrait du rapport de la mission préparatoire du projet**

### **Objectif de l'étude SLE et Termes de Référence prévus (TdR)\***

Les TdR présentés ici sont le résultat des discussions avec les différents acteurs rencontrés durant la mission de préparation. Il s'agit des TdR préliminaires et donc non fixés.

L'approche du projet d'étude du SLE est de concrétiser les TdR durant la période de préparation (six semaines de préparation au SLE à Berlin). Cette période inclut aussi l'élaboration d'une méthodologie pour l'exécution de l'étude. Ces deux résultats (TdR concrétisés et méthodologie) seront présentés et concertés définitivement lors d'un atelier de planification avec les acteurs concernés au début du séjour à Madagascar. Une première phase de concertation avec les partenaires est envisagée durant la phase de préparation par communication électronique.

L'objectif global de l'étude est de soutenir le projet PNA et l'ANGAP dans leurs efforts pour lutter contre la propagation du VIH/SIDA dans leur milieu d'activités (personnel, groupes cibles).

### **Termes de Référence préliminaires :**

1. Identifier les différents groupes sociaux dans la région d'intervention du projet PNA (région d'étude), y compris auprès de l'équipe du projet.
2. Identifier le potentiel de risque de contagion par le VIH pour les groupes identifiés (étude P.L.A.C.E. – Priorities for Local AIDS Control Efforts).
3. Analyser les besoins des groupes identifiés en matière de sensibilisation (étude standardisée CAP – connaissances – attitude – pratique, collaboration avec le projet GTZ-Santé, Mahajanga et/ou GTZ-VIH/SIDA, Antananarivo envisagé).
4. Identifier et décrire les acteurs qui interviennent ou pourraient intervenir pour la lutte contre le SIDA dans la région d'étude (ONG, structures étatiques, tour

opérateurs, stations de radio, etc.).

5. Identifier les contraintes et potentiels au niveau du projet PN Ankarafantsika dans l'activité « prévention du VIH/SIDA ».
6. Elaborer une stratégie d'intervention pour le projet PN Ankarafantsika pour la lutte contre le SIDA.
7. Faire des recommandations / sensibilisations pour l'inclusion du thème « prévention du VIH/SIDA » dans les programmes de travail des projets similaires (gestion des Aires Protégées) à Madagascar. (Présentation des résultats au projet PN Ankarafantsika, au siège du WWF-Madagascar/ANGAP, contribuer à un article au magazine « Vintsy », publications des résultats (obligatoire).

\* LOPEZ, P. (2004) : Rapport de la mission préparatoire à Madagascar, 03.mai – 18.mai 2004. [document non-publié].





## **Annexe VI : Brève biographie des auteurs**

Monsieur le **Dr Pascal Lopez**, né le 05.04.1969 en Allemagne est titulaire d'un diplôme d'ingénieur forestier et d'un doctorat. En tant que consultant et conseiller, ses compétences techniques couvrent les domaines de la gestion participative des ressources, la gestion des Aires Protégées et de la formation/encadrement. Son expérience professionnelle de 7 ans lui a déjà permis à différentes reprises de travailler à Madagascar et au Cameroun ainsi qu'au Tchad et dans d'autres pays africains francophones. Ses langues de travail sont l'allemand, le français et l'anglais.

Madame **Ulrike Bergmann** est née le 01.07.1976 à Düsseldorf. Elle a étudié l'ethnologie et la géographie à Marburg et Freiburg. Des thèmes d'interface entre les sciences naturelles et sociales l'intéressent spécialement comme la protection de la nature et l'agriculture. En ce qui concerne la Politique du Développement, elle s'intéresse aux questions de l'efficacité de la pérennité de la Coopération au Développement, du développement régional rural et de l'approche genre. Elle a acquis des expériences pratiques en Ethiopie, en Afrique du Sud, au Brésil et en France.

Né le 23 octobre 1973 à Berlin, **M. Philippe Dresrüsse** a étudié le droit à l'université de Francfort(Main) et de Bonn. Après avoir obtenu la Licence en Droit, il a fait des études approfondies à l'Université Européenne Viadrina de Francfort(Oder), où il a reçu le « Master of European Studies ». Il a ensuite effectué une formation dans le domaine de la gestion civile des conflits et promotion de la paix. Il a des expériences théoriques et pratiques dans les domaines suivants : le droit international et européen, la promotion des droits de l'homme et la régulation et prévention des conflits.

Monsieur **Alexander Fröde**, né le 8 mai 1977, a étudié à Greifswald/Allemagne et à Nice/France l'écologie appliquée et la protection de la nature (diplôme) avec une spécialisation en protection de la nature à l'échelle internationale et la pédagogie/formation des adultes. Ses priorités d'étude sont surtout les instruments et mécanismes réglementaires de la politique internationale de protection de la nature et de l'environnement et les questions d'aménagement durable du terroir dans les régions en développement. Il a acquis des expériences dans les pays suivants : la Finlande, le Brésil, l'Espagne, le Togo, le Nigeria, Madagascar.

Monsieur **Michael Hoppe** est né le 14.12.1974 à Kassel/Allemagne. Dans le cadre de son étude interdisciplinaire de la géographie à Göttingen/Allemagne et Exeter/Grande-Bretagne, il s'est intéressé à différents thèmes ; entre autres, la migration et l'intégration sociale, le management des ressources et de parcs nationaux ainsi que le développement régional rural. Il a acquis des expériences à l'étranger, surtout par des séjours répétés en Indonésie.

Madame **Sandra Rotzinger** est née le 07.10.1976 à Hanau/Allemagne. Elle a fait des études en psychologie à Darmstadt, Mainz et Valparaíso/Chili. Ses priorités d'étude sont la psychologie sociale interculturelle, la psychologie du travail, de l'organisation et de la santé. Elle a des expériences théoriques et pratiques dans divers domaines comme la prévention, les traumatismes psychiques, la gestion des connaissances, le Suivi & Evaluation, la théorie des tests, la thérapie et la consultation systémiques, le psychodrame, les techniques de communication pour la conduite d'entretiens et l'apprentissage interculturel.

## List of SLE publications

No.  
\*=out  
of  
print

**Klemens Hubert**, Georg Dürr, Henrik Einfeld, Sigismund Hadelich, Heinz Haug, Irene Haug, Adolf Kraus, Ludwig Löschner, Claus-Rudolf Spranger, **Agricultural Production in Kisii District/Kenya and Proposals for its Development**. Berlin, 1972 IV/1\*

**Manfred Schulz**, Ursula Bauhoff, Henning Bosüner, Heinrich Ehlers, Helmut Heumos, Franz Ring, Peter Schimann, Jean-P. Stauss, **Rapports du stage 1972 à Madagascar - Aspects du développement**. Berlin, 1972 IV/2\*

**Ramesh Chandra Agrawal**, Wilfried Blaschnek, Hellmut Fischer, Andreas Frey, Eberhard Göhsing, Willi Nesselrath, Franz Rauch, **A Study of the Working and Impact of Indo-German Agricultural Project, Kangra**. (India). Berlin, 1973 IV/3\*

**Herbert Ströbel**, Angelika Schneider, Dietrich Stotz, Engelbert Veelbehr, Annemarie Wäschle, Josef Weber, **An Economic Analysis of Smallholder Agriculture in the Kericho District**, (Kenya). Berlin, 1973 IV/4\*

**Hans Gsänger**, Michael v. Gemmingen, Bernd Lassen, Bernhard Meier, Manfred Metz, Gloria Petrocivs, Wichard Ziebell, **The Marketing System for Fruit and Vegetables in Ibadan - A Case Study** -, (Nigeria). Berlin, 1973 IV/5\*

**Ramesh Chandra Agrawal**, Gerhard Anger, Franz Brandner, Günter Dresrüsse, Ilse Fritz, Johannes Kotschi, **A Study of the Role of Nationalized Banks in Financing Agriculture in the District of South Kanara**, (India). Berlin, 1974 IV/6

**Peter Neunhäuser**, Christian Döbel, Ingrid Foik, Hans Häusler, Norbert Jost, Bernhard Labus, Hans Pfister, **Survey on Smallholder Agriculture in West Sumatra**, (Indonesia). Berlin, 1974 IV/7\*

**Ursula Hadelich-Bauhoff**, Wolfgang Bayer, Hans-G. Danninger, Ludwig Hoffmanns, Reinhild Schepers, Gerhard Schnepel, **Aspects of Cotton Production in Ulanga District**, (Tanzania). Berlin, 1974 IV/8\*

**Thomas Teuscher**, Elisabeth Hässler, Elmar Locher, Barbara Meyer, Konrad Sandhofer, Reinhold Swoboda, Mona Tammer, **Feasibility Study on the Establishment of Smallholder Dairy Colonies in Connection with Cattle Multiplication Units in West Malaysia**. Berlin, 1975 IV/9

**Eberhard Grosser**, Wolfram Brünger, Christoph Dieward, Niels Hansen, Wulf Killmann, César Maldonado, Maria-Theresia Maldonado, **Problemática y perspectivas de desarrollo en la agricultura migratoria de una subregión de la Selva Lacandona**, (Chiapas, México). Berlin, 1975 IV/10\*

**Hans Gsänger**, Dorothea Altes, Jürgen Hörner, Friedolf Lau, Günter Raad, Gerhard Vollmer, Karl-Ludwig Zils, **How to Make Co-Operative Marketing Viable - The Case of Sweet Orange Marketing in Thailand**. Berlin, 1975 IV/11\*

**Ramesh Chandra Agrawal**, Peter Englberger, Peter Munzinger, Norbert Rossler, Ludwig Schatz, **A Study of Hill Agriculture in Almora (India) - Present Status and Future Strategy for Development**. Berlin, 1976 IV/13

**Bernd Schubert**, Wolf Dieter Hartmann, Wolfgang Kunze, Klaus Pilgram, Norbert Walter, Richard Zink, **Study and Experiment on Marketing of Fazal-I-Manani Plums in Peshawar/Pakistan**. Berlin, 1976 IV/14

**Hans-Jürgen Daunicht**, Annette Bernd, Herbert Jenrich, Rainer Struck, Doris Werner, **Capacidad de uso y de manejo de los suelos del Valle Matehuala-Huizache, San Luis Potosí, México**. Berlin, 1976 IV/15

**Hans-Jürgen Daunicht**, Annette Bernd, Herbert Jenrich, Rainer Struck, Doris Werner, **Nutzungskapazität und Bewirtschaftung der Böden des Tales Matehuala-Huizache, San Luis Potosí, México**. Berlin, 1977 (Deutsche Fassung von Nr. IV/15) IV/16

**Peter Neunhäuser**, Claus Auer, Gerhard Brandt, Gerhard Fischer, Claus Wagner, Anton Wirth. **Possibilities of the Introduction of Draught Animals in the North-West Province of the United Republic of Cameroon**. Berlin, 1977 IV/18

**Thomas Teuscher**, Richard Baptist, Dedo Geinitz, Karimul Md. Huq, Rolf Peter Mack, Ernst-Axel Momber, Christiane Rehse, **Further Development of Milk Collecting Centre Jasin, Malaysia, for Smallholder Dairying**. Berlin, 1977 IV/19

**Eberhard Grosser**, Jochen Pfeiffer, Günter Baumann, Frank Bremer, Alhoussène Condé, Michael Götze, Walter Hauth, Delphine Onwumere, **Etude agro-socio-économique de base sur les conditions de développement de la Sous-Préfecture de Paoua, Ouham-Pende, (Empire Centrafricain)**. Tome I, Berlin, 1977 IV/20\*

**Eberhard Grosser**, Jochen Pfeiffer, Günter Baumann, Frank Bremer, Alhoussène Condé, Michael Götze, Walter Hauth, Delphine Onwumere, **Etude agro-socio-économique de base sur les conditions de développement de la Sous-Préfecture de Paoua, Ouham-Pende, (Empire Centrafricain)**. Tome II (Deutsche Zusammenfassung, Annexes). Berlin, 1977 IV/20  
a



- Peter Munzinger**, Cornelia Deubler, Ralph Jätzold, Detlev Leitner, IV/22  
 Renate Melcher, Ulrich Mey, Gerald Rathert, **The Hindi-Magogoni Settlement Scheme in Lamu District, Coastal Province of Kenya.**  
 Berlin, 1978
- Ramesh Chandra Agrawal**, Horst Ammann, Hannelore Gelmroth, IV/23  
 S.M. Kaikobad, Eberhard Nau, Ursula Nölle, **A Study of Fertilizer Use in Gandaki Zone of Nepal.** Berlin, 1978
- Thomas Teuscher**, Gerd Addicks, Gerd Bleckmann, Hans-Jürgen IV/24  
 Bösel, Michael Holzheimer, Erich Klinger, Josef Niedermayer, **Livestock Development in West Sumatra (Indonesia).** Berlin, 1978
- Detlev Böttcher**, Hans Diederichsen, Hans-Joachim Esderts, Monika IV/25  
 Herz, Hubert Schillinger, Wolfgang Schipprack, **Etude sur le développement de la demande et de la commercialisation de la production maraîchère au périmètre public irrigué de Bou Heurtma, Jendouba, Tunisie.** Berlin, 1979
- Eberhard Grosser, Aliou Ibra Ba**, Klaus Berger, Curt von Gossler, IV/26  
 Matthias Grunewald, Bernd Kadura, Helga Neumann, **Analyse de situation de la région du Tagant (République Islamique de Mauritanie) avec attention particulière aux aspects socio-économiques.** Berlin 1979/80
- Kurt J. Peters**, Georg Deichert, Edeltraud Drewes Günter Fichtner, IV/27\*  
 Sabine Moll, Fernando Chavarria, Bréhima Diakité, **Goat production in low income economic units of selected areas of West-Malaysia.**  
 Berlin, 1979
- Hannelore Börgel**, Barbara Arend, Carola Jacobi, Samuel IV/29\*  
 Kanyarukiga, Alois Kullaya, Berga Lemaga, Sulemann Mogaeka, Wolfgang Prante, **Production, Marketing and Consumption of Potatoes in the Ethiopian Highlands (Holetta, Awassa, Alemaya).**  
 Berlin, 1980
- Ramesh Chandra Agrawal**, Eberhard Bauer, Manfred Beier, Julia IV/30  
 Böcker, Gerd Juntermanns, Theda Kirchner, Reinhard Woytek, **A Study of Agriculture Credit for Small Farmers in Uttar Pradesh/India.** Berlin, 1980
- Thomas Teuscher**, et.al., **Possibilités d'intensification et d'intégration de l'élevage dans les exploitations agricoles des régions Plateaux et Centrale au Togo.** IV/31\*  
 Berlin, 1980
- Klaus Baumgarten**, Norma Bethke, Jutta Lehmann, Hans-Ludwig IV/34  
 Mayer, Joachim Schröder, Roland Weckend, **Present Situation and Development Possibilities for Smallholder Settlements in the Newly Reclaimed Mariut Area in Egypt.** Berlin, 1982

**Bernd Schubert**, Herbert Butscher, Christopher Kellner, Oskar Linn, IV/35\*  
Margot Thomsen, Bernd Wolf, **Vegetables in East Kalimantan. Agro-Economic Nutritional and Ecological Aspects of Promoting Vegetable Production and Marketing in Three Districts of East Kalimantan - Indonesia**. Berlin, 1982

**Jürgen Hopp**, **Gerald Rathert**, Regula Egli-Frey, Maria Fiedler, IV/36  
Martin Harder, Stephan Jansen, John Kasonta, Karl-Peter Kirsch, Reiner Radermacher, Melanie Tigges-Ismael, **Base Line Survey in Coconut Growing Areas of Tanzania**. Berlin 1983

**Peter Schröder**, Sylvia Brunold, Günther Mühlbauer, Martin Orth, IV/38  
Angela Petersen, Richard Preißler, Kai Rehfeldt, Andreas Schumacher, **Investigation on Current Yield Potentials on Tax Allotments on the Islands of Ha'apia and Vava'u, Kingdom of Tonga (South Pacific)**. Berlin, 1983

**Peter Neunhäuser**, Herbert Bayreuther, Albert Engel, Michael IV/39\*  
Friesenegger, Aziz Magelassa, Antonio Monteiro Neves, Verena Renneke, Walter Salzer, **Appropriate Land Use Systems for Smallholder Farms - A Survey of Ecological and Socio-Economic Conditions in the Machakos District (Kenya)**. Berlin, 1983

**Günter Kleemann**, Eberhard Krain, Renate Kuchenreuther, Alfonso IV/40  
Otero Moreno, Heinrich Sauter, Johannes Thaysen, Andrea Warner, **Situación actual y Potencial de la Producción Lechera en Explotaciones de Doble Propósito en el Pie de Monte Llanero (Meta, Colombia)**. Berlin, 1983

**Hessameddin Tabatabai**, Karl Friedrich Glombitza, Peter Kowoll, IV/41  
Leon Macioszek, Rupert Othmer, Wilhelm Simons, **Production and Marketing of Milk in the Smallholder Sector of the Western Region/Jamaica**. Berlin, 1984

**Khosrow Saidi**, Heike Kross, Hans-Martin Lorenzen, Peter IV/42  
Pfaumann, Joachim Schwanck, Susanne Welz, Jutta Werdes, **Baseline Survey of Agriculture and Living Conditions in Semonkong Region/Lesotho**. Berlin, 1984

**Uwe Jens Nagel**, Bernd Bültemeier, Andrew B. Dua, Veronika Gruber, IV/43  
Thomas Krimmel, Uwe Prien, Sigfrid Schröder, Andreas Springer-Heinze, **The Modified Training and Visit System in the Philippines - A Study on the Extension Delivery System in Region III**. Berlin, 1984

**Gerd Ramm**, Geert Balzer, Manfred van Eckert, Regina Hugo, 84  
Barbara Massler, Rolf Müller, Jürgen Richter, **Integration of Animal Husbandry into Transmigrant Farming Systems in the Middle Mahakam Area, East Kalimantan, Indonesia**. Berlin, 1985

- Ramesh Chandra Agrawal**, Elisabeth Brandt-Gerbeth, Irmgard Hettich, Joachim Jeltsch, Thomas Karasch, Elisabeth Mildeberger, Kadir Mwadin, August Visser, **Possibilities of Increasing Rural Incomes in Dhading District, Nepal**. Berlin, 1985 85
- Albert Engel**, Miguel Calderón-Hagemann, Wolfgang Herbinger, Waltraud Keipp, Jochen Knoth, Gesa Schoop, Henning Weise, **Promoting Smallholder Cropping Systems in Bo-Pujehun/Sierra Leone - An Assessment of Traditional Cropping Development Project**. Berlin, 1985 86
- Frank Bremer**, Dietrich Busacker, Alpha Diallo, Hauke Fehlberg, Christine Meyer, Willi Monigatti, Karl-Heinz Spiegel, **Les possibilités de promotion des petites exploitations agricoles dans la Province Atlantique, Bénin**. Berlin, 1986 94\*
- Anne Valle-Zárate**, Georg-Friedrich Heymell, Manfred Jeebe, Klaus Lengefeld, Hergung Sandhagen, Manfred Szyszka, **Condiciones Actuales y Potencial de la Producción Porcina para Mejorar la Situación del Pequeño Productor en la Provincia Gran Chaco - Bolivia**. Berlin, 1986 95
- Peter Neunhäuser**, Dorothee Aehling, Rainer Droste, Christian Graefen, Hassan Kaya, Rainer Schmidt, Helga Stamm, Kurt Wagner, **Demand for Major Fruit Tree Seedlings including Coconut by Village Farms and Farmers in the Lowland Areas of Tanga Region (Tanzania)**. Berlin, 1986 96
- Bernd Schubert**, Christoph Backhaus, Jochen Humann, Lothar Kleipaß, Klaus Michel, Anne Seyfferth, Petra Windisch, Klaus Zoumer, **Proposals for Farming Systems-Oriented Crop Research of Wawi Highland Agricultural Research Station in Northern Thailand**. Berlin, 1986 101
- Geert Balzer**, Norbert Deipenbrock, Regina Ecker, Martin Eisenbeis, Ulfert Focken, Klaus Gühr, Brigitte Reichelt, Peter Saile, **Shifting Cultivation in West Pasaman, Sumatra (Indonesia)**. Berlin, 1987 102
- César Maldonado**, Richard Bitsch, Ulrich Doms, Herwig Hahn, Gustavo Mejía Yepes, Sabine Preuß, Michael Schucht, **Sistemas de Producción Agropecuaria en dos Zonas del Sur del Ecuador**. Berlin, 1987 103
- Ute Westphal**, Martina Clemens, Karin Gaesing, Uwe Grossmann, Dagmar Kunze, Beate Weiskopf, **Baseline Survey on Smallholders in Nimba County, Liberia - To Facilitate Decision Taking in Project Planning**. Berlin, 1988 109
- Ramesh Chandra Agrawal**, Vera Boerger, Felix Feneberg, Tomas Heintz, Georg Janze, Heike Martin, Pejman Mohseni, **Impact of Cattle Distribution from Governmental Livestock Farms on Smallholders in Sri Lanka**. Berlin, 1988 110

- Reinhard Woytek**, Anette Bähring, Dorothee Dersch, Jutta Habermehl, Peter Kaufmann, Trudy Könemund, Maria Weitz, **Soil Erosion Control and Agroforestry in the West Usambara Mountains - Evaluation of an Extension Approach, Tanzania.** Berlin, 1988 111\*
- Heinz-Wilhelm Strubenhoff**, Michael Abel, Ursula Fitzau, Angelika Kemmler, Heidi Mann, Monika Reule, Christel Weller, **Etude socio-économique sur l'élevage traditionnel au Togo.** Berlin, 1988 115
- Theo Rauch**, Karin Janz, Anne Lengemann, Siegfried Mayer, Susanne Michalik, Michael Siebert, Dietrich Suhlrie, **The Sustainability of the Impact of the Integrated Rural Development Programme (IRDP) Zambia/NW-Province.** Berlin, 1988 116
- Frigga Wirth**, Hildegard Brosi, Günther Feiler-Jessensky, Peter Glasauer, Gudrun Krause, Andreas Kunert, Marina Mdaihli, **A Baseline Survey for the Identification of Farming Systems in Zanzibar.** Berlin, 1988 117
- Uwe Jens Nagel**, Karen Ehlers, Ralf Engelhardt, Burkhard Gnass, Christine Martins, Bernd Schwenk, Ronald Siegmund, Gerold Wyrwal, **Focussing Formal Surveys - The Use of Rapid Rural Appraisal for Designing a Survey in Nam Lang (Thailand).** Berlin, 1989 123\*
- Ulrike Breitschuh**, Gabriele Bargel, Ingeborg Grimm, Jörg Haas, Iris Harder, Manfred Noll, Rainer Schwarzmeier, Georg Strunden, **Situation socio-économique et agro-écologique: Etudes de cas dans six villages au Département Tillabéri - Niger.** Berlin, 1989 124\*
- Hartmut Müller, Rubén Vinueza**, Ivonne Antezana, Andrea Brechelt, Juan Ceballos-Müller, Ruth Kleefisch, Andreas Kress, Maria Stuckenberg, **El Sistema de Comercialización de Ganado Bovino en tres Cantones del Ecuador: Análisis y Recomendaciones.** Berlin, 1989 125
- Thomas Krimmel**, Thomas Duve, Gerd Fleischer, Gazali Ismal, Maimunah Madjid, Hans-Peter Piepho, Anke Schnoor, Mathias Sommer, Sondra Wentzel, **Towards an Institutionalization of Monitoring and Evaluation of Project Impact - The Example of Projects in the Small-Scale Irrigation Sector in West Sumatra, Indonesia.** Berlin, 1990 130
- Theo Rauch**, Lorenz Bachmann, Sibylle Braune, Bastian Ehrhardt, Gertraud Faltermeier, Rolf Speit, Manfred Störmer, **Small-Scale Processing at Rural Centres in Malawi - Possibilities of Development and Promotion.** Berlin, 1990 131
- Dietrich Busacker**, Volker Bode, Sabine Dorlöchter, Angelika Fleddermann, René Förster, Doris Popp, Birgit Schmook, Khaly Sylla, Horst Wattenbach, **L'analyse socio-économique des systèmes d'exploitation agricole et de la gestion de terroir dans le Bas-Saloum, Sénégal.** Berlin, 1990 132\*

**Gabriele Bargel**, Inge Grimm, Jörg Haas, Iris Harder, Manfred Noll, 133\*  
Rainer Schwarzmeier, Georg Strunden, **Desertifikationsbekämpfung  
und soziale Organisation - Möglichkeiten und Grenzen der  
Implementierung technischer Maßnahmen zum Erosionsschutz  
im Niger**. Berlin, 1990

**Peter Neunhäuser**, Ursula Danzer, Hubert Deubler, Andreas 138  
Groetschel, Gesa Grundmann, Ricky Alisky Martin, Frank Axel Mayer,  
Petrus Saigol, Abdul Salam Akup, Beate Scherf, Susanne Schmall,  
Jeflus Sinajin, **Appropriate Land Use Systems for Shifting  
Cultivators - Technical and Institutional Proposals for a Rural  
Community Development Programme Based on a Participatory  
Approach in Kota Marudu District/Sabah (Malaysia)**. Berlin, 1991

**Shifting Cultivation - an Evil Thing? How to Plan a Project for  
Improving Development Chances of Shifting Cultivators in  
Sabah/Malaysia (A Manual for the Video)**. Kota Marudu District/Sabah  
(Malaysia). Berlin, 1991. Beiheft zur SLE-Studie Nr. 138

**Bernhard Hoeper**, Wilfried Gebhardt, Thomas Koenig, Ellen Kramer, 139  
Bettina Luise Ruerup, Susanne Thieke, **Crop Diversification and  
Food Security on Household Level with Special Reference to the  
Cultivation of Vegetables and Fruit Trees - The Case of Ufipa  
Plateau, Rukwa, Tanzania**. Berlin, 1991

**Dagmar Kunze**, Mathilde von Bergen, Lena Blaudez, Martina 140  
Haslwimmer, Juliana Hinterberger, Stefanie Schaefer, Cordula  
Schmüdderich, **Différenciation de la population-cible du Projet  
Kabare à la base d'une analyse socio-économique dans la région  
du Kivu, Zaire**. Berlin, 1990

**Uwe Jens Nagel**, Stephan Baas, Patrick Chiyanika, Silke Eckert, Jörg 149\*  
Edsen, Martin Geiger, Reiner Laue, Gertrud Lübke, Holger Marbach,  
**Developing a Participatory Extension Approach - A Design for  
Siavonga District, Zambia**. Berlin, 1992

**Barbara Massler**, Heiko Bammann, Franz Haller, Friederike 150\*  
Hansmann, Matthias Hitzel, Andreas Hoffmann, Heiko Luetjen, Sabine  
Speiser, **El Fomento de Cultivos No-Tradicionales de Exportación:  
?Una Estrategia Viable para Baja Verapaz? (Guatemala)**. Berlin,  
1992

**Beate Lohnert**, Martin Armbruster, Elisabeth Fetsch, Claudia 151\*  
Freudigmann, Hansjörg Lanz, Fritz Roskopf, Rainer Johannes  
Schierhorst, **Les Interventions Céréalières comme Partie  
Intégrante de la Sécurisation Alimentaire dans des Régions  
Déficitaires - Exemple du Cercle de Bandiagara/Mali**. Berlin, 1992

- Ramesh Chandra Agrawal**, Anette Emrich, Ulrich Fechter-Escamilla, Christoph Goormann, Norbert Kleineidam, Jutta Will, **Economic Analysis for Project Sustainability. Study of Selected Drinking Water and Soil and Water Conservation Projects in the Integrated Food Security Programme Shandong, People's Republic of China.** Berlin, 1993 S160
- Ute Westphal**, Uwe Bergmeier, Gottfried von Gemmingen-G., Martina Hanke, Angela Hinrichs, Beate Holthusen, Monika Schneider, Veronika Schwanz, **Participatory Methods for Situation Analysis and Planning of Project Activities - Experiences with Women and Youth in the Communal Areas of Namibia.** Berlin, 1993 S161\*
- Günther Feiler**, Markus Ascher, Susanne Dollmann, Richard Haep, Petra Jacobi, Christiane Jansen, Iris Paulus, Petra Schnadt, **Crop-Livestock Integration in Uva Province, Sri Lanka - Present Role and Potential.** Berlin, 1993 S162
- Bernd Schubert**, Abenaa Addai, Stefan Kachelriess, Josef Kienzle, Martin Kitz, Elisabeth Mausolf, Hanna Schädlich, **Facilitating the Introduction of a Participatory and Integrated Development Approach (PIDA) in Kilifi District, Kenya. Volume I: Recommendations for the Institutionalisation of PIDA Based on Four Pilot Projects.** Berlin, 1994 S164 Vol. I
- Bernd Schubert**, Abenaa Addai, Stefan Kachelriess, Josef Kienzle, Martin Kitz, Elisabeth Mausolf, Hanna Schädlich, **Facilitating the Introduction of a Participatory and Integrated Development Approach (PIDA) in Kilifi District, Kenya. Volume II: From Concept to Action. A Manual for Trainers and Users of PIDA.** Berlin, 1994 S164 Vol. II
- Juan Ceballos-Müller**, Norbert Eulerling, Heidrun Gilde, Ricarda Gregori, Bernhard Leemhuis, Ulrich Storck, Rita Weidinger, **Sostenibilidad Institucional en el Desarrollo Rural Regional: "Reduciendo la Brecha entre Organizaciones y el Grupo Meta". Elaboración de Propuestas para COHASA II, Proyecto Integrado de Seguridad Alimentaria en Lempira, Honduras.** Berlin, 1994 S165\*
- Iris Paulus**, Marleine Boueiz, Manfred Fischer, Barbara Kuhn, Jan Papendieck, Silke Stöber, Heike Stumpf, Gerd Ullmann, **Le fonctionnement du marché ovin au Maroc - Approche méthodologique et résultats de l'étude pilote au Moyen Atlas.** Berlin, 1994 S166\*
- Walter Engelberg**, Kulan Amin, Frank Böning, Anselm Duchrow, Anja Gomm, Georg Heidenreich, Markus Radday, Astrid Walker, **Promoting Self-help Activities of Albanian Farmers - Situation Analysis and Assessment of Potentials.** Berlin, 1995 S168

- Gesa Grundmann**, Miguel Expósito, Ilse Fürnkranz, Carola Kiesel, Claudia Lange, Sabine Lutz, Andreas Weitzel, **De peones a propietarios - Hacia un mejor aprovechamiento de los recursos y potenciales por grupos campesinos en Guamote, Provincia de Chimborazo, Ecuador.** Berlin, 1995 S169
- Karin Fiege**, Gunter Englisch, Regina Frey, Hans-Jörg Kräuter, Anna Kreuzer, Andrea Kutter, Ulrike Weinspach, Axel Weiser, **L'autopromotion paysanne dans la gestion des ressources naturelles dans la zone Mali-Sud. Possibilités d'appui institutionnel dans les Cercles de Tominian et de Bla.** Berlin, 1995 S170
- Peter Neunhäuser**, Barbara Abbenheren, Christian Berg, Djekshen Djamgyrchiev, Samira Kalmakova, Maria Lützenkirchen, Sven von der Ohe, Jeannette Weller, **Möglichkeiten partizipativer Landnutzungsplanung - untersucht im Rahmen des geplanten Biosphärenreservats 'Tengir Too'/ Kirgistan.** Berlin, 1996 S171
- Iris Paulus**, Léonie Bonnéhin, Elise Amelan Yao, Marcelle Goli, Claus Kogelheide, Elke Proell, Birgit Schäfer, Christine Schäfer, Gerald Schmitt, Monika Soddemann, Adèle Tozegba, Susanne Willner, **La gestion des ressources naturelles dans la périphérie du Parc National de Taï, Côte d'Ivoire. Possibilités d'appui au développement des capacités locales.** San-Pédro/Berlin, 1996 S172
- Eberhard Bauer**, Boris Balkarov, Dominikus Collenberg, Renate Kirsch, Kirsten Probst, Sepp Steinbrecher, Ulrike Süsser, Steffen Weidner, **Qualitative Impact Monitoring of Agricultural Structural Adjustment in Jordan. An Approach based on Rapid Rural Appraisal.** Berlin, 1996 S173\*
- Christine Martins**, Monika Fischer, Eva García-Castañer, Maren Lieberum, Frank Löwen, Bernd Seiffert, **Indonesian Agricultural Extension Planning at a Crossroads (Indonesia).** Berlin, 1997 S174
- Ingrid Spiller**, Stephan Bock, Annette Kübler, Anja Kühn, Liselotte Lenz, Marc Sporleder, **L'intégration des approches participatives et gender dans un projet du développement rural régional - le cas de l'ODAI, Madagascar.** Berlin, 1997 S175
- Christian Berg**, Christiane Beck, Gabriele Beckmann, Cecilia Chimbala, Chala Erko Arganea, Anja-Katrin Fleig, Matthias Kuhlmann, Heike Pander, **Introduction of a Participatory and Integrated Development Process (PIDEP) in Kalomo District, Zambia, Volume I: Main Report.** Berlin, 1997 S176 Vol. I
- Christian Berg**, Christiane Beck, Gabriele Beckmann, Cecilia Chimbala, Chala Erko Arganea, Anja-Katrin Fleig, Matthias Kuhlmann, Heike Pander, **Introduction of a Participatory and Integrated Development Process (PIDEP) in Kalomo District, Zambia, Volume II: Manual for Trainers and Users of PIDEP.** Berlin, 1997 S176 Vol. II

- Andreas Groetschel**, Uta Feiler, Ingrid Jacobsen, Petra Ruth, Jens Schröder, **From Relief to Rehabilitation: Towards Food Security in Northern Tajikistan**. Berlin, 1997 S177
- Frank Rietz**, **Bedeutung ländlicher Innovationssysteme in der Konzeption von GTZ-Projekten**. Berlin, 1997 S178\*
- Lothar Kinzelmann**, Jochen Dürr, Dirk Heinrichs, Ruth Irlen, Jan Wendt, **Potentials for Self-Directed Rural Development - Community-Based Organizations and their Networks in Thailand**. Berlin, 1998 S179
- Christian Berg**, Kirsten Bredenbeck, Anke Schürmann, Julia Stanzick, Christiane Vaneker, **NGO-Based Participatory Impact Monitoring of an Integrated Rural Development Project in Holalkere Taluk, Karnataka State, India**. Berlin, 1998 S180
- Jochen Curre**, Bernardine Dixon Carlos, Maike Potthast, Rita Reinhardt, Stefan Schukat, Anna Steinschen, **Posibilidades de protección sostenible de áreas protegidas con la participación de etnias indígenas - un estudio de caso de la Reserva de Biosfera BOSAWAS, Nicaragua**. Berlin, 1998 S181
- Ulrich Alff**, Anka Derichs, Ezekiel O. Kute, Claudia Mayer, Halka Otto, **Decentralised and Participatory Development Planning in Nkomazi-Region and Willowvale-Area, South Africa**. Berlin, 1998 S182
- Eberhard Bauer**, Christine Bigdon, Antonia Engel, Benedikt Korf, Giang Nam Ha, Kerstin Schäfer, Esra Terzioglu, **Food Security and Conflict - A Participatory Development Concept for the Integrated Food Security Programme, Trincomalee, Sri Lanka**. Berlin, 1999 S183
- Edwin Wennink**, Ulrike Bickel, Reinhild Bode, Wolfgang Demenus, Ute Pauer, Norbert Rösch, **Cofinanciamiento en Sistemas de Riego Autogestionados - Análisis de la Capacidad y Voluntad de Pago de los Regantes en el Sistema 'Avisado' (Alto Mayo, Perú)**. Berlin, 1999 S184
- Dominikus Collenberg**, Sandra Dierig, Nikola Küsters, Claudia Roos-Mensah, Eric Vaccaro, Anke Weissenborn, **Service Provision for Smallholder Commercial Farmers in Zimbabwe - Analysis of an Agricultural Service System and Participatory Organisational Analysis of the Farmers Development Trust**. Berlin, 1999 S185
- Ulrich Kipper**, Enkhseteg Bat-ochir, Wolfgang Hesse, Britta Jell, Ulf Maaßen, Gaby Müller, **Development of a Concept for Collaborative Management of Khar Us Nuur National Park, Mongolia**. Berlin, 1999 S186
- Entwicklungspolitisches Forum 3.3. – 10.3. 2000. Dokumentation \* der Beiträge**



- Andreas Groetschel**, Ingrid Müller-Neuhof, Ines Rathmann, Hermann Rupp, Ximena Santillana, Anja Söger, Jutta Werner, **Watershed Development in Gujarat - A Problem-Oriented Survey for the Indo-German Watershed Development Programme (India)**. Berlin, 2000. S187
- Ekkehard Kürschner**, Irene Arnold, Heino Güllemann, Gesa Kupfer, Oliver Wils, **Incorporating HIV/AIDS Concerns into Participatory Rural Extension. A Multi-Sectoral Approach for Southern Province, Zambia**. Berlin, 2000. S188
- Gabriele Struck, Fernando Silveira Franco**, Natalie Bartelt, Bianca Bövers, Tarik Marc Kubach, Arno Mattes, Magnus Schmid, Silke Schwedes, Christian Smida, **Monitoramento Qualitativo de Impacto - Desenvolvimento de Indicadores para a Extensão Rural no Nordeste do Brasil**. Berlin, 2000. S189
- Arne Cierjacks, Tobias Flämig, Miriam Hein, Alexandra Rüth, Annette Wulf** (Hrsg.), **Entwicklungspolitische Diskussionstage 2001**. Berlin 2001. S190
- Ivonne Antezana**, Arne Cierjacks, Miriam Hein, Gerardo Jiménez, Alexandra Rüth, **Diseño y Verificación de un Marco Metodológico para la Evaluación de Proyectos del Programa de Voluntarios de las Naciones Unidas – Evaluación del Proyecto Randi-Randi en Ecuador -**. Berlin, 2001. S191
- Harald Braun**, Peter Till Baumann, Natascha Vogt, Doris Weidemann, **HIV/AIDS Prevention in the Agricultural Sector in Malawi. A Study on Awareness Activities and Theatre**. Berlin, 2001. S192
- Andreas Groetschel**, Reynaldo R. Aquino, Inga Buchholz, Anja Ibkendanz, Tellita G. Mazo, Novie A. Sales, Jan Seven, Kareen C. Vicentuan, **Natural Resource Management Strategies on Leyte Island, Philippines**. Berlin, 2001. S193
- Inge Remmert Fontes, Ulrich Alff (Editor)**, Regine Kopplow, Marion Miketta, Helge Rieper, Annette Wulf, **Review of the GTZ Reintegration Programme in War-Affected Rural Communities in Sierra Leone**. Berlin, 2001. S194
- Benedikt Korf**, Tobias Flämig, Christine Schenk, Monika Ziebell, Julia Ziegler, **Conflict - Threat or Opportunity? Land Use and Coping Strategies of War-Affected Communities in Trincomalee, Sri Lanka**. Berlin, 2001. S195
- Seminar für Ländliche Entwicklung** (Hrsg.), **Entwicklungspolitische Diskussionstage. Dokumentation zur Veranstaltung vom 16.-19. April 2002 in Berlin**. Berlin, 2002. S196
- Oliver Wils**, Erik Engel, Caroline von Gayl, Marion Immel, Dirk Reber, Debabrata Satapathy, **Exploring New Directions in Social Marketing. An Assessment of Training Health Providers in Rajasthan/India**. Berlin, 2002. S197

- Beate Holthusen**, Nike Durczak, Claudia Gottmann, Britta Krüger, S198  
Ulrich Häussermann, Bela Pyrkosch, **Managing Conflict – Building Peace. Strengthening Capacities of InWEnt Scholars – A Pilot Study in the Philippines.** Berlin, 2002.
- Thomas Hartmanshenn**, Komi Egle, Marc-Arthur Georges, Katrin S199\*  
Kessels, Anne Nathalie Manga, Andrea von Rauch, Juliane Wiesenhütter, **Integration of Food and Nutrition Security in Poverty Reduction Strategy Papers (PRSPs). A Case Study of Ethiopia, Mozambique, Rwanda and Uganda.** Berlin, 2002
- Karin Fiege**, Corinna Bothe, Frank Breitenbach, Gerhard Kienast, S200  
Sonja Meister, Elgin Steup, António Reina, Ute Zurmühl, **Turismo e Gestão de Zonas Costeiras. Contribuições para Redução da Pobreza, Transformação de Conflitos e Protecção do Meio Ambiente em Inhambane /Moçambique.** Berlin, 2002
- Karin Fiege**, Corinna Bothe, Frank Breitenbach, Gerhard Kienast, S201  
Sonja Meister, Elgin Steup, António Reina, Ute Zurmühl, **Tourism and Coastal Zone Management. Steps towards Poverty Reduction, Conflict Transformation and Environmental Protection in Inhambane/Mozambique.** Berlin, 2002
- Seminar für Ländliche Entwicklung (Hrsg.)**, 202  
**Entwicklungspolitische Diskussionstage. Dokumentation zur Veranstaltung vom 7.-11. April 2003 in Berlin.** Berlin, 2003
- Christian Berg**, Saskia Haardt, Kathleen Thieme, Ralf Willinger, Jörg S205  
Yoder, **Between Yaks and Yurts. Perspectives for a Sustainable Regional Economic Development in Mongolia.** Berlin, 2003
- Shirley Wouters**, Thekla Hohmann, Kirsten Lautenschläger, Matthias S206  
Lichtenberger, Daniela Schwarz, **Development of a Peace and Conflict Impact Assessment for Communities in the South Caucasus.** Berlin, 2003
- Beate Holthusen**, Clemens Koblbauer, Iris Onipede, Georg Schwanz, S207  
Julia Weinand, **Mainstreaming Measures against HIV/AIDS. Implementing a new Strategy within the Provincial Government of Mpumalanga / RSA.** Berlin, 2003
- Gabriele Zdunek**, Christian Cray, Britta Lambertz, Nathalie Licht, S208  
Eva Rux, **Reduction of Youth Poverty in Cape Town, South Africa.** Berlin, 2003
- Iris Paulus**, Albert Ewodo Ekani, Jenni Heise, Véronique Hirner, S209  
Beate Kiefer, Claude Metou'ou, Ibrahim Peghouma, Sabine Schliephake, **Réorientation des prestations de service en milieu rural – recommandations pour le choix et le suivi des organismes d'appui. Etude pilote au Cameroun.** Berlin, 2003

**Seminar für Ländliche Entwicklung (Hrsg.): S210**  
**Entwicklungspolitische Diskussionstage. Dokumentation zur**  
**Veranstaltung vom 29. März bis 1. April 2004 in Berlin.** Berlin, 2004

**Christian Berg, Mirco Gaul, Romy Lehns, Astrid Meyer, Franziska S211**  
**Mohaupt, Miriam Schröder, Self-Assessing Good Practices and**  
**Scaling-up Strategies in Sustainable Agriculture – Guidelines for**  
**Facilitators.** Berlin, 2004

**Birgit Kundermann, Mamadou Diarrassouba, Diego Garrido, Dorothe S212**  
**Nett, Sabine Triemer de Cruzate, Andrea Ulbrich, Orientation vers**  
**les effets et contribution à la lutte contre la pauvreté du**  
**Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales (PACT) au**  
**Mali.** Berlin, 2004

**Pascal Lopez, Ulrike Bergmann, Philippe Dresrüsse, Michael Hoppe, S213**  
**Alexander Fröde, Sandra Rotzinger, VIH/SIDA: Un nouveau défi**  
**pour la gestion des aires protégées à Madagascar – l'intégration**  
**des mesures contre le VIH/SIDA dans le travail du Parc National**  
**Ankarafantsika.** Berlin, 2004

**Karin Fiege, Gesa Grundmann, Michael Hagedorn, Monika Bayr, S214**  
**Dorothee Heidhues, Florian Landorff, Waltraud Novak, Michael**  
**Scholze, Zusammen bewerten – gemeinsam verändern.**  
**Instrumentarium zur Selbstevaluierung von Projekten in der**  
**Internationalen Zusammenarbeit (SEPIZ).** Berlin, 2004

#### **Publications disponibles chez :**

SLE, Mme. Sabine Doerr

Sitz: Hessische Str. 1-2

Unter den Linden 6

10099 Berlin

Sabine.doerr@agrar.hu-berlin.de

#### **Prix :**

Euro 12,- pour petite taille / DIN A5

Euro 14,- pour grande taille / DIN A4